



**RÉALISER  
NOTRE AVENIR  
RÉSILIENT AU  
CHANGEMENT  
CLIMATIQUE :  
ENSEIGNEMENTS  
TIRÉS D'UN  
EXAMEN DES  
DONNÉES  
MONDIALES**





# CONTENTS

Sigles et acronymes .....	2
Résumé exécutif .....	3
1. Introduction .....	9
<b>1<sup>RE</sup> PARTIE. PLANTER LE DÉCOR.....</b>	<b>11</b>
2. L'initiative LIFE-AR et la vision des PMA pour 2050 .....	12
2.1 Une vision à part .....	13
2.2 Concrétiser notre vision avec l'initiative LIFE-AR.....	13
3. Vue d'ensemble de la planification de l'adaptation des PMA et des initiatives .....	15
3.1 les Contributions déterminées au niveau national .....	15
3.2 Consolidation des CDN.....	16
3.3 Les plans nationaux pour l'adaptation.....	17
3.4 Les stratégies à long terme .....	17
3.5 Autres initiatives des PMA .....	17
<b>2<sup>E</sup> PARTIE. DOMAINES D'ACTION PRIORITAIRES ET ENSEIGNEMENTS EN VUE D'UN AVENIR RÉSILIENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE .....</b>	<b>19</b>
4. Examen des données de l'initiative LIFE-AR .....	20
4.1 Objet de l'examen .....	20
4.2 Méthodologie et portée .....	20
4.3 Structure de l'examen .....	22
5. Principaux enseignements tirés de l'examen des données.....	23
5.1 Enseignements sur l'adoption d'une approche intégrée pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité au changement climatique .....	24
5.2 Enseignements sur la production de résultats de grande portée et à long terme .....	25
5.3 Enseignements sur l'équité entre les sexes et l'inclusion sociale .....	27
5.4 Enseignements sur l'enrichissement du savoir local et l'intégration dans les connaissances techniques.....	28
6. Mécanismes de soutien aux populations résilientes au changement climatique.....	30
6.1 Protection sociale .....	30
6.2 Accès aux services de base.....	37
7. Mécanismes visant à engendrer des économies résilientes au changement climatique.....	45
7.1 Systèmes de production résilients au changement climatique .....	45
7.2 Promouvoir les micro, petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur résilientes au changement climatique .....	53
8. Mécanismes pour produire des territoires et des écosystèmes résilients au changement climatique.....	61
8.1 Gestion du territoire .....	61
9. Mécanismes d'appui aux questions transversales pour arriver à la résilience au changement climatique au sein des PMA.....	70
9.1 Enseignements tirés de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR .....	72
9.2 Renforcement des institutions nationales .....	72
9.3 Intégration verticale de l'échelle nationale au niveau local.....	73
9.4 Collaboration horizontale entre les différents secteurs, acteurs et organes gouvernementaux.....	74
10. Conclusion.....	80
Notes de Fin.....	81

# SIGLES ET ACRONYMES

100RC	100 Resilient Cities	KAP	Kiribati Adaptation Program
ARAF	Acumen Resilient Agricultural Fund	KC-NCDDP	Kalahi-Cidss National Community-Driven Development Program (Philippines)
BIT	Bureau international du travail	KLIP	Kenya Livestock Insurance Programme
CDN	contributions déterminées au niveau national	LIFE-AR	Initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme des pays les moins avancés
CHAI II	Projet Climate Change Adaptation and Information Communication Technology (Ouganda)	LUCCC	Consortium des universités des PMA sur les changements climatiques
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	MGNREGA	Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act (Inde)
CPDN	contributions prévues déterminées au niveau national	MGNREGS	Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme (Inde)
DFC	Décentralisation des fonds climat	NDF	Fonds nordique de développement
FAC	Fonds pour l'adaptation au climat	NUSAF III	Third Northern Uganda Social Action Fund
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	ODD	Objectifs de développement durable
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	OMS	Organisation mondiale de la Santé
FFF	Forest and Farm Facility (Mécanisme Forêts et Paysans)	ONG	organisation non gouvernementale
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	ONU-DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole	PMA	Pays les moins avancés
FVC	Fonds vert pour le climat	PNA	plan national pour l'adaptation
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	PSNP	Productive Safety Net Programme (Éthiopie)
HSNP	Hunger Safety Net Programme (Kenya)	REEEI des PMA	Initiative PMA pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour le développement durable
IDCOL	Infrastructure Development Company Limited	RNGP	régénération naturelle gérée par les paysans
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement	SLMP	Sustainable Land Management Programme (Éthiopie)
IPBES	Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques	SLT	stratégies à long terme

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Groupe ministériel des Pays les moins avancés (PMA) et le Président des PMA ont officiellement inauguré l'Initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme des PMA (LIFE-AR) lors de la COP24. L'étape suivante a été l'élaboration de la vision, de l'offre et de la requête du Groupe des PMA. Des délibérations entre tous les PMA et les contributions techniques tirées d'un examen des données issues d'initiatives à l'échelle mondiale pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme ont guidé ce processus. Il a recueilli les témoignages et les retours d'expérience des experts des PMA et des partenaires de la résilience et il a contribué à élaborer notre vision d'un avenir résilient au climat à l'horizon 2050 :

**Notre vision, qui est pour tous les pays les moins avancés, est de mettre en place des voies de développement résilient au changement climatique d'ici à 2030 et de réduire à zéro les émissions nettes d'ici à 2050, afin de permettre à nos sociétés et à nos écosystèmes de prospérer.**

Cette vision représente les ambitieux objectifs auxquels nous, les PMA, nous engageons ensemble afin de garantir qu'aucun de nos pays ne soit laissé pour compte. L'urgence du changement climatique exige une transformation radicale de la manière d'intervenir des PMA et de la communauté internationale. En collaborant plus efficacement, nous pouvons nous aligner sur les objectifs de développement durable (ODD), l'Accord de Paris, les objectifs d'Aichi pour la biodiversité et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, et atteindre leurs buts pour mettre en place des mesures concrètes sur le terrain à l'échelle nationale et locale, afin de faire de la résilience au climat une réalité. L'initiative LIFE-AR esquisse une réponse efficace et ambitieuse face au défi que constitue le changement climatique, grâce à la collaboration étroite de tous les pays et de toutes les communautés, quel que soit leur degré de vulnérabilité, travaillant main dans la main pour construire un avenir résilient au changement climatique.

## Objet de l'examen des données

Cet examen des données entend nous aider à mieux comprendre ce qui « donne de bons résultats » pour atteindre une résilience à long terme et présenter une base non exhaustive d'interventions susceptibles d'être efficaces en matière d'adaptation et de résilience que nous pourrions utiliser afin de réaliser nos ambitions.

Nous avons passé en revue des interventions menées à travers le monde en vue d'identifier une déviance positive, c'est-à-dire des données qui suggèrent des résultats positifs qui viennent soutenir une adaptation efficace et un développement résilient. Cette démarche soutient aussi un apprentissage et un transfert de connaissances entre les pays. Certes, à ce stade, notre examen a conclu pour bon nombre d'initiatives qu'il serait difficile de déterminer l'impact des interventions car un grand nombre d'entre elles étaient encore en cours de mise en œuvre ou à un stade embryonnaire ou parce qu'il n'existait pour l'heure aucune donnée sur leur impact. Néanmoins, il a tout de même été possible d'identifier celles qui semblaient prometteuses sur la base d'une évaluation de la manière dont elles sont exécutées et de la mesure dans laquelle elles soutiennent déjà les communautés.

## Processus

L'examen des données issues des initiatives à l'échelle mondiale pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme a été guidé par un processus de délibérations entre les membres du Groupe des PMA. Sous la direction, l'orientation et l'expertise du Groupe ministériel des PMA, du Groupe consultatif des PMA, du président du Groupe des PMA et du responsable technique de l'initiative LIFE-AR, nous avons tenu six ateliers techniques auxquels ont participé près de 200 experts issus d'Afrique anglophone et francophone et d'Asie Pacifique durant 2018-2019 et nous avons rassemblé plus de 400 experts réunis lors de la COP24, l'ACB12 et NAP Expo, afin de fournir des données et des orientations complémentaires. Un appel public à témoignages a permis de réunir plus de 100 soumissions. L'équipe chargée de l'examen a mené des entretiens avec

plusieurs centaines d'experts du changement climatique et entrepris des recherches d'études de cas avec les membres du LUCCC ; elle a recueilli les précieux témoignages et les retours d'expérience des experts et des partenaires de résilience des PMA afin d'élaborer notre vision pour 2050.

## Portée

Les 95 initiatives passées en revue couvrent une vaste étendue géographique à travers le globe ; 43 viennent d'Afrique, 30 d'Asie, 9 du Pacifique, 3 d'Amérique latine et 10 sont d'envergure mondiale ou multirégionale. En tout, 68 pays sont représentés dans les initiatives, avec un mélange de 39 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou supérieure et 29 PMA, dont 11 petits États insulaires en développement.

La diversité des initiatives retenues dans l'examen donne une chance d'apprentissage à tous les pays, indépendamment de leur taille, leur territoire ou de l'aléa considéré. Les initiatives couvrent une grande variété de territoires et d'écosystèmes, y compris des régions agricoles et pastorales (37), des milieux côtiers (19), urbains (11), des bassins versants (11), des massifs forestiers (8) ou montagneux (4). Elles couvrent aussi une grande variété d'environnements qui sont vulnérables à différents aléas, y compris la sécheresse (45), les inondations et les ondes de tempête (49), les cyclones et les typhons (31), les températures extrêmes (20) et les séismes (3).

## Critères

L'examen s'est concentré sur trois domaines d'action prioritaires qui avaient été identifiés par le Groupe des PMA au moyen d'ateliers délibératifs pour arriver à une société résiliente au climat :

- 1. Des populations résilientes au changement climatique** qui vivent dans des sociétés justes, inclusives, sereines et sans pauvreté ;
- 2. Des économies à zéro émission nette résilientes au changement climatique** qui prospèrent et connaissent une forte croissance durable en respectant les limites écologiques ; et

- 3. Des territoires et des écosystèmes résilients au changement climatique**, qui sont gérés de manière durable, moins vulnérables aux chocs et aux stress climatiques, et qui ont recours à des solutions fondées sur la nature.

Au début de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR, le Groupe consultatif des PMA a aussi identifié neuf critères, sur la base de la teneur du paragraphe 5 de l'article 7 de l'Accord de Paris, pour guider notre appréciation de « ce qui donne de bons résultats » afin de soutenir efficacement l'adaptation et la résilience à long terme :

### Critères fondés sur les résultats

1. Cible les moteurs de la vulnérabilité climatique
2. Promeut une action tournée sur le long terme
3. Promeut une action à l'échelle de grande portée
4. Promeut la justice sociale parallèlement à l'égalité des sexes et l'inclusion sociale

### Critères fondés sur les processus

5. Intègre des connaissances scientifiques et techniques dans des systèmes locaux de connaissances
6. Soutient une intégration verticale entre les échelons et une intégration horizontale entre les secteurs
7. Soutient l'exécution cohérente des engagements mondiaux, y compris ceux souscrits envers les ODD, l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et les cibles d'Aichi pour la biodiversité
8. Utilise une conception participative et des processus transparents
9. Est impulsé de l'intérieur avec une appropriation à l'échelle du pays, et renforce les institutions nationales.

## Enseignements de l'initiative LIFE-AR

Après avoir analysé individuellement chacune des initiatives choisies, nous avons regroupé les résultats de chaque initiative pour les analyser par rapport à chacun des neuf critères afin de générer des enseignements transversaux sur la mise en œuvre d'une adaptation efficace à long terme.

### Principaux enseignements

#### Adopter une approche intégrée pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité au changement climatique

- Des efforts cohérents afin de promouvoir à la fois la réduction de la pauvreté et la résilience au changement climatique peuvent s'attaquer aux moteurs sous-jacents de la vulnérabilité.
- En réduisant la sensibilité au climat par le biais de la protection sociale et en améliorant les revenus et l'accès aux services financiers et de base, on peut atteindre la résilience au changement climatique.
- La réduction ou la minimisation de l'exposition des populations aux aléas et aux chocs climatiques peut contribuer à atteindre la résilience au changement climatique.

#### Produire des résultats de grande portée et à long terme

- Renforcer la résilience au changement climatique est un processus de longue haleine.
- Produire des résultats sur la durée permet d'amasser le soutien requis pour une adhésion politique et un financement national.
- Investir dans des infrastructures résilientes au changement climatique peut désormais mettre ces infrastructures, les technologies et les services à l'épreuve du futur et réduire le risque de maladaptation.

- Il faut élaborer des plans nationaux à long terme pour s'attaquer au changement climatique et intégrer celui-ci dans l'ensemble de la planification.
- Déléguer la gouvernance, la planification et le financement de l'adaptation aux niveaux infranationaux permet de renforcer la résilience au changement climatique aux niveaux locaux.
- L'obtention d'un financement à long terme contribue au renforcement des capacités nationales en faveur de la résilience au changement climatique.
- Malgré quelques progrès en matière de financement à long terme, nous avons besoin de plus de moyens prévisibles sur la durée.
- Les pays ont besoin de déployer leurs efforts à plus grande échelle pour toucher plus de gens, couvrir des étendues géographiques plus vastes et favoriser le changement des systèmes de gouvernance, des marchés et de la gestion des territoires.
- Les PMA devront aussi adopter des approches sociétales et transgouvernementales et, en tenant compte des effets à long terme, ils devront s'attaquer aux moteurs systémiques de la vulnérabilité et de l'exclusion.

#### Promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion sociale

- L'égalité des sexes et l'inclusion économique sont cruciales pour réduire la vulnérabilité au changement climatique à long terme.
- Pour renforcer la résilience des femmes et des hommes, il est essentiel de promouvoir l'égalité des sexes et de garantir les mêmes droits et les mêmes chances aux femmes et aux hommes pour leur permettre d'accéder aux bénéfices et aux ressources économiques, et il faut aussi promouvoir le renforcement des capacités et des technologies appropriées en fonction du genre.

- Il est crucial de disposer de meilleures données sur les résultats pour évaluer avec quelle efficacité les initiatives amélioreront les moyens d'existence des plus pauvres, réduiront l'inégalité entre les sexes et encourageront l'inclusion économique et sociale.
- Il est crucial d'investir dans des organisations et des entreprises gérées localement et de soutenir l'accès local aux produits et services qui favorisent une meilleure gestion du risque climatique afin de renforcer la résilience au changement climatique au niveau local.

### **Étoffer le savoir local et soutenir l'enrichissement des connaissances techniques**

- Il faut des investissements considérables pour renforcer le savoir local en matière de gestion des risques climatiques, y compris en nouant des liens vers de nouvelles compétences et connaissances techniques.
- Mettre à profit le savoir local en matière de gestion des aléas climatiques contribue à faire en sorte que la gestion du risque climatique soit localement pertinente.
- L'intégration du savoir technique et local dans des systèmes formels de planification contribue à renforcer la planification de la résilience.

### **Enseignements pour élaborer des mécanismes afin de créer des populations résilientes au changement climatique**

#### **Protection sociale**

L'examen a analysé 12 initiatives de protection sociale pour comprendre comment les PMA peuvent aider les populations à devenir plus résilientes au changement climatique. La protection sociale est une approche importante pour la réduction de la pauvreté qui a aidé quelque 2,7 milliards de personnes dans les pays à revenu faible et intermédiaire. La protection sociale peut assumer différentes formes, y compris des transferts monétaires assortis ou non de conditions de faveur, une assurance sociale, des pensions de retraite, des programmes d'alimentation scolaire, des programmes de travaux publics, des systèmes de garantie de l'emploi et des exonérations de taxes. Ces mécanismes peuvent avoir des

effets notables sur la réduction de la pauvreté du point de vue de la nutrition, des revenus, des actifs et de la santé. L'examen a révélé les principaux enseignements suivants :

- Les programmes de protection sociale peuvent contribuer à réduire la pauvreté et renforcer la résilience absorbante en réduisant la sensibilité des populations aux aléas climatiques.
- L'intégration d'initiatives de protection sociale dans les systèmes publics nationaux pilotés par un ministère ou un organisme national robuste peut engendrer des résultats de grande portée et à long terme en matière de résilience.
- Des initiatives de moindre envergure pilotent des approches innovantes, telles que le financement fondé sur les prévisions climatiques, que les pays pourraient mettre à l'échelle une fois qu'ils auront fait la preuve du concept.
- Les initiatives de protection sociale résilientes au climat devraient établir des procédures de financement claires et des mécanismes de ciblage afin d'améliorer l'exécution et de promouvoir la transparence.

#### **L'accès aux services de base (y compris un logement sûr, de l'énergie propre, de l'eau potable, des services de santé et d'éducation et des réseaux de transport)**

L'examen a analysé 22 initiatives fournissant des services essentiels qui sous-tendent le bien-être humain et le développement durable. Ces services sont des piliers essentiels et, à mesure que les effets du changement climatique augmenteront au cours des décennies à venir, ils deviendront encore plus importants. Ainsi, les personnes qui vivent dans des logements insalubres risquent plus d'être touchées par les extrêmes climatiques et les catastrophes telles que les orages tropicaux, les inondations et les séismes. L'examen a révélé les principaux enseignements suivants :

- Un meilleur accès à des services de base peut réduire la sensibilité des populations aux effets du changement climatique.

- Un meilleur accès à des infrastructures résilientes au climat peut réduire l'exposition au changement climatique.
- En donnant la priorité à des investissements dans des infrastructures durables et résilientes au climat et en renforçant la planification et la gouvernance de la fourniture de services de base, on peut contribuer à la résilience à long terme.

## Enseignements pour élaborer des mécanismes visant à engendrer des économies résilientes au changement climatique

### Systèmes de production résilients au changement climatique

L'examen a analysé 24 initiatives qui visaient à renforcer la résilience au changement climatique dans le secteur agricole, un secteur crucial pour la sécurité alimentaire, le développement économique et la prospérité des PMA. À travers le monde, les 2,5 milliards de petits producteurs, éleveurs, pêcheurs ou membres des communautés tributaires des forêts qui tirent leur alimentation et leurs revenus de ressources naturelles renouvelables figurent parmi les personnes les plus vulnérables face aux chocs climatiques et aux aléas naturels. Le changement climatique affecte déjà l'agriculture et la sécurité alimentaire et il est essentiel de renforcer la résilience de l'agriculture familiale. L'examen a révélé les principaux enseignements suivants :

- L'introduction d'intrants, de services, de financement, de technologies et d'informations sur le climat qui contribuent à améliorer les rendements peut réduire la sensibilité au changement climatique.
- Le recours à des approches systématiques pour intégrer les producteurs dans des chaînes de valeur et des marchés agricoles résilients au climat peut produire des effets de grande portée.
- Les initiatives en faveur d'une agriculture résiliente au changement climatique peuvent promouvoir un partenariat avec différents groupes de parties

prenantes et soutenir la création d'organisations locales participatives.

- L'intégration de pratiques agricoles résilientes au climat dans les plans du gouvernement et l'élaboration de systèmes à long terme pour fournir aux producteurs des informations sur le climat peuvent engendrer des résultats à long terme.

### Promouvoir les micro, petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur résilientes au changement climatique

L'examen a analysé 14 initiatives qui développent et renforcent les entreprises dans des chaînes de valeur résilientes au changement climatique. Les PMA peuvent investir dans le renforcement des systèmes de marché afin d'aider les groupes marginalisés et démunis à accéder aux produits et services dont ils ont besoin pour vivre dignement, sortir de la pauvreté, développer des moyens d'existence sûrs et améliorer leur bien-être. Dans ce contexte, il est particulièrement important d'aider les micro, petites et moyennes entreprises. L'emploi dans les pays en développement se caractérise par des taux élevés d'informalité et de participation à ces entreprises. En aidant les gens qui travaillent dans des entreprises formelles et informelles sur l'ensemble des chaînes de valeur, on peut contribuer à réduire la pauvreté et promouvoir la résilience au changement climatique. L'examen a révélé les principaux enseignements suivants :

- Rendre les chaînes de valeur plus résilientes au climat peut permettre d'atteindre les ODD et de réduire la pauvreté.
- Aider les entreprises à faire en sorte que leurs activités soient à l'épreuve des effets à venir du climat peut aider les gens à réduire leur sensibilité au changement climatique.
- Soutenir des chaînes de valeur résilientes au climat peut aider les entreprises à se préparer et à se mettre à l'épreuve des effets à venir du climat et ouvrir de nouveaux marchés à long terme pour des produits résilients au changement climatique.

- Les initiatives portant sur des chaînes de valeur résilientes au changement climatique créent une collaboration horizontale et des partenariats robustes avec différents groupes de parties prenantes.

## **Enseignements pour élaborer des mécanismes visant à engendrer des territoires et des écosystèmes résilients au changement climatique**

### **Gestion du territoire**

L'examen a analysé 17 initiatives liées à la gestion du territoire et à l'adaptation fondée sur les écosystèmes. Les territoires et les écosystèmes fournissent des services qui sont essentiels pour la vie. Les êtres humains ont considérablement modifié la nature dans la plupart des points du globe et la majorité des écosystèmes et des indicateurs de biodiversité affichent un recul rapide. Il faut des approches de gestion intégrée du territoire qui restaurent les écosystèmes, augmentent les services écosystémiques et réduisent la pauvreté dans le contexte de l'essor démographique. De telles approches sont des processus multipartites à grande échelle pour gérer durablement les écosystèmes et soutenir le développement économique local, les moyens d'existence et le bien-être. Elles englobent la gestion des bassins versants, la restauration des forêts et des territoires, les approches fondées sur les écosystèmes dans le secteur des pêches et de l'aquaculture, les pratiques agroécologiques et les incitations en faveur des services écosystémiques. L'examen a révélé les principaux enseignements suivants :

- Les approches prônant la gestion du territoire et les initiatives d'adaptation fondée sur les écosystèmes peuvent contribuer à réduire la sensibilité et l'exposition aux chocs climatiques.
- Les avantages de la gestion du territoire se feront sans doute sentir sur une période prolongée.
- Ce genre d'approches travaille à différents niveaux pour produire des effets de grande portée.
- Il existe un niveau élevé d'appropriation locale des approches de gestion du territoire et d'adaptation

fondée sur les écosystèmes, car elles œuvrent à renforcer la gouvernance des ressources naturelles aux niveaux national et infranational.

- Les approches territoriales qui facilitent et intègrent une collaboration et des modalités de gouvernance claires et partagées entre les autorités locales au niveau du territoire peuvent soutenir une gestion qui englobe plusieurs juridictions et plusieurs territoires.

## **Enseignements pour élaborer des mécanismes afin de renforcer un environnement porteur favorable à l'atteinte de la résilience au changement climatique des PMA**

Toutes les initiatives que nous avons passées en revue déploient des efforts considérables pour renforcer la planification et le financement du changement climatique ainsi que la fourniture d'informations sur le climat. En renforçant l'utilisation efficace des informations sur le climat et des approches pour dissiper la profonde incertitude au niveau des décisions de planification et de financement, les PMA peuvent créer un environnement propice au renforcement de la résilience au changement climatique. Cela peut servir de socle au soutien d'initiatives nationales sous l'égide de LIFE-AR qui favorisent la mise en œuvre de l'Accord de Paris et l'atteinte des ODD. L'examen a révélé les principaux enseignements suivants :

- Le renforcement des institutions des PMA pour la planification et le financement du changement climatique, ainsi que la fourniture de services d'informations sur le climat est cruciale pour engendrer une résilience à long terme.
- La planification et le financement du changement climatique ainsi que les services d'informations sur le climat doivent être intégrés dans les systèmes gouvernementaux du niveau national jusqu'au niveau local.
- Il est important de travailler sur l'ensemble des secteurs, des ministères publics et des juridictions pour arriver à la résilience climatique.

# 1. INTRODUCTION

L'initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme (LIFE-AR) des pays les moins avancés (PMA) est une initiative créée et pilotée par les PMA afin de définir une vision à long terme en vue d'un avenir résilient au changement climatique. L'initiative LIFE-AR établit les grandes lignes des ambitieux objectifs auxquels nous, les PMA, nous engageons ensemble afin de garantir qu'aucun de nos pays ne soit laissé pour compte.

L'urgence climatique exige une transformation radicale de la manière d'intervenir des PMA et de la communauté internationale en matière de climat. En collaborant plus efficacement, nous pouvons nous aligner sur les objectifs de développement durable (ODD), l'Accord de Paris, les objectifs d'Aichi pour la biodiversité et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, et atteindre leurs buts en mettant en place des mesures concrètes sur le terrain à l'échelle nationale et locale, afin de faire de la résilience au climat une réalité. L'initiative LIFE-AR esquisse une réponse efficace et ambitieuse face au défi que constitue le changement climatique, grâce à la collaboration étroite de tous les pays et de toutes les communautés, quel que soit leur degré de vulnérabilité, travaillant main dans la main pour construire un avenir résilient au changement climatique.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et la Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ont tous deux lancé un sévère avertissement : il reste peu de temps pour éviter un emballement climatique catastrophique et la destruction de la nature<sup>1,2</sup>. Dans le contexte d'escalade rapide des risques climatiques, nous sommes confrontés à des défis uniques et sans précédent alors que nous œuvrons pour mettre fin à la pauvreté et parvenir à un développement durable. Mettre l'accent sur un renforcement de la résilience à long terme est le seul moyen d'atteindre les ODD, tout en évitant et traitant des pertes et préjudices à grande échelle.

Les approches de maintien du statu quo en matière de changement climatique ont échoué. On constate qu'il existe encore un important déficit de financement pour l'adaptation dans les pays en voie de développement. Selon les estimations, les PMA auront besoin de 93,7 milliards de dollars américains par an à partir de 2020, ne serait-

ce que pour honorer leurs contributions déterminées au niveau national (CDN)<sup>3</sup>. Les PMA ne bénéficient que de 18 % du financement climatique mondial et moins de 10 % du financement issu des fonds climatiques spécialisés arrive jusqu'à l'échelle locale, là où il est nécessaire d'agir pour le climat<sup>4,5</sup>. Seulement 7 % du financement de l'action climatique provient de fonds spécialisés et est suffisamment transparent pour être analysé. Une plus grande transparence nous permettrait d'assurer un suivi de l'efficacité de l'ensemble du financement climatique<sup>6</sup>.

Il est clair que le financement climatique n'atteint pas ceux qui en ont le plus besoin. Les réponses face au changement climatique qui sont sectorielles, à court terme et dépendantes de projets ont un impact limité. Étant donné que la plupart des initiatives sont définies et pilotées par des acteurs externes, elles ne parviennent pas à renforcer les capacités et à contribuer au développement durable à l'échelle nationale et locale. Quelque 87 % des investissements du Fonds vert pour le climat sont effectués par le biais de partenaires techniques et financiers du développement international, mais seules cinq institutions se trouvant dans les PMA ont réussi à obtenir une accréditation.

Compte tenu des défis que pose le changement climatique – et de la réponse pour l'heure insuffisante – nous, les PMA, prenons des mesures décisives pour multiplier nos propres efforts climatiques et étoffer notre ambition, nous appuyant sur l'initiative LIFE-AR pour ce faire et pour promouvoir l'abandon des approches de maintien du statu quo. L'initiative LIFE-AR implique et est propice à tous les PMA – qu'il s'agisse des PMA « chefs de file », des groupements régionaux qui y sont liés ou du groupe dans son ensemble. Notre vision à l'horizon 2050 nous aidera à renforcer nos institutions, nos structures et nos systèmes afin d'arriver à un avenir résilient face au climat et de quitter notre statut de PMA. Bien que nous soyons les plus vulnérables aux risques climatiques, nous prenons la tête d'un mouvement en vue de définir une réponse plus efficace et plus ambitieuse au dérèglement climatique.

Nos partenaires techniques et financiers du développement nous ont rejoints dans le cadre de cette initiative. Ils partagent nos ambitions et reconnaissent que les approches de maintien du statu quo ne suffisent plus. Forts de l'initiative LIFE-AR, nous impulserons notre

regain d'ambition face au changement climatique et nous nous détournerons des approches de maintien du statu quo. Nous devons intensifier et élever notre ambition. Nous devons renforcer notre action pour le climat et nos approches envers celle-ci si nous voulons réduire les vastes incidences des changements climatiques, tout en protégeant la nature et en éradiquant la pauvreté. Ensemble, nous pouvons prendre ce virage historique en adhérant à cette réponse collective à long terme face à l'urgence climatique qui met la justice climatique au cœur de ses priorités.

Ce document est divisé en deux parties. La première résume notre vision et l'initiative LIFE-AR et elle donne une vue d'ensemble de l'attitude du Groupe des PMA en matière d'adaptation nationale et des initiatives en faveur d'un soutien mutuel pour accroître notre résilience au climat. La deuxième partie brosse une toile de fond et fournit des données et des éléments qui viennent étayer notre vision. Elle rend compte de l'examen des données recueillies par l'initiative LIFE-AR et renferme des leçons fondamentales et des études de cas tirées d'initiatives phares qui devraient nous permettre de mettre à profit des apprentissages mutuels.

# 1<sup>RE</sup> PARTIE.

# PLANTER LE DÉCOR



## 2. L'INITIATIVE LIFE-AR ET LA VISION DES PMA POUR 2050

### Encadré 1. Qu'est-ce que l'initiative LIFE-AR ?

L'initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme (LIFE-AR) est une initiative créée et pilotée par les PMA afin de définir une vision à long terme en vue d'arriver à un avenir résilient au changement climatique à l'horizon 2050. L'initiative LIFE-AR contribuera à impulser l'action climatique en fonction des besoins et des priorités des PMA, en présentant de solides arguments pour des investissements par les pouvoirs publics, les bailleurs de fonds et le secteur privé afin d'arriver à une action innovante à long terme et à grande échelle. Elle entend identifier les priorités immédiates qui renforceront les institutions nationales, les systèmes et les capacités locales, en définissant des plans nationaux pour l'adaptation (PNA), des CDN et des efforts plus larges afin d'accroître la résilience et de lutter contre la pauvreté.

Grâce à l'initiative LIFE-AR, nous, les PMA, avons défini une vision à long terme pour aider nos membres à impulser notre regain d'ambition en matière de climat en nous détournant des approches de maintien du statu quo<sup>7</sup>. **Notre vision, qui est pour tous les pays les moins avancés de mettre en place des voies de développement résilient au changement climatique d'ici à 2030 et de réduire à zéro les émissions nettes d'ici à 2050**, nous engage sur la voie d'un développement ambitieux, sobre en carbone et résilient au changement climatique et fera en sorte que nos sociétés et nos écosystèmes puissent prospérer. Afin de concrétiser notre vision, nous devons approfondir nos connaissances sur le climat et accéder à un financement prévisible et fiable provenant de sources domestiques, privées et internationales. Cela nous permettra de développer nos technologies et de renforcer nos capacités. Ceci conduira à :

- 1. Des populations résilientes au changement climatique** qui vivent dans des sociétés justes, inclusives, sereines et sans pauvreté ;
- 2. Des économies à zéro émission nette résilientes au changement climatique**, qui prospèrent et connaissent une forte croissance durable en respectant les limites écologiques ; et
- 3. Des territoires et des écosystèmes résilients au changement climatique**, qui sont gérés de manière durable, moins vulnérables aux chocs et aux stress climatiques, et qui ont recours à des solutions fondées sur la nature.

Notre vision est guidée par les principes d'inclusion, de participation, de justice, d'équité et de ne laisser personne pour compte, particulièrement les PMA les plus fragiles et les régions les plus vulnérables. Nous avons tous pour objectif de quitter le statut des PMA avant 2050. Certains d'entre nous sont en bonne voie pour y parvenir d'ici peu. Cependant, l'augmentation des risques climatiques constitue une réelle menace pour nos aspirations et fragilisera considérablement nos efforts de développement.

Nous adopterons une approche sociétale afin de garantir un avenir résilient au climat et d'atteindre nos objectifs de sortir de la catégorie des PMA. Les PMA d'aujourd'hui sont le G47 de demain. Nous nous engageons à continuer à collaborer, tandis que nos membres progressent au-delà du Groupe des PMA, en partageant nos connaissances et nos capacités afin de concrétiser notre vision commune. Nous envisageons notre avenir dans une société résiliente, sereine, autonome et sûre, au sein de laquelle chacun s'épanouit malgré le changement climatique, où tous sont habilités à participer à la prise de décision et où une économie verte, dynamique et soucieuse du climat permet aux écosystèmes de prospérer.

## 2.1 Une vision à part

Nous, les PMA, définissons, impulsions et pilotons notre vision. Elle esquisse notre itinéraire vers un avenir résilient au changement climatique d'ici à 2050, en conformité avec nos propres besoins et priorités. Pour prendre ce chemin, nous ne demandons plus une simple aide à la planification et à la coordination ou un financement pour des projets d'investissement individuels. Au lieu de cela, nous avons pour objectif de renforcer les capacités et les systèmes institutionnels dont nous avons besoin pour effectuer un changement en profondeur et à long terme. Pour ce faire, il nous faut des mécanismes de mise en œuvre spécialement conçus pour les PMA qui soient flexibles et tournés vers l'avenir, réactifs à l'évolution des circonstances, des besoins et nouvelles connaissances à mesure qu'ils se présentent, ainsi que transparents et ouverts, avec des budgets prévisibles, plutôt que des fonds fléchés, destinés à des activités trop prescrites. Nous voulons que ces mécanismes soient verticalement intégrés avec les systèmes gouvernementaux, tout en facilitant la collaboration horizontale entre les différents secteurs. Nous ne nous contentons plus d'aller à la chasse aux financements : nous poursuivons notre mission. Cette mission consiste à poser les bases d'un héritage qui garantit que nos institutions ont un bilan solide, et que les décisions quant aux mesures et au financement sont prises selon le principe de subsidiarité, au fur et à mesure que nous nous adaptons à notre nouvel itinéraire vers un développement résilient au changement climatique.

Nous sommes tous solidaires. Depuis son inauguration, l'initiative LIFE-AR établit des passerelles avec les initiatives existantes. Nous avons établi un réseau de praticiens et de partenaires de résilience des PMA – experts de l'adaptation et de la résilience issus des gouvernements des PMA, de la société civile, du milieu universitaire, des entités internationales accréditées, des fonds pour le climat, du Groupe d'experts des PMA et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – afin d'orienter les liens stratégiques, de

tirer des leçons des pratiques existantes et de les étoffer. Nous avons également établi un Groupe ministériel et un Groupe consultatif des PMA afin d'orienter la direction politique et technique de l'initiative et de garantir que les PMA continuent à piloter sa structure de gouvernance.

## 2.2 Concrétiser notre vision avec l'initiative LIFE-AR

Notre vision nous aidera à élaborer des stratégies à long terme relatives au climat en vertu du paragraphe 19 de l'Article 4 de l'Accord de Paris et à énoncer un leadership ambitieux dans le domaine de l'action climatique. Elle nous aidera à mieux traiter les répercussions à long terme du changement climatique et à définir plus précisément et actualiser les priorités d'adaptation de nos PNA et de nos CDN, conformément aux objectifs de développement national en matière de résilience climatique et d'éradication de la pauvreté. En complétant de telle manière nos processus existants de planification de l'adaptation, nous serons mieux capables d'élaborer des stratégies transversales de développement résilient au changement climatique à l'horizon 2050.

Notre vision s'appuie sur les connaissances, les ressources et les travaux des trois initiatives des PMA : l'Initiative PMA pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour le développement durable ou REEEI des PMA, le Consortium des universités des PMA sur les changements climatiques (LUCCC) et l'initiative LIFE-AR (voir la section 3) et elle les fédère. En suivant notre vision, nous forgerons des synergies avec ces initiatives.

L'initiative LIFE-AR cherche à redéfinir nos relations les uns avec les autres, avec les bailleurs de fonds et, plus largement, avec les partenaires de développement afin que nous puissions renforcer nos propres systèmes de mise en œuvre. Sous la supervision générale de la présidence du Groupe des PMA, l'initiative LIFE-AR nouera un dialogue avec tous les PMA et leur sera propice, pour veiller à faire de notre vision une réalité et à ne laisser

aucune nation pour compte. Des cohortes de pays peuvent rallier l'initiative au fil du temps sur une base volontaire, et profiter d'un apprentissage partagé par le biais des pôles régionaux et d'un soutien entre pairs. L'initiative LIFE-AR aidera les premiers d'entre eux – les pays « chefs de file » – à élaborer leurs propres stratégies à long terme (SLT) informées par la vision pour 2050 et à forger des synergies avec les priorités d'adaptation énoncées dans leur CDN et leur PNA (voir la section 3). Les pays chefs de file seront également en mesure d'élaborer leurs propres mécanismes de mise en œuvre en lien avec la vision pour 2050. Outre leur intégration verticale avec les systèmes gouvernementaux, ces mécanismes favoriseront une collaboration horizontale entre les différents secteurs, ce qui nous permettra de mettre en œuvre nos plans tout en veillant à ce que le soutien arrive à ceux qui en ont le plus besoin au niveau local.

Pour faire de notre vision une réalité, nous recherchons en particulier des interventions qui sont susceptibles de mettre en œuvre l'adaptation et la résilience à grande échelle. Le besoin d'une adaptation à grande échelle est désormais urgent. Nous devons aider des sociétés tout entières à s'adapter et à accroître leur résilience face à leurs vulnérabilités climatiques. Des mesures d'adaptation doivent être prises par des acteurs de tous les segments de la société et à tous les niveaux, dont bon nombre mènent déjà des interventions de petite envergure. Il doit donc y avoir un virage massif vers une prise de décisions dans l'ensemble de la société qui soutienne l'adaptation et le renforcement de la résilience et favorise leur consolidation à grande échelle.

# 3. VUE D'ENSEMBLE DE LA PLANIFICATION DE L'ADAPTATION DES PMA ET DES INITIATIVES

## 3.1 les Contributions déterminées au niveau national

Les CDN sont des plans nationaux relatifs au climat qui décrivent dans leurs grandes lignes des actions, des politiques et des mesures climatiques que les pays adopteront pour mettre en œuvre et atteindre les objectifs à long terme de l'Accord de Paris. Elles peuvent inclure des informations sur l'atténuation, l'adaptation, le soutien financier, le transfert technologique, le renforcement des capacités et la transparence. Collectivement, les CDN représentent l'effort mondial déployé pour s'attaquer au changement climatique et mettre en œuvre l'Accord de Paris. Les pays doivent passer en revue et resoumettre leur CDN tous les cinq ans, ce qui les incite à revoir à la hausse leur ambition et leur engagement en matière de lutte contre le changement climatique.

Chacun des 47 PMA a élaboré sa CPDN (P pour prévue) à l'Accord de Paris en présentant les actions climatiques à court et moyen terme qu'il prévoyait de mener. Quarante-deux d'entre eux ont converti ces CPDN en CDN en ratifiant l'Accord de Paris, et parmi eux, quatre ont saisi l'occasion pour actualiser leur CDN.

En tant que groupe, nous sommes confrontés à une variété d'aléas climatiques. D'après les CDN les plus récentes (ou les CPDN pour les pays qui n'ont pas de CDN), les aléas climatiques les plus communs dans les 47 PMA sont les inondations, les épisodes de fortes précipitations et les changements dans les régimes de précipitations (83 %) ; viennent ensuite les sécheresses (72 %), les températures extrêmes et les profils de température modifiés (64 %) et les orages (36 %).

Les CDN indiquent aussi les mesures d'adaptation prioritaires dans des secteurs déterminés. Le principal domaine d'action concerne l'agriculture et la sécurité alimentaire (79 %), en particulier le renforcement de la résilience des exploitations agricoles. D'autres secteurs prioritaires que l'on voit émerger sont la gestion

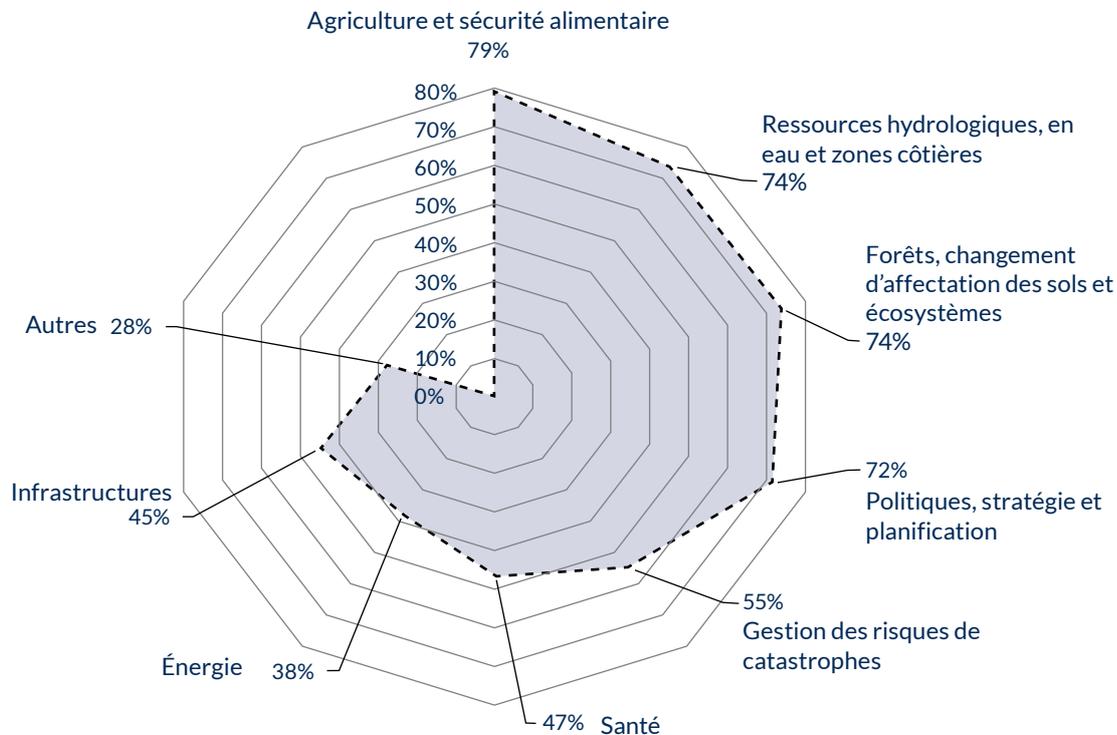
des ressources naturelles, y compris les ressources hydrologiques, les ressources en eau, les zones côtières et les forêts, les changements d'affectation des sols et les écosystèmes.

Toutefois, en tant que groupe, nos CDN n'adoptent pas une approche suffisamment sociétale pour aborder les actions requises à travers les secteurs et aux différentes échelles. Il existe des lacunes au niveau de la protection sociale, la santé, l'éducation et des infrastructures. Dans l'ensemble, les CDN sont aussi très floues concernant l'ampleur de l'action – régionale, nationale, infranationale (provinciale, municipale) ou locale (communautaire, ménage, groupe vulnérable) – entreprise dans le cadre des diverses mesures d'adaptation.

Seuls 16 CDN décomposent les besoins de financement par secteur ou par projet. Parmi celles-ci, les plus grands projets ayant besoin de financement concernent l'agriculture, la sécurité alimentaire, la gestion des ressources en eau et la protection du littoral.

Trente et une CDN ont indiqué les coûts estimatifs de la mise en œuvre des mesures d'adaptation. Ils se montaient à 167 milliards de dollars américains ; mais le chiffre réel sera nécessairement beaucoup plus élevé. Outre le fait qu'il soit nécessaire d'estimer les coûts des CDN des 16 pays restants, les estimations fournies par les 31 pays ne couvraient pas toujours tous les secteurs d'adaptation et toutes les mesures évoquées dans leurs CDN. Par ailleurs, ils ne couvrent pas toujours les mêmes calendriers. À mesure que nous élargirons la couverture de nos CDN et que nous affinerons les systèmes de chiffrage des coûts des interventions d'adaptation, nous obtiendrons davantage de convergence entre les interventions d'adaptation et d'atténuation. Il est probable qu'au fil de l'aggravation des effets du changement climatique – et de l'augmentation des coûts associés aux pertes et préjudices subis – le coût de mise en œuvre de nos CDN va croître<sup>8</sup>.

Figure 1. Secteurs prioritaires identifiés dans les CDN des PMA



### 3.2 Consolidation des CDN

Les cycles quinquennaux de soumission des CDN nous permettent de consolider nos CDN de la manière suivante :

- **En demandant plus de ressources pour nous aider à construire des stratégies nationales d'adaptation plus claires**, par le biais de processus tels que l'élaboration de PNA et de SLT puis en révisant nos CDN afin de refléter ces mises à jour. La création d'un plan national pour l'adaptation et d'une vision à l'horizon 2050 orientera les CDN quinquennaux. L'initiative LIFE-AR soutiendra aussi ce processus en renforçant les capacités, les structures et les systèmes dont nous avons besoin pour la mise en œuvre aux niveaux national et local et en nous aidant à élaborer des mécanismes d'exécution pour faire en sorte que le soutien et le financement atteignent le niveau local et les communautés les plus vulnérables. Cela contribuera à renforcer notre requête auprès de la communauté internationale.
- **En élaborant des mécanismes de mise en œuvre détaillés et stratégiques** qui définissent comment nous pouvons mener une action climatique par le biais des services et des **mécanismes d'investissement** existants afin de consolider les actions climatiques à grande échelle pour déployer nos stratégies nationales d'adaptation. Cela conduira aussi à des demandes de ressources plus claires dans nos CDN. La présentation de nos besoins spécifiques de financement, de capacités et de technologies contribuera à clarifier à quel niveau il nous faut un soutien, en aidant la communauté internationale à mieux cibler ses ressources. Nous devons aussi spécifier à quel niveau nous assumerons les coûts par nos propres moyens ainsi que le degré de soutien international dont nous aurons besoin et à quelle fin.
- **En améliorant la couverture des mesures d'adaptation de manière qu'elles englobent les secteurs et sous-secteurs actuellement absents**, tels que la protection sociale, la santé, l'éducation et les infrastructures. Cela

permettra de définir une planification plus robuste et plus efficace de l'adaptation et de la résilience. Le soutien des réponses climatiques multisectorielles et multiniveaux par le biais d'une intégration horizontale et verticale sera également crucial pour s'attaquer aux effets transversaux du changement climatique. En adoptant une approche sociétale et transgouvernementale, nous encouragerons une coordination croisée et une intégration de tous les secteurs vulnérables.

### 3.3 Les plans nationaux pour l'adaptation

Les PNA sont des documents dans lesquels les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques identifient des besoins d'adaptation à moyen et long termes et élaborent des stratégies et des programmes de mise en œuvre pour répondre à ces besoins. La formulation des PNA est un processus continu, itératif et progressif qui a pour objectif de suivre une approche transparente, participative, sensible au genre et impulsée par un pays. Le processus de PNA se compose de quatre éléments : poser les bases et combler les vides ; préparation ; stratégies de mise en œuvre ; et enfin rapportage, suivi et examen, chaque élément étant lui-même constitué de plusieurs étapes. L'élément de rapportage, suivi et examen est un élément itératif et évolutif, car les pays révisent et actualisent constamment leur PNA. Pour produire leur PNA, les PMA s'acquittent progressivement des différentes étapes de chacun des éléments. Quatre pays, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Soudan et le Togo, ont soumis leur PNA.

### 3.4 Les stratégies à long terme

Les PMA entament le processus d'élaboration des SLT sur invitation aux pays de l'Accord de Paris de communiquer leurs stratégies à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre d'ici à 2020. La SLT décrit brièvement l'itinéraire que suivront les pays pour arriver à un développement sobre en carbone et résilient au climat à l'horizon 2050. Elle peut renfermer des objectifs et des plans pour l'atténuation, l'adaptation, l'accès à

l'énergie, le transfert de technologie, le financement, le renforcement des capacités, et ainsi de suite. Les SLT peuvent contribuer à fournir une orientation stratégique et visionnaire pour l'élaboration des CDN au fil du temps et peuvent compléter et recadrer les plans et stratégies nationales de développement à court et moyen termes. Nous avons commencé à formuler nos SLT afin d'anticiper la date butoir de 2020. Au cours des années à venir, le Groupe des PMA travaillera avec un petit noyau de pays chefs de file pour traduire et mettre en œuvre notre vision en fonction de chaque contexte national et pour élaborer des stratégies à long terme qui cadrent avec les efforts nationaux de développement, le processus de mise à jour des CDN, la REEEI des PAM et le renforcement des capacités par le biais du LUCCC.

### 3.5 Autres initiatives des PMA

L'initiative LIFE-AR s'appuie sur deux autres initiatives des PMA, la REEEI des PMA et le LUCCC, et informe nos travaux sur les SLT nationales, ce qui nous permet d'apprendre les uns des autres et de nous soutenir mutuellement tout en renforçant notre résilience au changement climatique.

La **REEEI des PMA** est un effort impulsé par les PMA afin d'accélérer l'exploitation du potentiel des énergies renouvelables dans les PMA et de promouvoir l'efficacité énergétique. Dans le cadre du mandat des ministres des PMA, la REEEI des PMA s'attache à aider les PMA à concrétiser leurs aspirations de développement en travaillant sur trois objectifs principaux :

1. Un accès total à une énergie abordable, moderne et propre pour tous les citoyens des PMA d'ici à 2030 ;
2. Des systèmes entièrement à base d'énergies renouvelables dans tous les PMA d'ici à 2050 qui couvrent les besoins de tous les citoyens, des services sociaux et de l'industrie ; et
3. L'exploitation de tout le potentiel d'efficacité énergétique le long de la chaîne de valeur par le biais de la mise en œuvre intégrale d'une planification et des meilleures pratiques d'ici à 2040.

Nos travaux pour concrétiser notre vision pour 2050 s'appuieront sur la REEEI des PMA afin d'aligner tous les efforts de renforcement de la résilience, en esquissant une trajectoire plus claire et plus intégrée vers un avenir résilient au climat.

Le **LUCCC** est un consortium Sud-Sud créé par dix universités des PMA pour accroître les connaissances sur le changement climatique par le biais d'un renforcement des capacités, en mettant l'accent sur des mesures d'adaptation telles que l'éducation et la recherche. Le LUCCC a pour objectif de travailler en réseau et de renforcer les capacités des universités Sud-Sud pour élaborer des projets de recherche conjoints et mettre en œuvre des programmes d'enseignement et de formation sur différents aspects du changement climatique. Ce programme collaboratif bidirectionnel de renforcement des capacités propose d'aider les tiers, tout en profitant de leur soutien, afin de renforcer ensemble les capacités au sein des PMA. Les universités du LUCCC ont joué un rôle décisif dans la première phase de la production de données sous l'égide de l'initiative LIFE-AR, en prodiguant les compétences de recherches nécessaires pour analyser des interventions d'adaptation performantes. À mesure

que l'initiative LIFE-AR s'efforce d'attirer davantage de pays, le LUCCC fera partie de notre apprentissage issu de l'expérience nationale, pour en tirer de bonnes pratiques de partage entre tous les PMA et avec d'autres nations, telles que les petits États insulaires en développement et l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une initiative du Groupe des PMA, les **SLT** peuvent cerner l'ambition politique de nos travaux dans le cadre de l'initiative LIFE-AR, de la REEEI des PMA et du LUCCC, en soutenant une mise en œuvre synergique, un leadership visible à l'échelle mondiale et une redevabilité nationale. L'élaboration de stratégies nationales à long terme de développement sobre en carbone et résilient au climat ou le renforcement des stratégies existantes lorsqu'elles sont déjà en place, soutiendront le processus de concrétisation de la vision des PMA au niveau national et captureront des plans pour l'atténuation, l'adaptation et le développement. Cela nous permettra d'élaborer une stratégie intégrée qui cadre avec les efforts nationaux de développement dans le pays et qui aligne les travaux des initiatives des PMA sur l'adaptation, la résilience et l'atténuation.

# **2<sup>E</sup> PARTIE. DOMAINES D'ACTION PRIORITAIRES ET ENSEIGNEMENTS EN VUE D'UN AVENIR RÉSILIENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**



## 4. EXAMEN DES DONNÉES DE L'INITIATIVE LIFE-AR

Le Groupe ministériel des PMA et le Président des PMA ont officiellement inauguré l'initiative LIFE-AR lors de la COP24. L'étape suivante a été l'élaboration de la vision, de l'offre et de la requête du Groupe des PMA. Elle a été guidée et renforcée par les contributions techniques tirées d'un examen des données issues des initiatives mondiales efficaces pour l'adaptation et la résilience recueillies dans le cadre d'un processus de délibérations entre les PMA. Sous la direction, l'orientation et l'expertise du Groupe ministériel des PMA, du Groupe consultatif des PMA, du président du Groupe des PMA et du responsable technique de l'initiative LIFE-AR, nous avons tenu six ateliers techniques avec près de 200 experts issus d'Afrique anglophone et francophone et d'Asie Pacifique durant 2018-2019 et nous avons rassemblé plus de 400 experts à la COP24, l'ACB12 et NAP Expo afin de fournir d'autres données et d'autres orientations et de mener des délibérations. Un appel public à témoignages a permis de réunir plus de 100 soumissions. L'équipe chargée de l'examen a mené des entretiens avec plusieurs centaines d'experts du changement climatique et entrepris des recherches d'études de cas avec des membres du LUCC ; elle a recueilli de précieux renseignements et des retours d'expérience des experts des PMA et des partenaires de la résilience afin d'élaborer notre vision à l'horizon 2050. Nous présentons les principales conclusions de cet examen des données dans la deuxième partie.

### 4.1 Objet de l'examen

Nous avons réalisé l'examen pour en savoir plus sur la façon dont les interventions d'adaptation et de résilience sont mises en œuvre – et menées à bien – afin d'acquérir une meilleure appréciation de « ce qui donne de bons résultats » en matière de résilience à long terme. La base de données pour les initiatives d'adaptation et de résilience est encore embryonnaire, ce qui fait qu'il est difficile de comprendre l'étendue et la portée des interventions ainsi que les répercussions à court et long termes qu'elles pourront avoir.

L'objet de cet examen des données était de comprendre quelles interventions étaient entreprises dans l'ensemble du monde en développement et d'identifier celles qui

faisaient ressortir une déviance positive pour voir où les données recueillies jusqu'ici suggéraient des résultats positifs venant soutenir une adaptation efficace et un développement résilient. Dans le même temps, nous pouvons donner des exemples et des suggestions sur ce qui donne de bons résultats dans l'ensemble des PMA, pour étayer l'apprentissage entre les pays et le transfert de connaissances. Bien qu'il soit difficile de déterminer l'impact de bon nombre des interventions à ce stade, nous pouvons identifier celles qui paraissent prometteuses sur la base d'une évaluation de la manière dont elles sont exécutées et en voyant dans quelle mesure elles soutiennent déjà les communautés.

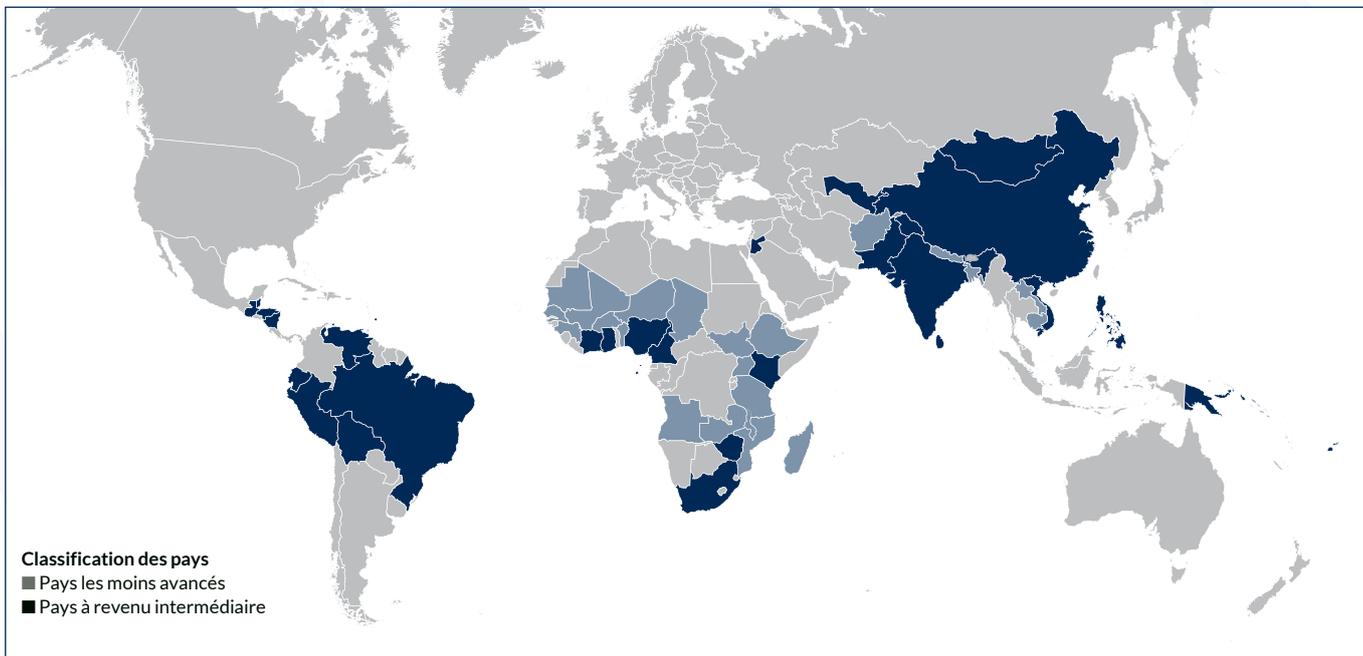
Cet examen des données s'attache à présenter une base non exhaustive des interventions susceptibles d'être efficaces pour l'adaptation et la résilience que les PMA pourraient utiliser pour réaliser leurs ambitions. Il entend aider le Groupe des PMA à combler le fossé entre la définition et la concrétisation de notre vision dans chaque pays en stimulant des idées innovantes sur la base des données tirées d'interventions qui sont mises en œuvre à travers les secteurs et les sociétés.

### 4.2 Méthodologie et portée

L'examen des données de l'initiative LIFE-AR est véritablement d'une portée mondiale. Les 95 initiatives couvrent une vaste étendue géographique ; 43 viennent d'Afrique, 30 d'Asie, 9 du Pacifique, 3 d'Amérique latine et 10 sont d'envergure mondiale ou multirégionale. En tout, 68 pays sont représentés : 39 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou inférieure et 29 PMA, dont 11 petits États insulaires en développement.

La diversité des initiatives passées en revue donne à tous les pays une chance d'apprentissage, indépendamment de leur taille, leur territoire ou l'aléa considéré. Les initiatives couvrent une grande variété de territoires et d'écosystèmes, y compris des régions agricoles et pastorales (37), des milieux côtiers (19), urbains (11), des bassins versants (11), des massifs forestiers (8) ou montagneux (4). Elles couvrent une grande variété d'environnements qui sont vulnérables à différents aléas, y compris la sécheresse (45), les inondations et les ondes

Figure 2. Distribution géographique des pays inclus dans l'examen des données



de tempête (49), les cyclones et les typhons (31), les températures extrêmes (20) et les séismes (3).

Au début de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR, le Groupe consultatif des PMA a identifié neuf critères,

sur la base de la teneur du paragraphe 5 de l'article 7 de l'Accord de Paris, pour guider notre appréciation de « ce qui donne de bons résultats » pour soutenir efficacement l'adaptation et la résilience à long terme. Ces critères relèvent de deux groupes, comme le montre l'encadré 2.

## Encadré 2. Neuf critères pour l'adaptation et la résilience à long terme

### Critères fondés sur les résultats

1. Cible les moteurs de la vulnérabilité climatique
2. Promeut une action tournée sur le long terme
3. Promeut une action à l'échelle de grande portée
4. Promeut la justice sociale parallèlement à l'égalité des sexes et l'inclusion sociale

### Critères fondés sur les processus

5. Intègre des connaissances scientifiques et techniques dans des systèmes locaux de connaissances
6. Soutient une intégration verticale entre les échelons et une intégration horizontale entre les secteurs
7. Soutient l'exécution cohérente des engagements mondiaux, y compris ceux souscrits envers les ODD, l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et les cibles d'Aichi pour la biodiversité
8. Utilise une conception participative et des processus transparents
9. Est impulsé de l'intérieur avec une appropriation à l'échelle du pays, et renforce les institutions nationales

À l'issue de délibérations, l'équipe chargée de l'examen a retenu 95 initiatives pour l'examen sur la base des critères énoncés dans l'encadré 2. L'équipe a analysé individuellement chacune des initiatives choisies puis elle a regroupé les résultats de chaque initiative pour les analyser par rapport à chacun des neuf critères afin de générer des enseignements transversaux sur la mise en œuvre d'une adaptation efficace à long terme.

### 4.3 Structure de l'examen

Notre vision définit des actions prioritaires pour soutenir des populations, des économies et des territoires résilients au changement climatique ; nous avons donc regroupé les interventions sur cette même base dans notre examen. Nous avons aussi constaté que la plupart des interventions chevauchaient deux, voire trois, de ces domaines.

La section 5 discute les principaux enseignements tirés de l'examen des données, en mettant l'accent sur les critères fondés sur les résultats. L'examen des initiatives par rapport à tous les critères a permis de dégager des enseignements limpides sur la façon dont ces résultats sont obtenus en vue d'une adaptation et d'une résilience efficaces.

Les sections 6 à 8 analysent les mécanismes de mise en œuvre que présentent les initiatives pour soutenir des populations, des économies et des territoires résilients au changement climatique, en discutant de manière plus approfondie les enseignements pour les critères fondés sur les processus. Nous avons complété ces enseignements par des exemples succincts qui montrent des approches pratiques pour arriver à des résultats résilients au climat et nous concluons chaque section par une étude de cas détaillée qui examine plus à fond un exemple concret dont nous pouvons tirer de précieux enseignements et stimuler notre ambition de faire de notre vision une réalité.

Dans la section 9, nous explorons des questions transversales et examinons comment créer un environnement favorable pour soutenir des populations, des économies et des territoires résilients au changement climatique par le biais d'approches concertées en matière de planification, de financement et d'information sur le climat, par une appropriation locale des initiatives et en intégrant l'adaptation au changement climatique dans les systèmes gouvernementaux.

Enfin, dans la section 10, nous tirons nos conclusions et explorons les prochaines étapes.

## 5. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXAMEN DES DONNÉES

Tableau 1. Principaux enseignements tirés de l'examen de l'initiative LIFE-AR

Thèmes	Enseignement
Adopter une approche intégrée pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité au changement climatique	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des efforts cohérents afin de promouvoir à la fois la réduction de la pauvreté et la résilience au changement climatique peuvent s'attaquer aux moteurs sous-jacents de la vulnérabilité</li> <li>2. En réduisant la sensibilité au climat par le biais de la protection sociale et en améliorant les revenus et l'accès aux services financiers et de base, on peut atteindre la résilience au changement climatique</li> <li>3. La réduction ou la minimisation de l'exposition des populations aux aléas et aux chocs climatiques peut contribuer à atteindre la résilience au changement climatique</li> </ol>
Produire des résultats de grande portée et à long terme	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcer la résilience au changement climatique est un processus de longue haleine</li> <li>2. Produire des résultats sur la durée permet d'amasser le soutien requis pour une adhésion politique et un financement national</li> <li>3. Investir dans des infrastructures résilientes au changement climatique peut désormais mettre ces infrastructures, les technologies et les services à l'épreuve du futur et réduire le risque de maladaptation</li> <li>4. Il faut élaborer des plans nationaux à long terme pour s'attaquer au changement climatique et intégrer celui-ci dans l'ensemble de la planification</li> <li>5. Déléguer la gouvernance, la planification et le financement de l'adaptation aux niveaux infranationaux permet de renforcer la résilience au changement climatique aux niveaux locaux</li> <li>6. L'obtention d'un financement à long terme contribue au renforcement des capacités nationales en faveur de la résilience au changement climatique</li> <li>7. Malgré quelques progrès en matière de financement à long terme, nous avons besoin de plus de fonds prévisibles sur la durée</li> <li>8. Les pays ont besoin de déployer leurs efforts à plus grande échelle pour toucher plus de gens, couvrir des étendues géographiques plus vastes et favoriser le changement des systèmes de gouvernance, des marchés et de la gestion des territoires</li> <li>9. Les PMA devront aussi adopter des approches sociétales et transgouvernementales et, en tenant compte des effets à long terme, ils devront s'attaquer aux moteurs systémiques de la vulnérabilité et de l'exclusion</li> </ol>
Promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion sociale	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'égalité des sexes et l'inclusion économique sont cruciales pour réduire la vulnérabilité au changement climatique à long terme</li> <li>2. Pour renforcer la résilience des femmes et des hommes, il est essentiel de promouvoir l'égalité des sexes et de garantir les mêmes droits et les mêmes chances aux femmes et aux hommes pour leur permettre d'accéder aux bénéfices et aux ressources économiques, et il faut aussi promouvoir le renforcement des capacités et des technologies appropriées en fonction du genre</li> <li>3. Il est crucial de disposer de meilleures données sur les résultats pour évaluer avec quelle efficacité les initiatives amélioreront les moyens d'existence des plus pauvres, réduiront l'inégalité entre les sexes et encourageront l'inclusion économique et sociale</li> <li>4. Il est crucial d'investir dans des organisations et des entreprises gérées localement et de soutenir l'accès local aux produits et services qui favorisent une meilleure gestion du risque climatique afin de renforcer la résilience au changement climatique au niveau local</li> </ol>
Étoffer le savoir local et soutenir l'enrichissement des connaissances techniques	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Il faut des investissements considérables pour renforcer le savoir local en matière de gestion des risques climatiques, y compris en nouant des liens vers de nouvelles compétences et connaissances techniques</li> <li>2. Mettre à profit le savoir local en matière de gestion des aléas climatiques contribue à faire en sorte que la gestion du risque climatique soit localement pertinente</li> <li>3. L'intégration du savoir technique et local dans des systèmes formels de planification contribue à renforcer la planification de la résilience</li> </ol>

## 5.1 Enseignements sur l'adoption d'une approche intégrée pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité au changement climatique

**1. Soutenir la résilience climatique à long terme peut créer des situations gagnantes pour tout le monde en permettant de mener à bien l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophes et d'atteindre les ODD et les objectifs d'Aichi en matière de biodiversité.** Chacune des 95 initiatives soumises à l'examen des données LIFE-AR œuvre à réduire la vulnérabilité sous-jacente aux aléas climatiques et s'aligne sur au moins un des ODD. Près des deux tiers des initiatives traitent à la fois de la vulnérabilité au changement climatique et de l'une des quatre priorités d'action du Cadre de Sendai. Cela montre qu'il existe un lien puissant entre les efforts visant à promouvoir la réduction de la pauvreté et la résilience au changement climatique. Chacune des neuf initiatives qui traitent des causes sous-jacentes des pertes de biodiversité – et soutiennent ainsi l'atteinte des objectifs d'Aichi dans ce domaine – s'attaque à la vulnérabilité au changement climatique et s'aligne sur au moins un ODD. Cela montre aussi qu'il existe un lien puissant entre les efforts visant à soutenir les écosystèmes, à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience au changement climatique. Ces synergies illustrent l'importance de réponses cohérentes, où l'élément relatif au climat ajoute une optique explicite sur les effets du changement climatique sur les objectifs plus larges et aide les institutions à mettre au point des réponses robustes compte tenu des incertitudes de l'avenir en matière de climat. Bien que des initiatives de développement favorable aux pauvres puissent s'attaquer aux moteurs sous-jacents de la vulnérabilité, le fait d'y inclure expressément la notion de climat favorise des réponses cohérentes. Une telle prise en compte des incertitudes concernant les futurs possibles en matière de climat permettra de réduire le risque de maladaptation et veillera à ce que les progrès de la réduction de la pauvreté ne soient pas fragilisés par les types, l'ampleur et le calendrier des aléas climatiques.

**2. Les PMA peuvent améliorer la mise en œuvre de la résilience au climat en réalisant des évaluations de la vulnérabilité au changement climatique pour comprendre les effets du changement climatique sur les femmes et les hommes, les garçons et les filles, et en concevant des interventions qui traitent de leurs besoins et renforcent leurs capacités.** Les initiatives devraient être sensibles au genre et holistiques dans leur couverture afin de réduire la sensibilité au climat d'une manière inclusive. Pour y parvenir, elles peuvent : accroître les revenus et les actifs des ménages pour mieux gérer les chocs grâce à des transferts de protection sociale ; améliorer l'accès aux services financiers ; accroître les rendements des récoltes grâce à des pratiques agricoles résilientes au climat ; augmenter la participation à des chaînes de valeur résilientes au climat ; améliorer l'accès aux services essentiels comme l'eau, l'énergie et les infrastructures ; améliorer la disponibilité et l'accès aux services écosystémiques critiques ; accroître l'accès aux services d'information de marché ; et améliorer la planification du changement climatique et la gestion des risques de catastrophe.

**3. Les PMA peuvent mettre en œuvre la résilience au climat en utilisant une appréciation contextuelle du risque et de la vulnérabilité – en matière d'emplacement géographique, de genre, d'âge et de disparité des revenus – pour aider les communautés et les ménages vulnérables à réduire leur exposition aux aléas et catastrophes liés au climat.** Les initiatives que nous avons passées en revue adoptent différentes approches pour réduire l'exposition au climat en guise de trajectoire pour renforcer la résilience. Certains se concentrent sur la construction d'infrastructures qui peuvent résister à l'impact des aléas climatiques – par exemple, des logements, des routes, des installations de stockage de l'eau qui peuvent résister aux typhons, aux ouragans, aux inondations ou à une hausse des précipitations et des températures extrêmes. D'autres visent à restaurer les écosystèmes dégradés tels que les forêts, les mangroves et les cours d'eau pour contribuer à réduire au minimum les effets des chocs climatiques ou pour aider les communautés ou les ménages à se réinstaller de leur plein gré dans des zones qui sont moins exposées aux chocs climatiques sévères.

## 5.2 Enseignements sur la production de résultats de grande portée et à long terme

**1. Renforcer la résilience au changement climatique nécessite de considérer le long terme.** Dans l'ensemble des initiatives que nous avons passées en revue, nous avons trouvé trois grandes approches visant à renforcer la résilience au changement climatique à long terme : l'exécution d'activités sur le long terme, la promotion d'une planification à long terme de la résilience au climat et l'accès à un financement à long terme pour des investissements résilients au climat. Presque la moitié des initiatives sont mises en œuvre sur de longues périodes ou produisent des avantages qui dureront pendant au moins dix ans. Elles comprennent notamment des initiatives pilotées par les PMA et que les pays s'approprient, qui renforcent la résilience au climat, des projets financés par des bailleurs de fonds qui se prolongent au-delà du cycle traditionnel quinquennal d'un projet et des investissements à long terme dans des infrastructures résilientes au climat.

**2. Les PMA s'approprient des initiatives nationales en matière de résilience afin d'apporter un soutien étendu aux populations pauvres et vulnérables au climat.** Nombre des initiatives qui ont été mises en œuvre sur la durée sont des initiatives que les pays se sont appropriées mais qui avaient commencé comme des projets de plus petite envergure (souvent financés par des bailleurs de fonds), déployées à l'échelle nationale ou institutionnalisées dans des systèmes de gouvernance par le biais d'un ministère ou d'un organisme de tutelle solide, qui obtiennent ainsi une adhésion politique notable et un financement national considérable. Cela suggère un lien entre le financement à long terme et des investissements patients par les bailleurs de fonds, l'institutionnalisation dans des systèmes nationaux et une réalisation à l'échelle nationale. Parmi les exemples de telles initiatives figurent des systèmes de protection sociale comme le Système national de garantie de l'emploi rural Mahatma Gandhi (MGNREGS) en Inde et le Programme de filet de sécurité contre la faim (HSNP) au Kenya, et des approches nationales de planification comme le Programme national de développement piloté par la communauté Kalahi-Cidss (KC-NCDDP) aux Philippines et le Programme d'action des Kiribati (KAP) dans l'archipel du même nom.

**3. Intégrer la résilience au changement climatique dans des processus de planification à long terme peut contribuer à sa mise en œuvre à long terme.** Plus de la moitié des initiatives soutiennent une telle intégration : en développant des plans au niveau national pour s'attaquer au changement climatique ; en intégrant le changement climatique dans les politiques sectorielles (comme l'eau, la santé et la foresterie) ; en élaborant des plans de gestion du territoire à long terme (par exemple pour les bassins versants et les pâturages), ou encore des modèles d'investissement ou les plans d'affaires à long terme ; et par la relocalisation ou la planification de la migration.

**4. Investir dans des infrastructures résilientes au changement climatique au cours de la prochaine décennie peut mener à la résilience à long terme.** Il est urgent d'investir aujourd'hui dans des infrastructures résilientes au changement climatique pour éviter d'emprisonner les PMA dans des infrastructures, des technologies et des services qui ne sont pas l'épreuve du futur, ou pire encore, qui pourraient déboucher sur une maladaptation. Un groupe supplémentaire d'initiatives que nous avons passées en revue fournit des infrastructures résilientes au changement climatique avec des avantages qui se feront sentir à longue échéance. Dans ce groupe figurent des initiatives qui :

- Investissent dans des systèmes naturels de manière à pouvoir procurer des services écosystémiques à long terme – par exemple, pour les exploitants familiaux du Niger, les éleveurs d'Éthiopie, les résidents urbains des Fidji et les bassins versants du Mali et de l'Ouganda
- Investir dans des infrastructures physiques, comme un logement pour les pauvres des milieux urbains au Vietnam, des bâtiments à l'épreuve des typhons à Madagascar, des routes au Cambodge et des infrastructures de drainage des tempêtes côtières en Tanzanie, et
- Fournissent un soutien aux infrastructures pour la relocalisation volontaire à petite échelle des communautés côtières vers des zones qui ne seront pas exposées aux aléas climatiques futurs (aux Fidji, aux Philippines et à Sao Tomé-et-Principe).

**5. Déléguer la gouvernance, la planification et le financement de l'adaptation aux niveaux infranationaux permet aux populations de gérer les risques climatiques actuels et futurs au niveau local.** Comme les risques climatiques sont très sensibles au contexte et varient beaucoup sur une petite étendue géographique, les approches efficaces en matière d'adaptation tiennent compte des spécificités locales. Les actions d'adaptation planifiées localement peuvent mieux appréhender les spécificités locales en s'appuyant sur les connaissances locales, traditionnelles et autochtones du risque climatique pour mettre au point des actions d'adaptation efficaces. Les populations locales sont aussi les mieux placées pour mettre en œuvre des solutions d'adaptation plus durables en tenant compte des complexités locales et en résolvant les tensions locales susceptibles de fragiliser l'efficacité de l'adaptation, en renforçant les capacités des institutions locales et en leur permettant d'arriver à des solutions d'adaptation et d'en tirer des leçons. Une action planifiée, budgétisée et mise en œuvre localement, veut aussi dire que les membres de la communauté locale ont plus de contrôle sur la façon dont le financement est alloué et un droit de regard sur la façon dont il est dépensé, ce qui offre une forme de reddition de comptes. Par ailleurs, déléguer l'adaptation de cette façon peut débloquer de nouvelles ressources en stimulant des investissements locaux dans l'adaptation en provenance des autorités locales, des entreprises ou encore du budget des ménages. Un nombre significatif d'initiatives développent une résilience climatique à long terme au niveau infranational en soutenant une gouvernance, une planification et un financement décentralisés de l'adaptation au changement climatique. Parmi elles, on peut citer l'élaboration de plans locaux pour l'adaptation au changement climatique au Népal et au Mozambique, des systèmes d'alerte précoce dans le Pacifique et au Vietnam, et une planification urbaine en matière de climat en Afrique du Sud, aux Philippines, aux Fidji et en Tanzanie.

**6. L'obtention d'un financement à long terme contribue au renforcement des capacités nationales en faveur de la résilience au changement climatique.** Seule la moitié des initiatives que nous avons passées en revue ont obtenu un financement à long terme. La plupart d'entre elles étaient financées par des bailleurs de fonds et étaient

constituées de multiples phases de projet quinquennales qui renforçaient les capacités des systèmes nationaux pour les intégrer peu à peu dans leurs propres systèmes de planification et de financement. De telles initiatives ont travaillé dans des pays comme l'Éthiopie, le Kenya, le Bangladesh, l'Ouganda, les Kiribati et le Cambodge qui ont des systèmes de gouvernance robustes bâtis autour d'un ministère national ou d'un organisme de mise en œuvre capable de planification et de financement à long terme. La plupart impliquaient des partenariats à long terme entre des pays et des bailleurs de fonds spécifiques, notamment le ministère britannique du Développement international, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Un groupe plus modeste de projets dans des pays en développement à revenu intermédiaire – comme le MGNREGS en Inde – était financé par des fonds locaux, le plus souvent là où régnait un niveau élevé de capacités gouvernementales existantes. Enfin, un groupe de projets du secteur privé a renforcé le développement de chaînes de valeur résilientes au climat et de micro, petites et moyennes entreprises, principalement dans le secteur agricole mais aussi dans l'énergie et la foresterie. Mais, au lieu de ne fournir qu'un financement direct sur de longues périodes, ces projets de la chaîne de valeur adoptent une approche à plus long terme et autosuffisante en investissant aussi dans le développement de systèmes de marché de manière que les acteurs du marché puissent fournir les produits et services dont les pauvres ont besoin pour s'extraire de la pauvreté et de la vulnérabilité au changement climatique.

**7. Bien qu'une nouvelle génération de projets financés à l'échelle internationale finance des investissements dans la résilience au changement climatique sur de longues périodes, il faut néanmoins davantage de fonds prévisibles à long terme.** L'un des changements récents dans le financement mondial de la résilience au climat concerne le Fonds vert pour le climat (FVC) qui investit dans des initiatives à plus long terme qui dépassent les cycles traditionnels de financement de projets sur cinq ans. Notre examen a capturé plusieurs de ces initiatives, y compris le projet de foresterie sur 14 années *Bhutan for Life* et le Fonds Acumen pour une agriculture résiliente sur 12 ans au Ghana, au Nigéria et en Ouganda. La plupart de ces projets du FVC sont à un stade de mise en

œuvre embryonnaire et il est donc encore trop tôt pour déterminer leur impact sur la résilience à long terme ou pour savoir dans quelle mesure ils sont intégrés dans les systèmes publics nationaux. Toutefois, ce groupe de projets reste relativement modeste et seuls le FVC, l'Association pour le développement international de la Banque mondiale, et le Programme pilote pour la résilience au climat ont fourni un financement à long terme en une phase unique pour plus de cinq ans. Les PMA ne reçoivent toujours pas le financement prévisible à long terme dont ils ont besoin pour renforcer leur résilience au changement climatique.

**8. Le renforcement d'une résilience climatique à long terme nécessite des efforts de mise à l'échelle pour toucher plus de gens, couvrir des étendues géographiques plus vastes et engendrer un changement dans les systèmes de gouvernance, les marchés et la gestion du territoire.** Il faut qu'il y ait plus d'investissements dans des initiatives à grande échelle qui améliorent la résilience pour un grand nombre de personnes. Seules 40 % des initiatives que nous avons passées en revue étaient de grande envergure, du point de vue de leur portée géographique et du nombre de personnes qui en bénéficiaient. La plupart d'entre elles étaient des mécanismes de mise en œuvre institutionnels intégrés dans la planification publique. Cela suggère qu'une nouvelle génération de projets est déployée à grande échelle pour aider un plus grand nombre de personnes à devenir plus résilientes face au climat. Un nombre non négligeable de ces initiatives d'envergure visait à mettre en œuvre des approches prônant une agriculture résiliente au climat et/ou une gestion de l'eau à grande échelle. D'autres se concentraient sur des approches territoriales au niveau des bassins versants, des zones humides ou des forêts.

**9. L'obtention de résultats à long terme et de grande portée exigera aussi d'aller plus loin pour s'attaquer à des moteurs systématiques de la vulnérabilité et de l'exclusion.** Compte tenu de la nature omniprésente et de grande portée des aléas climatiques, la mobilisation de tous les acteurs de la société sera requise pour mener à des réponses cohérentes et coordonnées. De telles réponses permettront :

- D'intégrer différents points de vue pour aborder les compromis de manière juste et efficace. La prise en compte de tous les points de vue locaux et tous les groupes locaux dans la prise de décisions rendra les fonds et les ressources plus susceptibles de prendre des mesures plus durables et plus justes. Plus des trois quarts des initiatives passées en revue impliquaient une mobilisation considérable des acteurs infranationaux.
- De clarifier les droits. La sécurisation du foncier peut aider les communautés à réaliser des investissements à long terme et à fixer des priorités pour les futurs retours sur investissements. Plus de la moitié des initiatives favorisaient le renforcement des systèmes de gouvernance nationaux et infranationaux ; un tel renforcement est essentiel pour encourager une meilleure gouvernance sur des questions telles que les droits fonciers.
- De prendre des décisions pour une gestion des ressources plus durable. En veillant à une gouvernance inclusive des ressources locales, leur utilisation devient plus équitable et plus juste<sup>9</sup>. Seul environ un cinquième des initiatives englobaient une gouvernance inclusive par le biais de la participation d'institutions et d'acteurs infranationaux et permettaient la participation à la prise de décision des groupes démunis et marginalisés.

En cherchant à toucher les groupes les plus vulnérables et en nouant un dialogue avec eux, nous aurons donc besoin d'adopter autant que possible une approche sociétale et transgouvernementale – et une perspective à long terme.

## 5.3 Enseignements sur l'équité entre les sexes et l'inclusion sociale

**1. Réduire la vulnérabilité à long terme face au changement climatique dans les PMA exige de puissants efforts pour soutenir les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés** d'une manière qui promeut l'équité entre les sexes et la justice sociale et économique. Il faut accorder une attention expresse aux femmes, aux peuples autochtones, aux personnes âgées, aux handicapés et aux jeunes. Les initiatives que nous avons passées en revue ont déployé de puissants efforts pour toucher les plus pauvres mais rares sont celles qui s'attardent expressément sur l'égalité des chances et très peu soutiennent d'autres

groupes marginalisés. Les trois quarts des initiatives ciblent les ménages, les communautés et les régions les plus pauvres, alors qu'un peu moins de la moitié ciblent les femmes et les filles.

**2. Les PMA ont besoin de données plus fiables au niveau des résultats pour évaluer dans quelle mesure les initiatives pourraient améliorer les moyens d'existence des plus pauvres, réduire l'inégalité entre les sexes et promouvoir la justice économique et sociale pour d'autres groupes marginalisés.** Les initiatives manquaient de données au niveau des résultats et d'une théorie du changement claire et bien développée pour contribuer à évaluer les progrès par rapport aux résultats. Cela traduit un manque de données pour mesurer à quel point les interventions en matière de résilience ont amélioré les résultats de développement et un manque encore plus flagrant pour mesurer à quel point les résultats de développement sont maintenus à l'issue d'un choc climatique. De meilleurs systèmes de données à long terme et des théories du changement explicites nous permettraient de mesurer les résultats des interventions d'adaptation avant et après un choc climatique et de comprendre les différents effets de ces interventions sur les femmes, les hommes, les jeunes, les enfants, les pauvres et les groupes vulnérables. Cela aiderait à fournir une analyse plus parlante sur « ce qui donne de bons résultats » en matière de résilience et, finalement, cela renforcerait la conception et la mise en œuvre des initiatives de renforcement de la résilience climatique.

**3. Les PMA peuvent soutenir la résilience climatique pour les plus pauvres et les plus vulnérables en investissant dans des organisations et des entreprises gérées localement et en aidant les femmes et les hommes vulnérables à accéder à des produits et services pour mieux gérer le risque climatique.** Les initiatives qui aident le mieux les plus pauvres et les plus vulnérables – près d'un tiers de celles que nous avons passées en revue – s'attachent à aider les organisations locales, telles que les associations communautaires et les groupements de femmes, à planifier et à construire des infrastructures et des logements résilients au climat ; soutenir le développement d'entreprises locales et de chaînes de valeur agricoles et sylvicoles résilientes au climat ; fournir des services d'informations sur le climat aux ménages pour

les aider à accroître leur productivité agricole et d'élevage ; ou soutenir la planification de la gestion des risques de catastrophe. Elles englobent aussi des initiatives qui améliorent l'accès à l'énergie, qui fournissent une foule de bénéfiques accessoires aux groupes socialement exclus en matière de développement et de résilience.

## 5.4 Enseignements sur l'enrichissement du savoir local et l'intégration dans les connaissances techniques

**1. Soutenir la résilience climatique à long terme exige des efforts pour renforcer le savoir local sur la gestion des risques climatiques et son intégration dans de nouvelles compétences et connaissances techniques** susceptibles de contribuer à surmonter les problèmes posés par le changement climatique. Les communautés et les peuples autochtones jouissent de relations de longue date avec leur environnement et ont amassé des connaissances et des pratiques sur la façon de gérer les écosystèmes complexes dont ils dépendent. Le savoir-faire technique peut être particulièrement efficace lorsqu'il est complété par un savoir traditionnel et local pour soutenir des décisions propres au contexte afin de réagir aux effets d'un climat en mutation. En développant des interventions de cette façon, on peut permettre aux populations locales d'adapter des solutions « expertes » aux réalités locales et laisser une marge à l'expérimentation, l'apprentissage et un ajustement pour répondre à leurs propres besoins.

**2. Les données montrent qu'il existe un socle robuste de savoir local sur la façon de gérer les aléas climatiques.** Plus de la moitié des initiatives mettent à profit le savoir local sur les aléas et la vulnérabilité pour mettre au point des approches de gestion des risques climatiques localement pertinentes, comme :

- Le renforcement des moyens d'existence traditionnels résilients au climat, tels que ceux des communautés pastorales dans la Corne de l'Afrique et au Sahel, et la promotion du développement de chaînes de valeur et de petites entreprises, comme les chaînes de valeur agricoles en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud ou les chaînes de valeur sylvicoles en Afrique centrale

- L'application du savoir local et des pratiques de construction dans la conception et l'édification d'infrastructures résilientes au changement climatique à Madagascar, aux Philippines, au Vietnam et en Zambie
- La promotion d'une gestion durable des territoires sur la base du savoir local pour protéger les côtes des Fidji, gérer les inondations dues à la fonte des lacs glaciaires au Pakistan, régénérer les sols au Niger et en Éthiopie et gérer les forêts au Bhoutan
- La promotion de la planification de la réduction des risques de catastrophe par le développement de systèmes d'alerte précoce en cas d'orages tropicaux dans le Pacifique, l'intégration de la gestion des risques de catastrophe dans les plans locaux de développement au Népal occidental, et le développement de systèmes de protection contre la canicule en milieu urbain ainsi que des campagnes de sensibilisation de l'opinion à Ahmedabad, en Inde, ainsi que
- Le recours à la mobilité ou la relocalisation comme stratégie de gestion du risque climatique au Sahel et dans le Pacifique.

**3. L'intégration des systèmes de savoir local et technique dans la planification formelle contribue à renforcer la résilience.** Plusieurs initiatives font des efforts considérables pour intégrer le savoir local sur les aléas climatiques dans des systèmes formels de planification afin de gérer les risques climatiques – par exemple, dans la planification de l'adaptation locale au Népal et en Afrique du Sud, dans des approches territoriales en Angola, à Belize, au Kenya, au Mali et au Vietnam et dans

la planification de la gestion de l'eau au Bangladesh, en Éthiopie, aux Maldives et au Sri Lanka. Au Kenya, l'initiative de cartographie numérique participative du comté d'Isiolo a recours à l'imagerie par satellite et à des systèmes d'informations géographiques pour combler les lacunes dans les connaissances et les communications entre les communautés pastorales et les planificateurs du comté pour soutenir la gestion et la planification des ressources naturelles.

D'autres projets aident les acteurs infranationaux à acquérir des connaissances et compétences techniques pour réduire leur vulnérabilité face au changement climatique, y compris :

- L'accès à des services d'informations sur le climat et leur utilisation, par exemple les systèmes d'alerte précoce en Gambie et dans le Pacifique, des informations pluviométriques pour les agriculteurs ougandais et sud-soudanais ou des informations sur les marchés et l'accès à l'eau pour les éleveurs d'Éthiopie et du Sahel
- Les services financiers, y compris des comptes d'épargne et une assurance du bétail au Kenya
- Des nouvelles technologies comme les systèmes d'eau à usages multiples au Népal, et
- Des compétences commerciales et technologiques pour le développement d'entreprises résilientes au changement climatique, comme les chaînes de valeur lait grâce à des panneaux solaires au Sénégal et les filières agricoles au Tadjikistan.

# 6. MÉCANISMES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS RÉSILIENTES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Soutenir des populations résilientes au changement climatique en créant des sociétés justes, inclusives, sereines et sans pauvreté

## 6.1 Protection sociale

### Pourquoi se concentrer sur la protection sociale ?

- La protection sociale est une approche importante de l'éradication de la pauvreté qui a sensiblement contribué à réduire la pauvreté à travers le monde.
- Si elle est bien conçue, la protection sociale est reconnue capable d'impulser des améliorations dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, de contribuer à l'ODD 5 en réduisant l'écart entre les sexes pour ce qui concerne l'accès à la santé, l'alimentation et l'éducation, et de donner aux femmes et aux hommes les moyens d'accumuler des ressources et des actifs de production pour une meilleure résilience face aux chocs et aux risques climatiques. Bien que la protection sociale ait diminué la pauvreté des femmes, elles y ont tout de même moins accès que les hommes.
- De plus en plus de données montrent que les programmes de protection sociale peuvent promouvoir la résilience au changement climatique.
- La protection sociale en réponse à un choc peut utiliser les systèmes existants pour réduire la vulnérabilité aux aléas naturels et aux épisodes extrêmes en agissant comme un filet de sécurité pour aider les gens à continuer de subvenir à leurs besoins élémentaires.
- La protection sociale adaptative a le potentiel de conduire à une résilience au climat à plus long terme en favorisant des moyens d'existence durables, bien qu'il soit encore nécessaire d'étoffer les données disponibles à ce sujet.

La protection sociale est une approche importante de la réduction de la pauvreté. À l'échelle mondiale, les programmes de protection sociale soutiennent quelque 2,7 milliards de personnes et investissent près de 500 milliards de dollars américains dans les pays à revenu faible et intermédiaire. La protection sociale peut assumer différentes formes, y compris des transferts monétaires assortis ou non de conditions de faveur, une assurance sociale, des pensions de retraite, des programmes d'alimentation scolaire, des programmes de travaux publics, des systèmes de garantie de l'emploi et des exonérations de taxes. Une méta-analyse mondiale des programmes de transferts monétaires à des conditions de faveur a montré qu'ils ont un impact significatif sur la réduction de la pauvreté sur le plan de la nutrition, des revenus, des actifs et de la santé<sup>10</sup>.

Les initiatives de protection sociale constituent un soutien crucial pour réduire la pauvreté des femmes. Les programmes peuvent soutenir les femmes en améliorant la nutrition, la santé des mères et des nourrissons, et l'éducation – composantes élémentaires du bien-être. Ils peuvent aussi soutenir la participation des femmes au marché de l'emploi, leur donner accès à des services financiers et améliorer leur constitution d'actifs et leur allocation de ressources à l'intérieur du ménage, autant de facteurs qui améliorent le bien-être économique des femmes et leur capacité à gérer les risques<sup>11</sup>. Toutefois, les rôles reproductifs, les normes sociales et un manque d'inclusion dans le marché font que la protection sociale est souvent moins accessible aux femmes qu'aux hommes<sup>12</sup>.

Les programmes de protection sociale peuvent contribuer à promouvoir la résilience au changement climatique en période d'accroissement des aléas du climat. Il est de plus en plus reconnu que les interventions de protection sociale peuvent aider les populations vulnérables à réduire la pauvreté et à renforcer la résilience au climat. Un examen mondial de 63 initiatives de protection sociale a révélé qu'elle aide tout d'abord à renforcer la résilience absorbante et qu'elle peut parfois augmenter la résilience

adaptative. La résilience absorbante (et, dans une moindre mesure, la résilience adaptative) s'obtiennent en premier lieu par le biais de transferts monétaires et par le revenu des salaires issus d'un emploi garanti, conjugué à une amélioration des infrastructures<sup>13</sup>.

Les initiatives de protection sociale en réponse aux chocs ont recours à des systèmes et des outils de protection sociale pour s'attaquer à la vulnérabilité aux aléas naturels et aux épisodes extrêmes, en établissant des systèmes d'alerte précoce, de financement, de planification et de ciblage pour fournir des ressources (souvent des transferts monétaires) à des groupes spécifiques de personnes lorsqu'un choc se produit. Elles ont servi à réagir à des chocs liés au climat — par exemple, la distribution de transferts monétaires au lendemain du cyclone Haiyan aux Philippines et du cyclone Winston aux Fidji, le recours au programme HSNP pour réagir aux sécheresses et aux inondations provoquées par le phénomène *El Niño* au Kenya, ou encore le déploiement du système MGNREGS pour réagir à des épisodes de sécheresse en Inde. De telles initiatives soutiennent la mise en œuvre du Cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe.

Les initiatives de protection sociale adaptative s'appuient sur une protection sociale en réponse à un choc en incorporant un accent à plus long terme sur une protection sociale qui renforce la résilience adaptative et transformationnelle grâce à la promotion de moyens d'existence durables. Ces approches sont encore développées et ajustées pour explorer comment elles peuvent engendrer des changements adaptatifs et transformationnels à plus long terme.

## Enseignements tirés de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR

### Enseignements sur la protection sociale

- Les programmes de protection sociale peuvent contribuer à réduire la pauvreté et renforcer la résilience absorbante en réduisant la sensibilité des populations aux aléas climatiques.
- L'intégration d'initiatives de protection sociale dans les systèmes publics nationaux pilotés par un ministère ou un organisme national robuste peut engendrer des résultats de grande portée et à long terme en matière de résilience.
- Des initiatives de moindre envergure pilotent des approches innovantes, telles que le financement fondé sur les prévisions climatiques, que les pays pourraient mettre à l'échelle une fois qu'ils auront fait la preuve du concept.
- Les initiatives de protection sociale résilientes au climat devraient établir des procédures de financement claires et des mécanismes de ciblage afin d'améliorer l'exécution et de promouvoir la transparence.

L'examen des données de l'initiative LIFE-AR a analysé 12 initiatives de protection sociale pour comprendre comment les PMA peuvent aider les populations à devenir plus résilientes face au changement climatique (voir le tableau 2). Cette section résume les principaux enseignements que nous avons tirés de ces initiatives et se penche en détail sur ceux dégagés d'une initiative de financement du risque de catastrophe en Ouganda. Le tableau 3 met en exergue les leçons tirées de plusieurs initiatives comprises dans notre analyse.

Tableau 2. Initiatives de protection sociale étudiées dans le cadre de l'examen des données LIFE-AR

Type d'initiative	Exemples
Protection sociale	Productive Safety Net Programme (PSNP) (Éthiopie) MGNREGS (Inde) HSNP (Kenya) Kenya Livestock Insurance Programme (KLIP) PRIORIZE (Mozambique) <b>Third Northern Uganda Social Action Fund (NUSAF III)*</b>
Réponse à un choc	Bono AAA et Bono de Alimentación Rural (Équateur) Poverty Benefit Scheme (Fidji) KC-NCDDP (Philippines)
Initiatives pilotes d'approches innovantes de protection sociale et de résilience face au climat	Initiatives de financement fondées sur les prévisions climatiques (Bangladesh et Mongolie) R4 Rural Resilience Initiative (Éthiopie, Kenya, Malawi, Sénégal et Zambie)

\* Voir l'encadré 3 pour une étude de cas détaillée et les enseignements à l'intention des PMA

**Chacune des 12 initiatives de protection sociale soutient l'inclusion sociale en ciblant les populations et les régions les plus pauvres, ce qui promeut la réduction de la pauvreté et contribue à l'atteinte des ODD.** Nous avons passé en revue une variété de programmes de protection sociale qui utilisaient différents types d'instrument, allant de régimes de garantie de l'emploi comme le MGNREGS en Inde à des programmes de réponse à un choc qui fournissent des transferts monétaires aux victimes de catastrophes naturelles comme le KC-NCDDP des Philippines en passant par des mécanismes d'assurance sociale comme l'Initiative R4 Rural Resilience en Éthiopie. La moitié d'entre eux promouvaient expressément l'inclusion et l'égalité des sexes en ciblant des activités ou des avantages sur les femmes et les filles – par exemple, en faisant figurer les femmes dans les régimes de garantie d'emploi ou en encourageant les groupes d'épargne par des femmes dans les initiatives d'assurance sociale.

**Les programmes de protection sociale peuvent renforcer la résilience absorbante en réduisant la sensibilité des populations aux aléas climatiques.** Les initiatives que nous avons passées en revue dans le cadre de LIFE-AR ont aidé les populations à faire face à la sécheresse, aux cyclones,

aux typhons, aux inondations et aux températures extrêmes. Elles ont utilisé différents instruments, y compris des transferts monétaires, qui procurent aux bénéficiaires le revenu disponible dont ils ont besoin pour gérer le risque climatique avant et après un choc ; la constitution de biens publics et privés, qui a amélioré la productivité des moyens d'existence et qui a donné aux bénéficiaires de plus gros revenus pour gérer les risques climatiques ; et l'offre de services particuliers – comme une aide à l'évacuation avant un choc – qui a permis de réduire l'exposition aux aléas.

**L'intégration d'initiatives de protection sociale dans les systèmes publics nationaux dirigés par un ministère ou un organisme national robuste peut engendrer des résultats de grande portée et à long terme en matière de résilience.** La moitié des initiatives que nous avons passées en revue étaient d'ambitieux et vastes programmes à long terme, intégrés dans des systèmes de planification nationale, comme le MGNREGS en Inde. La plupart d'entre elles étaient des programmes de réduction de la pauvreté que s'étaient appropriés les populations locales et mis en œuvre par les pouvoirs publics nationaux, intégrés verticalement dans des processus de planification et

de financement pour cibler les personnes vulnérables et leur attribuer des transferts monétaires assortis de conditions, des garanties d'emploi et des instruments d'investissements dans les infrastructures. Certaines – y compris le MGNREGS – ont été lancées par les pouvoirs publics nationaux comme plateformes pour réduire la pauvreté. D'autres ont commencé comme des initiatives de réduction de la pauvreté financées par des bailleurs de fonds qui ont été lancées en parallèle avec le gouvernement, mises en œuvre par un ministère national ou un organisme de tutelle et exécutées par le biais d'une autorité infranationale ou d'une collectivité territoriale et des agents de terrain. Avec le temps, ces initiatives ont gagné en envergure et disposent désormais de niveaux accrus de cofinancement des pouvoirs publics nationaux, comme dans le cas du HSNP au Kenya.

**Plusieurs initiatives plus petites et à plus court terme font des expériences avec de nouveaux mécanismes pour monter des systèmes de protection sociale résilients au climat.** Certaines – comme les initiatives de protection sociale en réponse au typhon Winston aux Fidji – étaient de nouvelles expérimentations pour une mise à l'échelle des avantages de protection sociale à une population cible existante afin de faire face à une catastrophe précise liée ou non au climat. D'autres étaient des expérimentations avec de nouveaux mécanismes de résilience au changement climatique pour améliorer l'aptitude des systèmes de protection sociale à soutenir la gestion du risque climatique. D'une portée géographique relativement moindre, ces initiatives, qui comprenaient un financement fondé sur les prévisions climatiques au Bangladesh et en Mongolie et une couverture par le jeu d'une assurance dans le cadre du programme R4 au Sénégal, Éthiopie, Malawi, Kenya et Zambie, étaient le plus souvent des projets pilotes gérés par des ONG pour tester des approches susceptibles d'être mises à l'échelle par la suite. La mise à l'échelle exigerait, entre autres, un engagement plus profond avec des parties prenantes plus larges, comme les autorités nationales et locales pour fournir une approche intégrée à long terme.

**Pour promouvoir la transparence dans le traitement du changement climatique, des initiatives de protection sociale résilients au climat devraient établir des procédures de financement claires et transparentes et des mécanismes de soutien** pour distribuer des transferts monétaires aux populations vulnérables en premières lignes du changement climatique ainsi que des règles et des procédures claires pour mettre à l'échelle des transferts monétaires avant ou après le choc lié au climat. Nombre des systèmes de protection sociale passés en revue que les différents pays se sont appropriés dépendent aussi d'un soutien extérieur et d'un savoir technique pour rendre leurs opérations plus réactives au climat. Ce point vaut tout particulièrement pour les initiatives en réponse à un choc qui travaillent avec des acteurs extérieurs, tels que la Banque mondiale ou des organismes humanitaires pour mettre au point des systèmes et des processus afin de mettre à l'échelle des transferts monétaires lorsqu'une catastrophe se produit. Ces dernières années, les pouvoirs publics, les bailleurs de fonds et les organismes humanitaires ont tâtonné pour chercher à savoir comment améliorer les mécanismes de ciblage, les indices paramétriques pour surveiller les chocs climatiques comme la sécheresse et des règles, des seuils et des procédures d'exploitation limpides pour gagner en envergure et toucher davantage de bénéficiaires. L'étude de cas de l'Ouganda (encadré 3) illustre bien comment y parvenir dans la pratique.

Tableau 3. Questions à prendre en compte dans les initiatives de protection sociale

Question	Exemple	
<p>Promouvoir la réduction de la pauvreté et renforcer la résilience absorbante</p>	<p>Protection sociale en réponse à un choc <b>Équateur, Philippines<sup>14</sup></b></p>	<p>La protection sociale en réponse à un choc se produit lorsque les pouvoirs publics utilisent des programmes nationaux de protection sociale et des capacités administratives pour aider les populations affectées par une crise. Il existe des données foisonnantes sur la façon dont les systèmes existants de protection sociale peuvent servir à aider les populations vulnérables à faire face à un choc.</p> <p>En avril 2016, un séisme d'une magnitude de 7.8 a frappé l'<b>Équateur</b>, affectant plus d'un million de personnes, endommageant des infrastructures essentielles et déplaçant quelque 10.000 personnes. Après avoir créé une base de données des ménages touchés, le gouvernement national s'est servi des circuits de mise en œuvre des systèmes existants de protection sociale – le Bono AAA et le Bono de Alimentación Rural – pour distribuer des transferts monétaires sur le compte bancaire des personnes touchées.</p> <p>De même, au lendemain du typhon Haiyan en 2013, le gouvernement des <b>Philippines</b> a utilisé le programme phare national de transferts monétaires assortis de conditions Pantawid Pamilyang Pilipino, qui soutient 4,4 millions de ménages, pour accroître la valeur des transferts monétaires aux bénéficiaires existants.</p> <p>Ces deux exemples ont eu recours à des transferts monétaires pour aider les ménages à subvenir à leurs besoins immédiats au lendemain d'une catastrophe.</p>
<p>Intégration dans les systèmes nationaux par le biais d'un organisme national solide</p>	<p>Hunger Safety Net Programme (HSNP) <b>Kenya<sup>15</sup></b></p>	<p>Le HSNP est un programme de transferts monétaires non assortis de conditions qui se concentre sur les ménages vivant dans une pauvreté extrême dans quatre comtés arides du nord du Kenya.</p> <p>Les autorités du comté enregistrent tous les ménages qui relèvent de leur juridiction ayant un compte bancaire auprès de l'Equity Bank. Le HSNP fournit des transferts monétaires bimensuels à 100.000 ménages – environ 25 % des ménages de la région.</p> <p>Le programme est sous la tutelle du ministère de la Dévolution et de la Planification et il est géré par l'Organisme national de surveillance des sécheresses, qui surveille également les conditions de sécheresse par satellite. Si celles-ci atteignent un seuil préoccupant au cours d'un mois donné, 25 % de ménages en plus dans la zone touchée par la sécheresse (donc 50 % de tous les ménages) bénéficient d'un versement d'urgence. Si les conditions empirent à des niveaux extrêmes, la couverture augmente à 75 % de tous les ménages. Le circuit créé par l'enregistrement de tous les ménages disposant d'un compte bancaire sur le système permet aux autorités du comté de déployer facilement l'initiative horizontalement en cas de besoin.</p> <p>HSNP, financé par les autorités du Kenya avec le soutien du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce dans sa phase pilote I et le ministère britannique du Développement international de la Phase I à la Phase III actuelle, fait partie du programme général du Kenya intitulé National Safety Net Programme (NSNP).</p>

Question	Exemple	
Essai de systèmes innovants	Financement fondé sur les prévisions climatiques en <b>Mongolie</b> <sup>16</sup>	<p>En Mongolie, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a testé un financement fondé sur les prévisions climatiques, une approche innovante pour procurer des versements de protection sociale aux ménages vulnérables en préparation de chocs liés au climat.</p> <p>La Mongolie est en butte au <i>dzud</i> (grave sécheresse suivie de conditions hivernales très rudes), qui affecte les communautés pastorales et leur cheptel. La Société mongolienne de la Croix-Rouge, soutenue par la Croix-Rouge britannique, s'est associée à des organismes nationaux, y compris l'Agence nationale de météorologie et de surveillance de l'environnement pour mettre au point une carte des risques de <i>dzud</i> qui utilise 14 indicateurs, y compris les écarts de précipitations, la température et le risque de sécheresse, pour identifier les régions qui sont les plus vulnérables à un <i>dzud</i>.</p> <p>En 2017, elles ont testé un financement fondé sur les prévisions climatiques dans les 40 <i>soums</i> (districts administratifs locaux) les plus exposés. La Croix-Rouge mongolienne a œuvré avec les autorités locales pour identifier les bénéficiaires les plus exposés au risque et elle a procuré un soutien anticipé à 2.000 ménages d'éleveurs sous forme de transferts monétaires et de kits vétérinaires pour les empêcher de perdre leur bétail et leurs moyens d'existence à la suite d'un <i>dzud</i>.</p> <p>Beaucoup de pays testent actuellement le financement fondé sur les prévisions climatiques pour renforcer et développer les procédures et systèmes nationaux pour une protection sociale précoce à plus grande échelle susceptibles de prévenir les crises humanitaires avant qu'elles ne se produisent.</p>
Promouvoir la transparence par le développement de mécanismes de ciblage clairs	<p>MGNREGS <b>Inde</b><sup>17</sup></p> <p>Third Northern Uganda Social Action Fund (NUSAF III) <b>Ouganda</b><sup>18</sup></p>	<p>Différents systèmes de protection sociale adoptent différentes approches pour cibler les bénéficiaires et garantir une distribution transparente des allocations de protection sociale.</p> <p>Le MGNREGS en <b>Inde</b> est un programme universel mis en place par le parlement qui donne à chaque habitant des zones rurales en Inde le droit d'accéder à un mécanisme de protection sociale. Les intéressés choisissent de participer sur la base de leurs propres besoins. Les bénéficiaires s'enregistrent individuellement, reçoivent une fiche d'emploi liée à leur compte bancaire de manière que les transferts monétaires puissent être effectués directement.</p> <p>En <b>Ouganda</b>, le programme NUSAF III a adopté une approche différente de l'intégration du financement du risque climatique dans les programmes de travaux publics. La Banque mondiale a aidé le gouvernement à mettre au point un système de surveillance de la sécheresse dans la région de Karamoja au moyen d'une technologie par satellite qui surveille les conditions de sécheresse. Ce système comprend des règles et procédures claires pour établir qu'une sécheresse s'est effectivement produite et pour déployer les transferts monétaires à plus grande échelle afin d'aider les personnes touchées à y faire face (voir l'encadré 3).</p>

### Encadré 3. Financement du risque de catastrophe : enseignements de l'Ouganda<sup>19</sup>

NUSAF III, un programme de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre dans le nord de l'Ouganda, accorde une protection sociale à 100.000 ménages dans 55 districts. Il procure un emploi aux ménages pauvres et vulnérables – au moins 40 % de femmes – pour aider à lisser la consommation, améliorer la sécurité alimentaire, renforcer les actifs publics et la résilience aux chocs. Les participants sont rémunérés pour construire des actifs communautaires, par exemple des voies d'accès rurales, des pépinières, des projets de reboisement, des systèmes de conservation des sols et de l'eau, des structures de contrôle des inondations, des infrastructures de collecte des eaux de pluie, des abris au marché, des dispensaires ruraux et des écoles.

NUSAF III pilote un élément de financement des risques de catastrophe de 12 millions de dollars américains pour aider les communautés du district de Karamoja à gérer les chocs climatiques. Des systèmes de protection sociale peuvent intégrer un financement du risque de catastrophe pour prendre de l'envergure et toucher un plus grand nombre de bénéficiaires dans les communautés lorsque survient une crise. La Banque mondiale a aidé les décideurs ougandais à mettre au point plusieurs systèmes et procédures pour intégrer un financement du risque de catastrophe dans le programme NUSAF III et à déployer un financement du risque de catastrophe dans le district. Il s'agit d'améliorer les systèmes de collecte de données pour surveiller les conditions de sécheresse, d'établir des paramètres transparents fondés sur un indice afin de déterminer qu'une sécheresse s'est produite en se servant d'une technologie par télédétection pour évaluer le couvert végétal dans les régions de Karamoja touchées par la sécheresse, d'élaborer des règles transparentes pour le décaissement des fonds une fois les seuils de sécheresse dépassés et prévoir une enveloppe de 10 millions de dollars en guise de fonds de prévoyance pour permettre une hausse des versements lorsqu'une sécheresse se produit.

En 2016, El Niño a provoqué une sécheresse généralisée, déclenchant le déploiement rapide du programme NUSAF III à 125.000 personnes supplémentaires, et donnant l'occasion de tester le mécanisme de

financement du risque de catastrophe. Karamoja a rapidement prélevé 4 millions de dollars sur le fonds de réserve de 10 millions de dollars pour apporter une assistance face à la catastrophe à 30.000 ménages supplémentaires (150.000 personnes) en plus des 5.000 ménages (25.000 personnes) qui recevaient déjà une assistance. Plus de 20 % de la population de Karamoja était couverte par la mise à l'échelle de 2016. On estime que le programme devrait élargir l'assistance à 84.000 ménages supplémentaires (400.000 personnes) sur sa durée de vie.

#### Enseignements à l'intention des PMA

**Les acteurs internationaux peuvent aider à renforcer les compétences techniques des PMA dans des systèmes de protection sociale qui répondent à un choc au niveau national afin de mettre au point des systèmes robustes qui peuvent réagir aux chocs climatiques.** Bien que beaucoup de PMA aient d'ores et déjà de solides bases de savoir technique et d'expertise en matière d'utilisation des systèmes de protection sociale pour réduire la pauvreté, nous avons besoin de renforcer nos connaissances techniques des systèmes, mécanismes et processus de protection sociale en réponse aux chocs. L'équipe de la Banque mondiale a consacré beaucoup de temps et de ressources à travailler avec le gouvernement ougandais pour mettre au point le volet du financement du risque de catastrophe du programme NUSAF III, en s'appuyant sur l'expérience régionale tirée du PNSP en Éthiopie et du HSNP au Kenya. L'équipe de la Banque mondiale a intégré du personnel au sein du gouvernement pour renforcer les capacités et développer des systèmes et procédures de protection sociale en réponse à un choc. Les Ougandais considèrent le mécanisme de financement du risque de catastrophe NUSAF III à Karamoja comme une réponse que s'est parfaitement appropriée le gouvernement.

**Les systèmes de protection sociale en réponse à un choc peuvent s'attaquer au double défi que représentent la vulnérabilité au climat et la pauvreté, s'ils mettent au point des systèmes et des processus transparents qui peuvent être élargis en temps de crise.** Les mécanismes de déclenchement d'une réponse et de distribution des versements aux ménages vulnérables

au climat devraient décrire comment ils vont cibler les femmes, compte tenu de l'impact disproportionné que les extrêmes climatiques exercent sur le bien-être des femmes. Les règles et procédures transparentes de NUSAF III précisent à quel moment déclarer une crise, combien de ménages supplémentaires le programme prendra en charge et pendant combien de temps. Une approche transparente, fondée sur les règles évite de politiser une réponse, ce qui pourrait se solder par de coûteux retards.

**L'intégration du financement du risque de catastrophe dans les systèmes de protection sociale peut renforcer les capacités institutionnelles à long terme requises pour les réponses futures au changement climatique.**

Par le biais du programme NUSAF III, le gouvernement a mis au point des mécanismes et processus à intégration verticale pour distribuer le financement climat mondial au niveau local. En intégrant dans le système des mécanismes de financement du risque de catastrophe, le gouvernement a renforcé ses capacités institutionnelles à long terme pour réagir au changement climatique. Il se peut que le répit que les transferts de protection sociale fournissent aux communautés vulnérables aide seulement les ménages à faire la soudure à court terme, mais l'investissement à long terme dans les systèmes en développement fait que le gouvernement sera préparé à s'attaquer aux chocs climatiques futurs à mesure qu'ils deviendront plus fréquents et plus graves au cours de la prochaine décennie.

## 6.2 Accès aux services de base

### Pourquoi se concentrer sur les services de base ?

- L'accès aux services de base est essentiel pour atteindre les ODD.
- Plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à une eau salubre.
- Plus de 1,2 milliard de personnes en zones urbaines n'ont pas accès à un logement sûr et abordable.
- Près de 1 milliard de personnes n'ont pas accès à une énergie propre et 3 milliards n'ont pas de dispositifs de cuisson propre.
- Entre 2030 et 2050, le changement climatique provoquera 250.000 décès supplémentaires par an du fait de la malnutrition, du paludisme, de maladies diarrhéiques et du stress thermique.
- Compte tenu du déficit, c'est une occasion pour les PMA de faire bondir les investissements dans des infrastructures résilientes au climat qui améliorent les services de base, réduisent la pauvreté et posent les fondations de sociétés à l'épreuve du futur.
- Les PMA peuvent orienter ces investissements vers le développement de systèmes de services de base sobres en carbone, en particulier dans des domaines comme l'énergie, l'eau et les transports publics.

L'accès à un logement sûr et sans danger, une énergie propre, de l'eau de boisson salubre, la santé et l'éducation, des réseaux de transport et d'autres services de base qui sous-tendent le bien-être humain et le développement durable sont essentiels pour atteindre les ODD. À mesure que les effets du changement climatique augmenteront au cours des décennies à venir, cela deviendra encore plus important.

Plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à de l'eau salubre chez eux<sup>19</sup> : en 2015, 29 % de la population mondiale n'avait pas d'approvisionnements en eau de boisson gérés en toute sécurité et 61 % manquaient de services d'approvisionnement gérés de manière sûre<sup>20</sup>. Les personnes qui vivent dans des logements insalubres risquent davantage d'être touchées par les extrêmes climatiques et les catastrophes comme les orages tropicaux, les inondations et les séismes, mais plus de 1,2 milliard de personnes qui vivent en zones urbaines n'ont pas accès à un logement sûr et abordable<sup>21</sup>. Près de 1 milliard de personnes vivent encore sans accès à une énergie propre et 3 milliards n'ont pas de dispositifs de cuisson propre<sup>20</sup>. Et les femmes des pays à faible revenu manquent souvent d'accès à des services essentiels comme un logement, de l'eau potable et une énergie salubres et sûrs<sup>22,23</sup>.

Le changement climatique menace les facteurs déterminants qui sous-tendent la santé – la qualité de l'air,

une eau de boisson salubre, l'alimentation, la nutrition et un logement sûr. Entre 2030 et 2050, le changement climatique provoquera 250.000 décès supplémentaires par an du fait de la malnutrition, du paludisme, de maladies diarrhéiques et du stress thermique<sup>24</sup>. Il est essentiel d'investir dans l'accès à une eau de boisson potable et sûre pour garantir la réduction de la pauvreté et la réalisation des ODD ; quant à garantir un logement sûr et salubre dans les PMA, cela réduira l'exposition au climat et permettra aux populations de se sortir de la pauvreté. L'accès à des énergies renouvelables sûres, propres et abordables est également fondamental pour le développement économique et humain et il conduira à des communautés et des ménages plus résilients. Les multiples bénéfiques accessoires de l'accès à ces services – eau, logement, énergie, éducation, santé, génération de revenus et plus grande égalité des sexes – peuvent réduire la pauvreté et sous-tendre la résilience aux chocs.

Au cours des 15 prochaines années, les pays en développement compteront pour les deux tiers des investissements mondiaux en infrastructures. Avec des investissements judicieux, nous pouvons faire abstraction des technologies passées pour développer des infrastructures qui améliorent les services de base afin de répondre aux besoins du XXI<sup>e</sup> siècle et de réduire la pauvreté.<sup>25</sup>

## Enseignements tirés de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR

### Enseignements sur l'accès aux services de base

- Un meilleur accès à des services de base peut réduire la sensibilité des populations aux effets du changement climatique.
- Un meilleur accès à des infrastructures résilientes au climat peut réduire l'exposition au changement climatique.
- En donnant la priorité à des investissements dans des infrastructures durables et résilientes au climat et en renforçant la planification et la gouvernance de la fourniture de services de base, on peut contribuer à la résilience à long terme.

L'examen des données de l'initiative LIFE-AR a analysé 22 initiatives qui fournissent des services essentiels pour accroître la résilience des populations face au changement climatique (voir le tableau 4). Cette section résume les principaux enseignements que nous avons tirés de ces initiatives et se penche en détail sur ceux dégagés d'une initiative de relocalisation volontaire d'un village aux Fidji (encadré 4). Le tableau 5 met en exergue les leçons tirées de plusieurs initiatives comprises dans notre analyse.

L'examen a révélé une combinaison d'initiatives à petite échelle ayant eu un impact prononcé en raison de l'amélioration de l'accès à des services de base et d'initiatives de grande envergure d'une grande portée au niveau national, comme le programme de systèmes solaires domestiques au Bangladesh et le projet du FVC aux Maldives. Nous n'avons pas reçu de soumissions pour des initiatives de santé ou d'éducation prenant en compte la conception ou la localisation des écoles, des dispensaires ou de certaines autres infrastructures essentielles pour améliorer la résilience face au climat de la fourniture de services de base. Cette omission reflète sans doute le fait que la planification de l'adaptation en est encore à un stade relativement embryonnaire dans ces secteurs.

**L'amélioration de l'accès à des services de base peut aussi réduire la sensibilité des populations aux impacts climatiques, ce qui contribue à mener à bien l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai ainsi que les ODD.** Toutes les initiatives portant sur des services de base que nous avons analysées aident à réduire la pauvreté et à atteindre les ODD. Cela n'a rien de surprenant, car l'accès à une eau de boisson salubre, une énergie propre, des services de santé et un logement sûr est inscrit dans les ODD. Mais nous avons aussi constaté que ces meilleurs résultats de développement soutiennent la résilience face au climat en donnant aux populations le bien-être, les revenus et les ressources dont elles ont besoin pour mieux gérer les risques. Par exemple, l'accès à l'énergie fourni par le programme solaire domestique de l'Infrastructure Development Company Limited (IDCOL) au Bangladesh ou le programme de microcentrales hydroélectriques au Pakistan peut stimuler l'éducation, la santé et les revenus, ce qui présente des bénéfiques accessoires essentiels pour renforcer la résilience. De même, un accès amélioré à une eau de boisson salubre peut améliorer la

Tableau 4. Initiatives pour améliorer la résilience au changement climatique grâce à des services de base étudiées dans le cadre de l'examen des données LIFE-AR

Type d'initiative	Exemples
Logement résilient au climat	Bâtiments à l'épreuve des cyclones (Madagascar) <b>Relocalisation de communautés côtières (Fidji*</b> , Philippines, Sao Tomé-et-Principe) Maisons à l'épreuve des typhons (Vietnam)
Principales infrastructures à l'épreuve du climat	Intégration de l'adaptation dans la construction de routes en zones rurales pour éviter les inondations (Cambodge) Infrastructures côtières en zones urbaines pour éviter les inondations (Tanzanie)
Meilleur accès à une eau propre et salubre	Projets du Fonds vert pour le climat en vue de gérer des pénuries d'eau provoquées par le climat (Éthiopie, Maldives et Tanzanie).
Élargissement de l'accès à l'énergie au profit de communautés hors réseau	Programme de systèmes solaires domestiques (Bangladesh) Électrification par microcentrales hydroélectriques (Pakistan) CLIMADAPT (Tadjikistan)
Intégration de l'adaptation au changement climatique dans les systèmes nationaux de planification de la santé	Développement d'un plan national pour l'adaptation du secteur de la santé (Tanzanie) Planification de la santé soutenue par l'Organisation mondiale de la Santé (Barbades, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Kenya, Jordanie, Laos, Ouzbékistan et Vietnam)

\* Voir l'encadré 4 pour une étude de cas détaillée et les enseignements à l'intention des PMA

santé humaine et aider les populations à faire face à une vague de sécheresse.

**Un meilleur accès à des infrastructures résilientes au changement climatique peut contribuer à mettre en œuvre l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai en réduisant l'exposition au changement climatique.** La construction de logements, de routes, de collecteurs d'eaux pluviales et d'écoles résilients au changement climatique est indissociable de la réduction de l'exposition des populations aux aléas climatiques. Les études de cas que nous avons analysées ont adopté deux approches pour réaliser des infrastructures résilientes au climat.

Plusieurs ont entamé des processus de planification pour cartographier les vulnérabilités des infrastructures au changement climatique et élaborer des plans afin de réduire l'exposition de celles de première importance. Ainsi, une cartographie détaillée réalisée avec les opérateurs touristiques, les pouvoirs publics et les

communautés à Belize a débouché sur des projets en vue de réduire l'exposition au changement climatique d'infrastructures économiques essentielles. Aux Philippines et au Vietnam, des groupes communautaires ont entrepris une cartographie plus ciblée de la vulnérabilité des quartiers pauvres en zones urbaines afin d'identifier les infrastructures exposées aux risques d'inondations et d'investir des ressources communautaires dans des canaux d'évacuation et de meilleurs logements.

D'autres ont construit des infrastructures et des bâtiments résilients au climat. Au Vietnam, par exemple, la ville de Da Nang a lancé un concours public d'architecture invitant les candidats à concevoir des logements à loyer modéré pour les ménages vulnérables aux typhons et aux inondations. Le modèle gagnant était fondé sur de simples structures qui répondaient aux besoins sociaux, économiques et spirituels de la population concernée tout en utilisant une conception et des matériaux susceptibles de les aider à résister aux effets du changement climatique.

**La relocalisation des communautés est une option émergente importante dans la réduction de l'exposition au changement climatique.** Un petit nombre de projets aidaient les communautés à se réinstaller volontairement loin des zones côtières vers des sites non exposés aux inondations côtières ou aux typhons. Aux Fidji et aux Philippines, c'est une procédure volontaire amorcée par les ménages et les communautés ; à Sao Tomé-et-Principe, la Banque mondiale a dirigé l'exercice de cartographie et le processus de consultation qui ont facilité les relocalisations.

**En donnant la priorité à des investissements visant à financer des infrastructures durables et résilientes au climat, on peut favoriser la résilience à long terme.** Les logements, les écoles, les dispensaires, les routes et les réseaux de transports sont de grandes infrastructures très coûteuses qui ont généralement une longue durée de vie. À ce titre, leur conception peut avoir des impacts à long terme en matière de résilience, d'empreinte carbone et de dépendance à la trajectoire du système. Cette dépendance à la trajectoire survient lorsqu'une série de nouvelles décisions est prise suite à celles arrêtées initialement à propos de la conception de ces infrastructures, lesquelles, du fait même de leur envergure et de leurs coûts, sont difficiles à modifier une fois construites. Orienter les investissements vers de nouvelles infrastructures capables de résister à l'impact des typhons, des inondations, de la hausse du niveau de la mer, de la sécheresse et autres effets à venir du climat peut contribuer à renforcer la résilience sur le long terme. Nous avons passé en revue plusieurs initiatives (pour la plupart de petite envergure) qui contribuaient à développer des infrastructures résilientes au changement climatique. Certaines avaient rénové des infrastructures existantes selon de nouveaux concepts résilients au climat. Ainsi, à Madagascar, le gouvernement et des agences réglementaires ont mis au point de nouveaux codes du bâtiment pour rendre les infrastructures résilientes aux typhons. D'autres ont conçu et construit de nouvelles infrastructures. Aux Fidji, ils ont construit de nouvelles maisons loin des zones côtières vulnérables aux inondations (voir l'encadré 4) ; au Vietnam, ils ont eu recours à un concours d'architecture public pour commanditer de nouveaux modèles de bâtiments résilients aux inondations et aux typhons puis ils les ont construits avec l'aide de groupes d'épargne de femmes. Outre le fait qu'ils mettent à profit le savoir

local, ces exemples ont aussi illustré l'importance que revêt le développement d'infrastructures de conception robuste, l'utilisation d'approches qui soutiennent non seulement des processus conçus et dirigés localement mais aussi des structures efficaces et décentralisées de prise de décisions. La majeure partie des infrastructures sont construites à l'échelle locale, où les ressources et la supervision ne sont pas les mêmes qu'au niveau des autorités nationales en matière de planification, de sorte qu'elles nécessitent des structures décentralisées efficaces pour assurer des prestations cohérentes et faire en sorte que le modèle et l'emplacement retenus soient robustes et à l'épreuve des divers scénarios futurs de changement climatique. La réalisation d'investissements à long terme dans des infrastructures résilientes au climat de grande envergure nécessite également un financement à long terme et seules cinq des initiatives infrastructurelles que nous avons analysées ont réussi à l'obtenir. Celles-ci relevaient essentiellement du secteur de l'énergie avec un financement à long terme consenti par des bailleurs de fonds internationaux ou des ONG nationales.

**Renforcer la planification et la gouvernance de la fourniture de services de base peut aussi mener à la résilience à long terme.** Plus de la moitié des initiatives de services de base que nous avons analysées étaient intégrées dans la planification à long terme. Celles-ci comprenaient des initiatives dirigées par le gouvernement comme les plans de la Tanzanie en vue de créer de nouvelles infrastructures dans le cadre du projet du fleuve Mzimba qui aidera à protéger la ville de Dar es-Salaam des inondations côtières et des initiatives financées par les bailleurs de fonds afin de renforcer la planification nationale de services de base, tels que le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'intégration du changement climatique dans les plans nationaux de santé. Nous avons constaté un degré élevé d'appropriation locale dans les initiatives portant sur les services de base, ce qui traduit l'importance de ces secteurs pour les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Les deux tiers des initiatives soit s'alignent sur les politiques et plans nationaux soit renforcent la gouvernance intérieure des ripostes au changement climatique — par exemple, en préparant mieux les systèmes sanitaires aux répercussions à long terme du changement climatique, en réalisant des systèmes et des infrastructures de gestion de l'eau ou en

élaborant des lignes directrices pour une relocalisation transparente et volontaire des communautés qui sont vulnérables aux effets du changement climatique (voir

le tableau 5 et l'encadré 4 pour obtenir un complément d'information sur la façon dont les initiatives ont renforcé la gouvernance nationale).

Tableau 5. Questions à prendre en compte pour améliorer la résilience au changement climatique grâce aux services de base

Question	Exemple
<p>Améliorer l'accès aux services de base pour réduire la sensibilité aux effets du changement climatique</p>	<p>Gérer les pénuries d'eau engendrées par le changement climatique <b>Maldives</b><sup>26</sup></p> <p>Les îles périphériques des Maldives connaissent des pénuries d'eau potable durant la saison sèche. Ces pénuries ont eu un impact délétère significatif au plan humain, environnemental et social sur les communautés de ces îles, où 27 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars américains par jour. Les problèmes liés à la sécurité en matière d'eau douce sont de deux ordres : les régimes de précipitations de plus en plus variables engendrés par le changement climatique et la hausse du niveau de la mer provoquée par la salinité des eaux souterraines. Une petite population disséminée sur plus de 193 îlots empêche toute économie d'échelle ; ici, il est impossible d'appliquer une solution universelle pour résoudre le problème de la production et l'approvisionnement en eau. Les différences du point de vue de la géographie (disponibilité des terres), des caractéristiques hydroclimatiques (précipitations et régimes de distribution) et des conditions socioéconomiques (taille de la population, densité, type de clientèle et croissance de l'utilisation) suggéraient qu'il était nécessaire d'adopter des approches décentralisées et sur mesure en matière de production et de distribution d'eau pour arriver à l'autosuffisance au niveau des îles et atolls.</p> <p>L'initiative vise à distribuer de l'eau sûre et salubre tout au long de l'année aux 105.000 personnes qui vivent sur les îles des Maldives à l'issue d'une période de conception de 35 ans jusqu'en 2050. Cet horizon distant permet aux pouvoirs publics d'intégrer un point de vue plus large et plus exhaustif des approvisionnements en eau dans le processus de planification. Le gouvernement prévoit de sécuriser les approvisionnements en eau au moyen de plusieurs actions clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise à l'échelle d'un système intégré d'approvisionnement en eau (eaux pluviales, eaux souterraines et eau désalinisée) pour procurer une eau salubre aux ménages vulnérables</li> <li>• L'introduction de systèmes d'approvisionnements en eau décentralisés et à prix avantageux durant la saison sèche, et</li> <li>• L'amélioration de la qualité des eaux souterraines pour sécuriser les réserves d'eau douce à des fins de résilience à long terme.</li> </ul> <p>Les avantages d'une telle approche pour sécuriser les approvisionnements en eau douce sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir l'autonomisation et l'auto-organisation au niveau des îles afin que le système intégré traduise les priorités locales et permette des solutions locales propices à l'autosuffisance</li> <li>• Maximiser la diversité dans le budget de l'eau au niveau des îles</li> <li>• Accroître l'utilisation des données fondées sur les prévisions météorologiques pour promouvoir une gestion souple et modulable des stratégies de gestion intégrée des ressources en eau, et</li> <li>• Renforcer les compétences et les connaissances institutionnelles et promouvoir une gestion fondée sur les performances pour améliorer l'apprentissage de ce qui donne de bons résultats pour favoriser une reproduction dans d'autres îles.</li> </ul>

Question	Exemple	
<p>Améliorer l'accès à des infrastructures résilientes au climat pour réduire l'exposition aux effets du changement climatique</p>	<p>Des bâtiments à l'épreuve des typhons à Da Nang <b>Vietnam</b><sup>27</sup></p>	<p>À Da Nang, le projet Sheltering from a Gathering Storm (Se protéger d'un orage qui se prépare), financé par l'<i>Alliance pour le Climat et le Développement</i>, a lancé un concours portant sur la conception de logements résilients pour les ménages à faible revenu, qui soient capables de résister aux impacts de typhons de plus en plus puissants et fréquents. Le modèle lauréat prenait en compte tous les éléments cruciaux d'un logement résilient aux catastrophes – aménagement du site, modèle du bâtiment et technologie de construction – à un coût abordable. Avec le soutien de bailleurs de fonds, l'Union des femmes de Da Nang a mis sur pied un crédit renouvelable afin de décaisser des prêts pour construire de nouvelles maisons inspirées du modèle lauréat ou pour mettre les logements existants à l'épreuve des typhons par le biais de travaux de modernisation et de réparations. Lorsque le typhon Nari a frappé Da Nang en 2013, il a causé des millions de dollars de dégâts mais aucun des 245 logements construits dans le cadre du projet n'a été endommagé – un taux de réussite de 100 % de réduction de l'exposition aux typhons.</p>
<p>Investir dans des infrastructures durables à l'épreuve du climat pour garantir une résilience à long terme</p>	<p>Des routes rurales résilientes au climat <b>Cambodge</b><sup>28</sup></p>	<p>Le Cambodge a reçu une aide à l'investissement de la Banque asiatique de développement sur une durée de 15 ans pour améliorer les réseaux de transports ruraux par le biais du Projet d'améliorations des routes rurales. Le Fonds nordique de développement a soutenu des efforts visant à intégrer l'adaptation dans la planification et la construction de transports routiers – y compris une cartographie de la vulnérabilité, un examen de la conception des routes, la construction de routes résilientes au climat, l'investissement dans des plantations d'arbres et l'accroissement du couvert végétal afin de réduire au minimum l'érosion des routes et les inondations, et la réhabilitation des infrastructures endommagées. Financées sur le long terme, ces activités fourniront des avantages de longue durée en matière de résilience, amélioreront la connectivité des ménages ruraux aux marchés et aux centres d'emploi et mettront les infrastructures à l'épreuve du climat pour empêcher leur endommagement par les futurs cyclones et les inondations dues aux moussons.</p>
<p>Renforcer la planification et la gouvernance de la fourniture de services de base pour mener à la résilience à long terme</p>	<p>Plan d'action anti-canicule à Ahmedabad <b>Inde</b><sup>29</sup></p>	<p>La ville d'Ahmedabad dans l'État du Gujarat, en Inde, a mis au point un Plan d'action contre la chaleur pour préparer ses concitoyens aux vagues de chaleur dangereuses. Piloté par l'Ahmedabad Municipal Corporation (AMC), il vise à fournir un système d'alerte précoce exhaustif et un plan de préparation aux chaleurs extrêmes, en décrivant les mesures communautaires et institutionnelles à prendre pour accroître l'état de préparation, le partage d'information et la coordination des interventions afin de protéger les populations vulnérables des effets de la canicule. Le Plan, mis en place durant les saisons chaudes depuis 2013, a été efficace pour accroître la prise de conscience des risques sanitaires associés aux vagues de chaleur au sein de la population générale mais aussi au sein des pouvoirs publics, des professionnels de la santé et des services d'urgence par le biais de formations et d'un renforcement des capacités. Une étude de 2018 suggère qu'il est estimé que 2.380 décès ont été évités grâce au Plan d'action anti-canicule<sup>30</sup>. Outre des mesures d'interventions immédiates et à court terme, le Plan considère aussi des mesures à plus long terme, telles que le Programme Cool Roofs à Ahmedabad [toits blancs ou rafraîchissants].</p>

## Encadré 4. Relocalisation volontaire d'un village : enseignements des Fidji<sup>31</sup>

En 2014, le village côtier de Vunidogoloa aux Fidji a délibérément décidé de se réimplanter sur des terres plus élevées situées à deux kilomètres du littoral. L'archipel des Fidji dans le Pacifique est fortement exposé aux cyclones tropicaux, à la hausse du niveau de la mer, aux inondations et à l'érosion côtière. Avant de décider de se relocaliser, le village de Vunidogoloa avait commencé à subir les effets négatifs du changement climatique, avec des inondations et d'autres épisodes extrêmes qui endommageaient les logements des résidents, les privaient d'accès aux réseaux de transports et détruisaient les cultures de subsistance indispensables à leur sécurité alimentaire.

La relocalisation volontaire était une initiative participative, financée et mise en œuvre par le gouvernement national et les membres de la communauté. En 2006, la communauté s'est rapproché du gouvernement pour lui demander de soutenir sa relocalisation en raison des risques croissants associés aux effets du changement climatique. Elle a eu recours à un processus participatif de prise de décisions pour arriver à un consensus sur le besoin de relocaliser les 150 habitants, et ce processus a été suivi d'une consultation et d'une campagne de sensibilisation auprès des pouvoirs publics et des membres de la communauté. Le gouvernement a officiellement annoncé qu'il soutenait le projet en 2012 et il s'est engagé à couvrir les deux tiers des coûts de la relocalisation – pour les matériaux de construction, les travaux, la main-d'œuvre et une aide aux activités génératrices de revenus. Les villageois ont contribué au tiers restant du coût des matériaux et de la main-d'œuvre.

La relocalisation a impliqué la construction d'un nouveau village avec des infrastructures de base sûres qui ne soient pas exposées aux aléas climatiques. Dans le cadre de la relocalisation, chaque ménage a reçu une de 30 maisons identiques équipées d'eau courante, de tout-à-l'égout, de toilettes privées et de douche et alimentées en énergie par des panneaux solaires. Chaque ménage a également bénéficié d'une aide à la génération de

revenus pour compenser les pertes de leurs moyens d'existence côtiers.

Né d'une demande ascendante de soutien émanant de la communauté locale plutôt que d'une politique d'adaptation imposée par les pouvoirs publics, Vunidogoloa est un exemple unique d'une initiative qui a débouché sur des politiques et lignes directrices nationales permanentes. À l'issue de cette relocalisation couronnée de succès, le gouvernement a élaboré, en consultation avec un large groupe de parties prenantes, des Lignes directrices en cas de relocalisation planifiée, afin d'orienter les futures relocalisations volontaires décidées en dernier recours comme option d'adaptation aux effets du changement climatique.

### Enseignements à l'intention des PMA

**Fournir des infrastructures à long terme donnant accès aux services de base peut réduire l'exposition et la sensibilité aux chocs climatiques.** La relocalisation de Vunidogoloa d'un site côtier à basse altitude en butte aux inondations, à l'érosion côtière et aux cyclones vers un nouveau site loin du littoral et sur des terres plus élevées a permis de résoudre des facteurs sous-jacents de la vulnérabilité en réduisant l'exposition des populations au changement climatique. La relocalisation a permis de garantir une solution à long terme de la vulnérabilité au climat et une réduction de la pauvreté en construisant des infrastructures qui vont pouvoir durer sur un site distant des aléas climatiques qui rendaient l'ancien village très vulnérable.

**Lorsque les limites de l'adaptation sont flagrantes, la décision de relocalisation doit être prise au terme d'un processus transparent et participatif qui est fondé sur des principes d'égalité des sexes, d'inclusion sociale et de respect des droits de l'homme.** La relocalisation de Vunidogoloa a été un processus participatif et transparent guidé par une prise de décisions fondée sur le consensus. Compte tenu de la petite taille du village, tous ses membres ont participé à la décision de déménager, décision qui a été fondée sur les principes d'égalité des sexes et d'inclusion sociale, en veillant à ce

que tous les membres reçoivent les mêmes avantages. Le gouvernement a inscrit ces principes dans ses nouvelles Lignes directrices en cas de relocalisation planifiée, qui orientera toutes les relocalisations futures.

**Les interventions climatiques dirigées à l'échelle nationale avec une collaboration horizontale de tous les pouvoirs publics peuvent avoir des impacts durables sur les communautés vulnérables.** Cette relocalisation était une initiative domestique pilotée par la communauté et le gouvernement national. Il a fallu une approche transgouvernementale, garantissant une collaboration horizontale entre tous les services du gouvernement avec l'implication des ministères de l'Économie, du Développement provincial et du Travail ainsi que le Bureau national de gestion des catastrophes et le Centre national pour l'emploi. Cette approche intégrée a permis au gouvernement de soutenir la communauté avec de nouvelles infrastructures pérennes et des opportunités en matière de moyens d'existence.

**La relocalisation volontaire est un service de base émergent à mesure que les impacts du changement climatique s'aggravent.** C'est une option importante pour les communautés face aux effets du changement climatique. Les pouvoirs publics peuvent intégrer les enseignements tirés des initiatives pilotes comme celle-ci dans des plans nationaux pour engendrer des impacts de grande portée. En 2018, le gouvernement des Fidji a lancé ses Lignes directrices en cas de relocalisation planifiée pour orienter les relocalisations communautaires volontaires à venir. Il a mené des évaluations d'impact du changement climatique dans tout le pays et a identifié 800 communautés qui ont été lésées par les effets du changement climatique. En 2017, le procureur général des Fidji a annoncé avoir identifié 43 villages destinés à la relocalisation au cours des cinq à dix prochaines années, ce qui engendrera de nouvelles réductions profondes de l'exposition au changement climatique.

# 7. MÉCANISMES VISANT À ENGENDRER DES ÉCONOMIES RÉSILIENTES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Soutenir des économies à zéro émission nette résilientes au changement climatique, qui prospèrent et connaissent une forte croissance durable en respectant les limites écologiques.

## 7.1 Systèmes de production résilients au changement climatique

### Pourquoi se concentrer sur une agriculture résiliente au changement climatique ?

- Le secteur agricole est essentiel pour la prospérité et la sécurité alimentaire dans les PMA, où il est une source d'emploi pour 60 % de la population active et compte pour 20 à 50 % de la production.
- Les femmes jouent un rôle important dans l'agriculture au sein des PMA mais elles sont confrontées à des inégalités structurelles qui limitent leurs capacités de production et les voies qu'elles peuvent emprunter pour sortir de la pauvreté.
- Les petits producteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les communautés tributaires des forêts sont très vulnérables au changement climatique.
- Le changement climatique affecte déjà l'agriculture et est à l'origine de l'insécurité alimentaire dans les PMA. La pauvreté mondiale ne peut pas être éliminée sans renforcer la résilience des petits producteurs.
- Les approches agricoles qui sont soucieuses du climat peuvent soutenir la sécurité alimentaire et aider les populations des PMA à s'adapter au changement climatique.

Le secteur agricole est essentiel pour la prospérité et la sécurité alimentaire de nos pays. Malgré une tendance à la

baisse du pourcentage du PIB que représente le secteur au fil des 20 dernières années, il restera un élément crucial du soutien aux moyens d'existence de millions de personnes pauvres dans les PMA jusqu'en 2050<sup>32</sup>. Les deux tiers de nos populations vivent en zones rurales et 60 % de la population active travaille dans l'agriculture. Le secteur compte aussi pour 20 à 50 % de toute la production.

Les femmes jouent un rôle vital dans la production agricole mondiale et c'est la première source de moyens d'existence pour 79 % des femmes actives dans les PMA. Pourtant, les femmes sont confrontées à des inégalités structurelles qui renforcent la pauvreté et limitent à la fois leurs capacités de production et leur aptitude à conforter leur résilience au climat. À mesure que s'aggravent les effets du changement climatique sur l'agriculture, ces contraintes fondées sur le genre vont limiter l'aptitude des femmes à prendre les décisions et à faire les investissements dont elles ont besoin dans l'agriculture pour renforcer la résilience au climat<sup>22,33</sup>.

À travers le monde, les 2,5 milliards de petits producteurs, éleveurs, pêcheurs ou membres des communautés tributaires des forêts qui tirent leur alimentation et leurs revenus de ressources naturelles renouvelables figurent parmi les personnes les plus vulnérables face aux chocs climatiques et aux aléas naturels. Mais le changement climatique affecte déjà l'agriculture et est à l'origine de l'insécurité alimentaire. Le nombre de personnes mal nourries dans le monde a atteint un chiffre estimé à 821 millions en 2017 et les femmes courent plus le risque d'être affectées par l'insécurité alimentaire que les hommes. La pauvreté mondiale ne peut pas être éliminée sans renforcer la résilience des petits producteurs agricoles<sup>34</sup>.

Les pratiques agricoles résilientes au climat peuvent soutenir la sécurité alimentaire et aider les populations des PMA à s'adapter au changement climatique. L'adoption d'une approche intégrée contribue à réorienter et transformer les systèmes agricoles, d'élevage, de foresterie et de pêche pour garantir la sécurité alimentaire face à un climat qui change. Elle vise à atteindre trois

résultats principaux, souvent évoqués sous l'appellation « trio gagnant » : accroître la productivité et les revenus, s'adapter au changement climatique et réduire les émissions. La résilience au climat peut être intégrée dans les pratiques agricoles en utilisant un ensemble d'approches, de technologies et de politiques propres au contexte, pour aider les populations et les systèmes agricoles à devenir plus résilients. Il n'existe pas d'approche universelle pour mener à bien les interventions.

## Enseignements tirés de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR

### Enseignements sur les systèmes de production résilients au changement climatique

- L'introduction d'intrants, de services, de financement, de technologies et d'informations sur le climat qui contribuent à améliorer les rendements peut réduire la sensibilité au changement climatique.
- Le recours à des approches systématiques pour intégrer les producteurs dans des chaînes de valeur et des marchés agricoles résilients au climat peut produire des effets de grande portée.
- Les initiatives en faveur d'une agriculture résiliente au changement climatique peuvent promouvoir un partenariat avec différents groupes de parties prenantes et soutenir la création de groupements de producteurs structurés.
- L'intégration de pratiques agricoles résilients au climat dans les plans du gouvernement et l'élaboration de systèmes à long terme pour fournir aux producteurs des informations sur le climat peuvent engendrer des résultats à long terme.

L'examen des données de l'initiative LIFE-AR a analysé 24 initiatives pour tirer des leçons de la façon dont les PMA peuvent renforcer la résilience climatique dans le secteur agricole, un point qui est crucial pour le développement économique et la prospérité dans les PMA (voir le tableau 6). Cette section résume les principaux enseignements que nous avons tirés de ces initiatives et

se penche en détail sur ceux dégagés du Programme de gestion durable des terres en Éthiopie (*Sustainable Land Management Programme – SLMP*) (encadré 5). Le tableau 7 met en exergue les leçons tirées de plusieurs initiatives comprises dans l'analyse.

Plusieurs des initiatives reprises ici figurent également dans la section 7.2 sur la promotion des micro, petites et moyennes entreprises dans des chaînes de valeur résilientes au climat. Dans cette section, nous nous concentrons sur l'aide apportée aux entreprises et aux chaînes de valeur auxquelles elles participent ; ici, nous nous penchons sur les pratiques agricoles, les technologies et les services qui améliorent la résilience de la production agricole. Toutefois, il n'y a pas de distinction nette entre les deux car la production agricole sous-tend bon nombre des entreprises et des chaînes de valeur dont nous parlons ci-dessous.

### L'introduction d'intrants, de services, de financement, de technologies soucieuses du climat et d'informations climatiques peut aider les agriculteurs à réduire leur sensibilité au changement climatique.

La plupart des initiatives que nous avons passées en revue se situaient dans les régions pauvres de pays qui sont sujets à une variabilité des précipitations, à la sécheresse ou aux extrêmes de températures. Elles ont travaillé pour améliorer les pratiques agricoles afin d'accroître la production et d'augmenter les revenus malgré les impacts actuels et futurs du changement climatique. Investir dans des pratiques plus résilientes au climat veut dire que les rendements des agriculteurs ne sont pas affectés par les conditions météorologiques à court et plus long terme, ce qui fortifie la nutrition des ménages et améliore leur revenu. Les personnes qui sont en meilleure santé et qui ont plus d'argent sont plus à même de gérer les risques futurs associés au changement climatique. Des investissements dans les technologies agricoles, y compris l'introduction d'engrais, de semences tolérantes à la sécheresse, de services de vulgarisation agricole et d'information sur le climat – par exemple, le projet primé CHAI II en Ouganda (*Climate Change Adaptation and Information Communication Technology*) a introduit une irrigation goutte à goutte pour accroître les rendements dans des conditions de plus en plus sèches (voir le tableau 7).

Tableau 6. Initiatives pour renforcer la résilience au changement climatique dans le secteur agricole étudiées dans le cadre de l'examen des données LIFE-AR

Type d'initiative	Exemples
Renforcer les pratiques agricoles résilientes au changement climatique	Aider les agriculteurs avec les intrants, les services, les technologies et les pratiques agricoles dont ils ont besoin pour renforcer la résilience (Éthiopie, Gambie, Népal, Madagascar, Mozambique, Soudan du Sud, Tanzanie) Améliorer la fertilité des sols et la productivité agricole (Éthiopie, Niger) Irrigation au goutte-à-goutte et systèmes hydriques à usage multiple (Népal) Anukulan : technologies climato-intelligentes – BRACED (Népal) Aide aux moyens d'existence et aux chaînes de valeur des communautés pastorales (Éthiopie, Sahel)
Intégration de pratiques agricoles climato-intelligentes dans la planification des pouvoirs publics	Élaboration et intégration des plans nationaux pour l'adaptation (Chine, Népal, Ouganda, Zambie)
Mécanismes de financement innovants pour aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique	Approche du secteur privé par le Fonds Acumen en matière de services d'agrégation, de plateformes numériques et de financement (Ghana, Nigéria, Ouganda) Initiative d'investissement du secteur privé CLIMADAPT (Tadjikistan) Services d'assurance à l'intention des communautés pastorales (Kenya) Services d'assurance à l'intention des agriculteurs (Inde)
Accès à l'information sur le climat afin de maximiser les rendements et mieux faire face à la variabilité et aux chocs climatiques	Technologies pour une agriculture résiliente au changement climatique (Ouganda) Services météorologiques améliorés (Mozambique) Applications météorologiques mobiles pour guider les décisions en matière de semis et de moisson (divers pays)

**Les initiatives peuvent produire des effets de grande portée en intégrant les agriculteurs dans des chaînes de valeur agricoles résilientes au changement climatique.**

Outre le fait qu'elles donnent aux agriculteurs des intrants, des services de vulgarisation, des technologies et des informations sur le climat pour rendre leurs pratiques plus résilientes, les initiatives agricoles climato-intelligentes peuvent favoriser des impacts plus larges en intégrant les producteurs dans des chaînes de valeur par le biais de plateformes et de services d'agrégation qui stimulent l'accès au marché. Les données du projet Anukulan au Népal et du projet CLIMADAPT au Tadjikistan (voir le tableau 7) montrent que ces initiatives peuvent mener à des améliorations fondamentales des conditions de

vie des producteurs et engendrer des changements dans l'ensemble du marché. L'importance qu'il convient d'accorder au soutien d'interventions visant à mettre les producteurs en relation avec de meilleurs services et marchés le long de chaînes de valeur agricoles résilientes au climat, ainsi qu'à la production agricole sur le terrain, souligne l'interconnectivité nécessaire pour mener à bien la vision des PMA dans la pratique.

**Les initiatives en faveur d'une agriculture soucieuse du climat peuvent promouvoir un partenariat avec différents groupes d'acteurs et soutenir la création de groupements de producteurs structurés.** Plus de la moitié des initiatives ont mis sur pied ou soutenu

des organisations participatives locales, y compris des coopératives, des groupes d'épargne, des groupes et entreprises de gestion des ressources naturelles, afin d'améliorer l'accès des agriculteurs au crédit, aux services financiers et aux intrants dont ils peuvent avoir besoin pour faire prospérer leurs entreprises. Elles créent des partenariats avec de multiples acteurs afin d'accroître la production et d'améliorer la résilience. Ces partenariats augmentent le capital social, facilitent le partage des connaissances et la collaboration et améliorent l'accès aux mécanismes de protection sociale. En créant ces groupes structurés, elles font office d'agrégateurs et réduisent les coûts de transaction pour les investisseurs et les acheteurs. Comme les initiatives de chaîne de valeur, celles visant une agriculture soucieuse du climat ont adopté des approches différentes pour créer ces connexions, notamment :

- Conclure des partenariats avec des fournisseurs de technologies et des agences météorologiques pour procurer des informations météorologiques localement appropriées par le biais d'applications de téléphonie mobile ou pour améliorer l'accès aux infrastructures d'irrigation et aux énergies renouvelables
- Travailler avec des chercheurs pour développer des variétés de cultures tolérantes à la sécheresse

- Aider les agriculteurs à accéder à des services de vulgarisation par le biais des circuits gouvernementaux formels ou guider le soutien des ONG et du secteur privé en vue d'accroître la production, et
- Créer des plateformes d'agrégation pour connecter les producteurs à de meilleurs services et marchés le long des chaînes de valeur agricoles.

**L'intégration de pratiques agricoles soucieuses du climat dans les plans gouvernementaux et l'élaboration de systèmes à long terme pour fournir des informations sur le climat peut contribuer à la résilience à long terme du secteur agricole.** Compte tenu du rôle important que l'agriculture joue dans les pays à revenu faible et intermédiaire, il n'est pas surprenant que plus de la moitié des initiatives se soient alignées sur des plans gouvernementaux existants ou aient intégré des approches agricoles résilientes au climat dans les plans existants. Plusieurs pays – notamment l'Ouganda et le Népal – sont sur le point d'intégrer des approches agricoles résilientes au climat dans leur plan national pour l'adaptation. Plus d'un quart ont élaboré des systèmes à long terme en vue de fournir des informations sur le climat aux agriculteurs afin de les aider à prendre de meilleures décisions.

Tableau 7. Questions à prendre en compte pour renforcer la résilience au changement climatique dans le secteur agricole

Question	Exemple	
<p>Introduire des intrants, des services et des technologies pour stimuler la production et réduire la sensibilité au changement climatique</p>	<p>CHAI II Ouganda<sup>35</sup></p>	<p>Le Centre de recherches pour le développement international au Canada a soutenu un partenariat entre les pouvoirs publics, les universités, les services météorologiques et un bureau d'études international pour développer un système d'information sur le climat afin d'aider les populations vulnérables le long du couloir de passage du bétail en Ouganda à faire face aux sécheresses et à sauvegarder leurs moyens d'existence. Le projet CHAI II a fourni des informations sur le climat à 250.000 agriculteurs dans trois districts par le biais de bulletins radiodiffusés, de textos et de courriels. Ces informations comprenaient des prévisions météorologiques saisonnières, des conseils agricoles décentralisés, des informations sur les marchés agricoles et d'élevage, des techniques de collecte des eaux de pluie, des mécanismes de défense contre la sécheresse et les inondations et des méthodes de lutte contre les ravageurs. Les ménages des districts ciblés avaient 50 % plus de chances d'avoir accès à des informations sur le climat que ceux des districts non ciblés, ce qui leur a permis de réduire les pertes sur récoltes de 6 à 37 % et ce qui a rendu ces ménages moins sensibles aux effets de la sécheresse.</p>
<p>Fournir des services et des plateformes pour intégrer les agriculteurs dans les chaînes de valeur agricoles Soutenir les organisations locales participatives</p>	<p>Projet Anukulan Népal<sup>36</sup></p>	<p>Un consortium d'ONG, d'instituts de recherches et de fournisseurs de technologies travaille avec les ménages pauvres dans l'ouest du Népal afin d'améliorer sensiblement les moyens d'existence agricoles malgré les effets du changement climatique. Partie intégrante du Programme BRACED (Building Resilience and Adaptation for Climate Extremes and Disasters) financé par le Royaume-Uni, le projet Anukulan adopte une « approche par poches commerciales » qui regroupe les agriculteurs afin d'accroître leur accès aux services, à l'information, aux technologies et aux marchés. Cette approche innovante organise les agriculteurs en groupes constitués de 15 à 25 ménages de petits producteurs. Chaque groupe désigne un représentant pour rallier un comité de planification et de commercialisation qui représente 15 à 50 groupes de producteurs dans une poche commerciale. Une fois agrégé en un plus grand groupe donnant un volume de production suffisant, le comité peut faciliter l'accès au meilleur prix, à des intrants tels que les semences et les engrais, à des technologies telles que l'irrigation goutte-à-goutte, à la gestion intégrée des ravageurs, à des services-conseils du gouvernement et à des services financiers. Il développe et gère également un centre de collecte pour le traitement et le stockage des produits dans des quantités suffisamment élevées pour attirer les acheteurs. Au fil du temps, nombre de ces poches commerciales sont devenues des coopératives agricoles.</p>

Question	Exemple	
<p>Intégrer des pratiques agricoles climato-intelligentes dans les plans gouvernementaux et projets existants</p>	<p>Intégrer l'adaptation au changement climatique dans l'agriculture irriguée Chine<sup>37</sup></p>	<p>Le Projet III d'intensification de l'agriculture irriguée est une initiative dirigée par le gouvernement dans le bassin de Huang-Huai-Hai qui visait à accroître la productivité agricole et à améliorer l'efficacité de l'eau grâce à l'innovation et la modernisation du secteur agricole. La mise en œuvre était déjà en cours lorsque l'équipe de projet a pris conscience du fait que le bassin était fortement vulnérable aux effets adverses probables du changement climatique. En réponse, les autorités chinoises et la Banque mondiale, le financeur du projet, se sont procurées un concours financier supplémentaire du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) afin d'analyser les risques et de modifier et ajuster les activités du projet en conséquence.</p> <p>L'équipe de projet a intégré l'adaptation dans des activités de projet continues en entreprenant des recherches sur la modélisation du changement climatique et en consultant des évaluations d'impact du changement climatique, en identifiant des mesures d'adaptation appropriées et en démontrant des mesures d'adaptation (variétés de cultures, pratiques et technologies résilientes au climat) en vue de leur adoption par les groupes de producteurs sur des sites choisis au terme d'une consultation avec les agriculteurs et les experts nationaux. Plus de 250 activités de démonstration ont fait que les agriculteurs ont adopté une panoplie de pratiques d'adaptation, y compris des techniques d'irrigation économes en eau, de drainage, de collecte et de stockage des eaux de pluie. L'équipe a aussi adopté des pratiques agricoles telles que l'ajustement du calendrier des semis, l'échelonnement des semis pour permettre aux cultures d'arriver à maturité à différents intervalles, en utilisant différentes variétés de cultures résistantes à la sécheresse et en développant des installations pour une agriculture spécialisée climatisée, telles que des serres. L'initiative a également contribué à établir 494 nouvelles associations d'usagers de l'eau (en plus des 182 associations existantes) et 166 nouvelles associations de producteurs, en proposant un cycle d'études et des formations à leurs membres. L'établissement de ces organisations a également permis un partage des connaissances entre pairs et une dissémination accrue des informations sur les technologies d'adaptation.</p> <p>Le projet a engendré une hausse de 326 dollars américains du revenu annuel par agriculteur et une hausse de la production agricole de haute valeur qui est passée de 3,2 millions à 4,2 millions de tonnes par an. Dans le même temps, cela a promu une prise de conscience, des pratiques agricoles et une gestion de l'eau pour renforcer sensiblement l'adaptation et la résilience au changement climatique.</p>

## Encadré 5. Sustainable Land Management Programme : enseignements de l'Éthiopie<sup>38</sup>

Le SLMP ou programme de gestion durable des terres a été lancé en 2008 pour s'attaquer à deux des principaux problèmes de l'Éthiopie en matière de développement et d'environnement – la productivité agricole et la dégradation des terres – deux problèmes exacerbés par le changement climatique. Pour atténuer l'érosion constante et la perte de nutriment dans les sols des hauts plateaux agricoles productifs du pays, le programme a promu et mis à l'échelle l'application de technologies et d'approches de gestion durable des terres couronnées de succès dans six régions, en ciblant plus de 70 % de la population. De janvier 2009 à juillet 2017, le programme a placé 575.781 hectares de terres sous une méthode de gestion durable du territoire ou des pratiques agricoles climato-intelligentes dans 135 bassins versants. Le projet sur 10 ans (2008-2018) s'est déroulé en deux phases : La phase 1 (2008-2013), financée à hauteur de 9 millions de dollars américains par le FEM et 20 millions de dollars par l'Association de développement international de la Banque mondiale ; et la phase 2 (2013-2018), financée par le gouvernement national (2 millions de dollars), l'Association de développement international de la Banque mondiale (50 millions de dollars) et le ministère norvégien des Affaires étrangères (42,65 millions de dollars). Parmi les principaux partenaires du développement qui ont fourni une assistance technique et un concours financier supplémentaire figuraient les gouvernements de la Norvège, de l'Allemagne et du Canada, l'Union européenne et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le SLMP a maintenant cédé la place au Projet pour des territoires et des moyens d'existence résilients (*Resilient Landscapes and Livelihoods Project*) (2018-2024) d'une valeur de 129 millions de dollars, qui vise à poursuivre et consolider les travaux du SLMP.

Le SLMP est une approche exhaustive de gestion durable et intégrée des ressources foncières et des bassins versants. Il traite les problèmes interconnectés que sont la pauvreté, la vulnérabilité et la dégradation des terres au niveau des communautés rurales en

surmontant les principaux obstacles qui gravitent autour des connaissances et des technologies, des politiques, des enjeux juridiques et des questions institutionnelles, économiques et financières. Parmi les éléments de l'approche, on peut citer la création de structures de gestion des terres et du bassin versant pour stabiliser les sols ; l'amélioration de la rétention d'eau et le soutien de pratiques de labour efficaces ; le renforcement des capacités des prestataires de services et des ménages ruraux en matière de mise en œuvre de la gestion durable des terres ; et l'amélioration de la certification des terres en zones rurales.

La mise en œuvre est fondée sur un partenariat coopératif de parties prenantes aux niveaux fédéral, régional, du district (*woreda*) et de la communauté (*kebele*). Le ministère de l'Agriculture représente l'institut de coordination chef de file et préside un comité directeur qui comprend des représentants du ministère des Finances et du Développement économique, du ministère de l'Eau et l'Énergie, de l'Agence pour la protection de l'environnement, de l'Institut éthiopien pour la recherche agricole, des administrations régionales et des représentants partenaires du développement. Le comité directeur veille à l'harmonisation, la coordination et l'alignement des activités de gestion durable des terres dans l'ensemble du pays et il dispense une orientation et des conseils stratégiques. Un comité technique de haut niveau apporte un soutien technique et managérial au comité directeur. Le Bureau régional de l'agriculture et l'Antenne de l'agriculture pour le *woreda* mettent respectivement en œuvre les activités au niveau de la région et du *woreda*. Avec les communautés, ils ont rédigé plus de 670 plans de gestion des bassins versants. Plus de 500 groupes de petits producteurs locaux et associations de bassin versant gèrent collectivement les terres ; ils mettent en œuvre des méthodes durables d'utilisation des sols à des fins individuelles et commerciales, partagent les connaissances et renforcent les compétences et l'appropriation locale.

## **Enseignements à l'intention des PMA**

**La décentralisation des organismes au niveau des régions, des zones, des districts et des communautés contribue au maintien d'un processus transparent et participatif pour la gestion des ressources naturelles.**

Les sites de gestion participative des forêts gérés en partenariat avec les communautés locales permettent d'intégrer les connaissances techniques et locales et conduisent à une adoption généralisée de pratiques de gestion durable des terres. Le projet a utilisé beaucoup de mesures de gestion foncière traditionnelles, appliquées dans l'ensemble du pays depuis plus de 400 ans, maintenant ainsi des systèmes locaux et favorisant l'appropriation locale. Parmi celles-ci figure l'aménagement de terrasses à flanc de colline *konso*, la rotation des cultures, les jachères de longue durée et les systèmes d'exploitation mixte agricole et arboricole.

**La promotion de l'autonomisation de la communauté est décisive pour soutenir l'échelle du changement dans les pratiques et le partage des connaissances.**

Parce qu'il a été participatif dans ses phases de planification, de conception et de mise en œuvre, le programme a établi des tribunes pour permettre aux femmes et aux jeunes de mieux se faire entendre dans la prise de décision, encourageant ainsi l'inclusion sociale et l'égalité des sexes afin d'arriver à une croissance verte inclusive.

Les acteurs internationaux ont apporté un conseil juridique et multidisciplinaire et une formation pour aider les partenaires à distribuer et disséminer des méthodes de gestion durable des terres de manière plus efficace et en encourageant leur utilisation plus généralisée par les agriculteurs. Les partenaires du développement ont fourni des conseils sur l'amélioration du cadre juridique de gestion durable des terres et un soutien technique au service de vulgarisation agricole et aux bureaux agricoles décentralisés de l'Éthiopie. Cela a permis de renforcer la mise en œuvre.

**L'exploitation des systèmes sociaux existants est une méthode efficace de gestion des ressources naturelles.**

Le SLMP a soutenu la participation communautaire et la mobilisation fondée sur des systèmes locaux existants en matière de pratiques de gestion des terres agricoles, des pâturages et des terres dégradées. Le soutien du programme aux écoles, aux centres de soins et à la construction de routes a permis de mobiliser la participation de la communauté au développement forestier ainsi qu'à la gestion et la conservation des ressources naturelles. Le SLMP s'intègre dans de multiples aspects du cadre de vie en considérant plus largement les besoins des communautés locales. De ce fait, il a débouché sur une meilleure autonomisation locale et il a eu des effets de grande portée.

## 7.2 Promouvoir les micro, petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur résilientes au changement climatique

### Pourquoi se concentrer sur les entreprises et les chaînes de valeur ?

- Les micro, petites et moyennes entreprises soutiennent les moyens d'existence de centaines de millions de personnes à travers les pays en développement.
- Les entreprises formelles et informelles d'une panoplie de chaînes de valeur fournissent des produits et services qui contribuent à la réduction de la pauvreté et promeuvent la résilience au changement climatique.
- Elles manquent souvent de connaissances et des compétences techniques pour réagir au risque croissant que le changement climatique pose pour leur entreprise.
- L'intégration de la gestion du risque climatique dans les décisions le long d'un éventail de chaînes de valeur est essentielle pour le développement économique.
- Les femmes ont besoin d'un soutien ciblé pour participer à des chaînes de valeur résilientes au changement climatique et pour surmonter les obstacles structurels à leur participation aux marchés.

Les PMA peuvent investir dans le renforcement des systèmes de marché qui procurent aux groupes pauvres et marginalisés les produits et services dont ils ont besoin pour vivre dignement, sortir de la pauvreté, développer des moyens d'existence sûrs et améliorer leur bien-être.

Il existe entre 365 et 445 millions de micro, petites et moyennes entreprises dans les pays en développement,

y compris 25 à 30 millions de petites et moyennes entreprises formelles, 55 à 70 millions de micro-entreprises formelles et entre 285 et 345 millions d'entreprises informelles<sup>39</sup>. L'emploi dans les pays en développement se caractérise par des taux élevés d'informalité et de participation à ces entreprises. Deux milliards de personnes, ou 61 % de la population active mondiale, travaillent dans l'économie informelle et 93 % de l'emploi informel dans le monde est concentré dans les pays en développement. Dans la plupart des pays à faible revenu, les femmes sont plus exposées à un emploi informel et ce sont elles qui se trouvent le plus souvent dans les situations les plus vulnérables<sup>40</sup>.

En aidant les gens qui travaillent dans des entreprises formelles et informelles sur un éventail de chaînes de valeur, on peut contribuer à réduire la pauvreté et promouvoir la résilience au changement climatique<sup>41</sup>. Il est particulièrement important de renforcer les chaînes de valeur dans l'agriculture pour soutenir les moyens d'existence dans les PMA, car ce secteur compte pour 60 % de la population active, dont 90 % est employée dans le secteur informel<sup>32,40</sup>. D'autres produits et services critiques pour réduire la pauvreté comprennent les énergies renouvelables, les technologies de l'information et la communication, la santé, l'éducation et l'eau.

Les PMA peuvent développer des chaînes de valeur climato-intelligentes en aidant les entreprises à intégrer les considérations de risque climatique dans les décisions d'affaires le long de la chaîne de valeur. Beaucoup de PMA sont encore fortement tributaires de systèmes de marché et d'entreprises fondés sur les ressources naturelles et ces chaînes de valeurs doivent déjà faire face aux effets du changement climatique. Toutefois, ces systèmes de marché et ces entreprises manquent souvent des connaissances et des capacités pour intégrer la gestion du risque climatique dans leurs opérations de manière à pouvoir développer des mesures proactives, préventives ou préparatoires afin de réduire les effets du changement climatique et d'évoluer vers le développement de modèles économiques et de marchés résilients au climat sur la durée<sup>42</sup>.

Les femmes ont besoin d'un soutien ciblé pour participer à des chaînes de valeur résilientes au climat. Elles sont confrontées à de profondes inégalités structurelles dans leur aptitude à participer aux marchés et à réaliser leur plein potentiel économique. Parmi ces inégalités figurent un accès limité aux terres productives, aux intrants, aux services de vulgarisation, aux services financiers, aux informations, aux technologies, à l'éducation et aux marchés, une charge globale de travail plus lourde, des conditions de travail moins sûres, des cas beaucoup plus nombreux de travail non rémunéré, des responsabilités de soignantes, des salaires inférieurs et des niveaux moindres de prise de décision au sein du ménage par rapport aux hommes<sup>22,43</sup>.

## Enseignements tirés de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR

### Enseignements tirés de la promotion des micro, petites et moyennes entreprises

- Rendre les chaînes de valeur plus résilientes au changement climatique peut permettre d'atteindre les ODD et de réduire la pauvreté.
- En aidant les entreprises à faire en sorte que leurs activités soient à l'épreuve de l'évolution du climat et en développant des chaînes de valeur résilientes, on peut aider les gens à réduire leur sensibilité aux effets du changement climatique.
- Soutenir des chaînes de valeur résilientes au climat peut aider les entreprises à se préparer et à se mettre à l'épreuve des effets à venir du climat et ouvrir de nouveaux marchés à long terme pour des produits résilients au changement climatique.
- Les initiatives portant sur des chaînes de valeur climato-intelligentes créent une collaboration horizontale et des partenariats robustes avec différents groupes de parties prenantes.

L'examen des données de l'initiative LIFE-AR a analysé 14 initiatives qui développent et renforcent des entreprises dans des chaînes de valeur résilientes au

changement climatique. Ces initiatives ont trait en particulier à des chaînes de valeur sur les ressources naturelles, en raison d'un manque de soumissions émanant de chaînes de valeur fondées sur les ressources non naturelles dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière, les technologies et les finances – ce qui traduit peut-être le nombre inférieur d'activités portant sur le renforcement des pratiques de résilience au changement climatique ou le fait que le réseau d'experts des PMA impliqués dans cet examen est moins connecté à des réseaux de connaissances qui partagent les bonnes pratiques dans ces chaînes.

Les 14 initiatives passées en revue couvrent un éventail d'activités ayant trait aux ressources naturelles, y compris les services de vulgarisation agricole, l'irrigation, les semences et autres intrants résilients au climat, les services d'informations sur le climat, les services financiers, les technologies, le développement organisationnel, la commercialisation et la distribution (voir le tableau 8). Cette section résume les principaux enseignements que nous avons tirés de ces initiatives et se penche en détail sur ceux dégagés d'un projet mondial intitulé Mécanisme Forêts et Paysans œuvrant au développement de chaînes de valeur sylvicoles démocratiques et contrôlées localement (encadré 6). Le tableau 9 met en exergue les leçons tirées de plusieurs initiatives comprises dans l'analyse.

**Rendre les chaînes de valeur plus résilientes au changement climatique peut permettre d'atteindre les ODD et de réduire la pauvreté.** Les initiatives qui relèvent de cette catégorie aident toutes à atteindre les ODD en augmentant le revenu des ménages et la disponibilité de denrées, en améliorant la nutrition des ménages et en renforçant les institutions rurales. Presque toutes les initiatives aident les ménages pauvres et les femmes à améliorer leur participation aux marchés et à développer de petites entreprises, en stimulant la production de nouvelles variétés de semences résistantes à la sécheresse ou en facilitant l'adoption de nouvelles technologies qui augmentent la production et améliorent les capacités de stockage, ce qui contribue à accroître les revenus – par exemple, le Projet Lait au Sénégal.

Tableau 8. Initiatives pour développer et renforcer les entreprises de chaînes de valeur résilientes au changement climatique étudiées dans le cadre de l'examen des données LIFE-AR

Type d'initiative	Exemples
Chaînes de valeur agricoles	Promouvoir l'aquaculture pour les rizicultrices menacées par la salinité accrue des approvisionnements en eau (Bangladesh) Promouvoir la résilience grâce à des coopératives (Tanzanie) Agriculture climato-intelligente (Népal) Fonds Acumen pour la résilience de l'agriculture (Ghana, Nigéria, Ouganda) Initiative d'investissement du secteur privé CLIMADAPT (Tadjikistan) Programme du FIDA pour l'adaptation de l'agriculture familiale (mondial) Soutien de Helvetas aux chaînes de valeur climato-intelligentes (mondial)
Chaînes de valeur dans l'élevage	Développement des chaînes de valeur du lait – Projet Lait (Sénégal) Projet PRIME – Amélioration de la résilience des zones pastorales et expansion du marché (Éthiopie) Mobilité du bétail (Sahel)
Foresterie	<b>Soutenir des entreprises pour des produits sylvicoles durables (FFF) (Mondial)*</b> Développer une économie résiliente au climat fondée sur des ressources naturelles grâce à des chaînes de valeur agrosylvicoles (Gambie)
Énergies renouvelables	Initiative de systèmes solaires domestiques par IDCOL (Infrastructure Development Company Limited) (Bangladesh)

\* Voir l'encadré 6 pour une étude de cas détaillée et les enseignements à l'intention des PMA

**Grâce à l'agrégation, les entreprises sont mieux capables d'accéder aux ressources et de négocier de meilleurs prix avec les services et les marchés.** Un tiers des initiatives soutenait le développement d'organisations participatives – comme les coopératives de paysans – pour aider les petits producteurs à se regrouper pour atteindre une taille leur permettant d'accéder aux intrants, aux services de vulgarisation, à l'information sur le climat et les marchés, aux technologies, aux installations de stockage, aux acheteurs et aux capacités de distribution. Le projet Anukulan au Népal est un bon exemple d'une ONG nationale qui aide les agriculteurs à forger des liens avec les fournisseurs de technologies du secteur privé et à s'agréger en groupes de paysans locaux pour attirer de nouveaux services, de nouveaux produits et des acheteurs pour leurs entreprises agricoles (voir le tableau 7).

**En aidant les entreprises à faire en sorte que leurs activités de production, de traitement et de commercialisation soient plus résilientes et à développer des chaînes de valeur résilientes, on contribue à réduire la sensibilité aux effets du changement climatique.** Les chaînes de valeur des produits agricoles – qu'elles émanent de l'agriculture, des forêts ou des pêches – dépendent toutes de systèmes naturels qui sont vulnérables au changement climatique. En aidant les entreprises à introduire des technologies et des intrants résilients au climat, des services financiers et des informations sur le climat, on peut rendre les moyens d'existence agricoles moins sensibles à la sécheresse ou à la variabilité des précipitations. Dans les initiatives que nous avons analysées, ce soutien venait de différentes sources, y compris des ONG comme Helvetas International qui soutenait les producteurs des chaînes de valeur agricoles

au Népal, à Madagascar, en Inde, au Pakistan, en Éthiopie, au Pérou et en Bolivie ; des agences onusiennes et des institutions multilatérales de financement de l'action climatique, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le FIDA et l'USAID ; et le Fonds d'investissement climatique dans le cadre de son financement bilatéral du développement ou encore des projets d'investissements spécifiques de l'action climatique. En aidant les gens à investir dans leur entreprise avec une bonne appréciation des risques climatiques actuels et futurs, on peut contribuer à augmenter les revenus des ménages, accroître leur bien-être et leur fournir des ressources supplémentaires sur lesquelles ils peuvent compter en temps de crise. Cela peut aussi améliorer les connaissances et les compétences, en permettant aux gens de mieux gérer les risques et chocs futurs associés au changement climatique.

**En travaillant avec les entreprises pour développer des chaînes de valeur résilientes au climat, on peut créer des résultats à long terme par l'établissement d'entreprises qui sont prêtes à s'attaquer aux futurs effets du changement climatique.** Pour engendrer un changement systémique des marchés de grande portée, nous devrions nous appuyer sur les connaissances locales et aider les gens à accroître leurs connaissances techniques des intrants, des marchés, de la planification d'entreprise, des services financiers et de l'information sur le climat. Presque chacune des 14 initiatives a aidé les entreprises à acquérir de nouvelles connaissances techniques pour développer des entreprises plus résilientes au changement climatique ; beaucoup étaient soutenues par des bailleurs de fonds financés à l'échelon international comme le FIDA, l'USAID et la Commission européenne. Le Tadjikistan, par exemple, a eu recours à un soutien international par le biais du Fonds d'investissement climatique pour mettre sur pied un nouveau système de crédit au sein des banques pour aider les entreprises à acquérir des technologies respectueuses du climat, telles que des périmètres d'irrigation par gravité, des serres plus performantes et des digesteurs de biomasse. À Zanzibar, une formation commerciale par le biais d'institutions locales de

financement a aidé des producteurs et des entreprises à rédiger des plans d'affaires résilients au climat dans les secteurs agricoles qui sont de plus en plus touchés par le changement climatique.

**Les initiatives portant sur des chaînes de valeur résilientes au climat créent une solide collaboration horizontale et une intégration verticale avec différents groupes d'acteurs et atteignent des niveaux élevés de participation locale.** Toutes les initiatives ont promu des partenariats avec différents groupes d'acteurs, y compris des fournisseurs de technologies, des entreprises, des institutions financières, des services publics de vulgarisation, des ONG et des chercheurs. Mais il n'existe pas d'approche universelle pour soutenir l'intégration dans les chaînes de valeur des personnes qui sont vulnérables au changement climatique. Les initiatives que nous avons passées en revue ont adopté plusieurs approches différentes :

- Aider les agriculteurs et les éleveurs en leur proposant des services d'informations sur le climat fournis par des vulgarisateurs gouvernementaux et des agences météorologiques
- Créer des liens entre les producteurs et les prestataires de services financiers pour accroître l'accès au crédit et aux services bancaires de manière que les gens puissent investir dans leur entreprise, et
- Aider les petites entreprises avec des technologies et des intrants pour qu'elles puissent croître et prospérer.

Ces partenariats et ces plateformes sont essentiels pour rassembler les parties prenantes afin de partager des informations, des connaissances et des ressources. Créer une plateforme nationale peut soutenir l'élaboration de politiques et veiller à ce que le financement soit adapté. Beaucoup d'initiatives portant sur des chaînes de valeur soucieuses du climat s'alignent sur les politiques agricoles nationales. Ces plateformes nationales sont essentielles pour apporter un soutien efficace aux entreprises et il faut continuer à les renforcer dans tous les types d'entreprises.

Tableau 9. Questions à prendre en compte pour développer et renforcer les entreprises dans des chaînes de valeur résilientes au changement climatique

Question	Exemple
Promouvoir la réduction de la pauvreté et atteindre les ODD	<p data-bbox="419 510 592 674">Infrastructure Development Company Limited (IDCOL) <b>Bangladesh</b><sup>44</sup></p> <p data-bbox="643 510 1477 983">Le programme de systèmes solaires domestiques du Bangladesh est le plus gros programme hors réseau de ce type au monde. Le gouvernement achemine un financement des bailleurs de fonds fourni à l'IDCOL, qui a mis au point un modèle de financement novateur pour les ménages à revenu faible et intermédiaire afin d'acheter des systèmes solaires domestiques. Le modèle fait appel à une combinaison de financement par prêt et par don au moyen d'un partenariat entre l'IDCOL, des institutions de microfinancement et des fournisseurs de technologies pour financer la livraison, l'installation et la maintenance de systèmes solaires domestiques à des conditions abordables. Le mécanisme permet aux ménages pauvres d'accéder aux systèmes sans avoir à payer des coûts initiaux à l'avance ou les frais courants d'exploitation et de maintenance par leurs propres moyens. Depuis 2003, le projet a reçu près de 700 millions de dollars américains et il a financé l'installation de plus de 4 millions de systèmes domestiques, alimentant ainsi en énergie 18 millions de personnes, soit 12 % de la population.</p> <p data-bbox="643 999 1477 1184">Le programme IDCOL a été une initiative pionnière, qui a donné accès à l'électricité pour la première fois à des populations rurales, libérant des bénéfices de développement durable et transformant le système énergétique du pays<sup>45</sup>. Il prouve le potentiel de l'agrégation car il a été déployé à une échelle considérable et il illustre l'importance vitale que revêt la conception permanente de nouvelles approches face à l'évolution des marchés.</p>
Aider les entreprises à réduire leur sensibilité au changement climatique	<p data-bbox="419 1227 600 1424">Acumen Resilient Agriculture Fund (ARAF) <b>Ouganda, Ghana, Nigéria</b><sup>46</sup></p> <p data-bbox="643 1227 1458 1350">Les investissements dans des chaînes de valeur résilientes au changement climatique sont toujours relativement nouveaux, mais le but recherché est d'arriver à un financement à long terme et des modèles économiques qui soient résilients au climat.</p> <p data-bbox="643 1361 1477 1547">ARAF entend s'attaquer aux aléas climatiques à long terme en investissant dans les jeunes pousses de l'agro-industrie qui travaillent en étroite collaboration avec des exploitants familiaux comme clients ou fournisseurs. Il cherche à toucher 10 millions de vies sur 12 ans en soutenant approximativement 18 à 20 sociétés qui s'alignent sur les objectifs d'adaptation au climat des pays participants et leurs exploitants familiaux.</p> <p data-bbox="643 1559 1477 1877">L'ARAF s'attaque à la vulnérabilité sous-jacente en fournissant un investissement financier et une assistance technique (pour faciliter l'adaptation au changement climatique et des services généraux de développement commercial) aux entreprises qui ne seraient pas en mesure de trouver d'autres sources de financement. Ces jeunes pousses ont besoin d'investissements sous forme de capitaux patients à long terme pour financer leur croissance jusqu'à ce qu'elles soient en mesure d'avoir une trésorerie positive et d'attirer des capitaux commerciaux. L'ARAF cible trois catégories principales d'entreprises : les plateformes d'agrégation, les plateformes numériques et les services financiers innovants.</p> <p data-bbox="643 1888 1437 2045">La longue durée de vie du projet ARAF (12 ans, y compris deux prolongations d'un an chacune) est conçue pour donner aux jeunes compagnies innovantes le temps de développer, de reproduire, d'affiner et de construire des modèles économiques financièrement viables qui exercent un impact social à grande échelle.</p>

Question	Exemple	
Aider les entreprises à réduire leur sensibilité au changement climatique (suite)	Chaînes de valeur résilientes pour les coopératives à Zanzibar <b>Tanzanie</b> <sup>47</sup>	<p>L'Alliance de la société civile de Zanzibar sur le changement climatique et l'IIED ont soutenu l'élaboration de plans d'affaires résilients au climat pour des entreprises travaillant sur les algues, le citron vert et le miel. L'initiative a renforcé des modèles économiques à long terme en intégrant la résilience afin de réagir aux impacts du climat, réduisant ainsi la sensibilité au changement climatique. Il y a eu trois types d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une production résiliente au climat par le biais d'investissements à court terme dans les actifs et d'investissements à long terme dans les systèmes institutionnels, tels que la recherche et le développement et les systèmes de gouvernance</li> <li>• Une transformation résiliente au climat par le biais d'investissements dans les actifs – tels qu'un matériel de transformation moderne, des installations de stockage à l'épreuve du climat, un conditionnement et un étiquetage améliorés – et dans les systèmes institutionnels pour renforcer les compétences et encourager un abandon des pratiques de maintien du statu quo, et</li> <li>• Une commercialisation résiliente au climat : des interventions réglementaires, financières et à base de partenariat, qui renforcent les capacités des coopératives à s'embarquer dans des achats et des ventes en vrac, augmentent la part de revenus que les ménages tirent de l'entreprise et permettent aux entreprises locales et nationales de tenir tête à la concurrence sur le marché mondial.</li> </ul>
Aider les chaînes de valeur résilientes au climat à se préparer à des changements à long terme et à ouvrir de nouveaux marchés pérennes	Salinité provoquée par le climat <b>Bangladesh</b> <sup>48</sup>	<p>Une initiative par le gouvernement du Bangladesh (au travers du ministère de la Condition de la Femme et de l'Enfant, du département de la Condition de la Femme, du département du Génie de la Santé publique, et des institutions publiques locales) s'efforce d'aider les communautés locales à se préparer à un changement à long terme en renforçant la résilience climatique des industries locales (notamment grâce à la diversification des industries actuelles) face aux impacts de l'intrusion d'eau salée dans les ressources d'eau douce. Provoquée par la hausse du niveau de la mer, les ondes de tempête et les cyclones, l'intrusion d'eau salée perturbe d'ores et déjà la productivité agricole et la sécurité en eau potable dans les communautés côtières, menaçant les vies et les moyens d'existence. L'initiative vise à aider les petits producteurs, les pêcheurs et les travailleurs agricoles à diversifier leurs moyens d'existence non adaptatifs, tributaires de l'eau douce en vue d'adopter des moyens d'existence agricoles résilients au climat. Outre le recours à des activités de cartographie participative pour constituer un portefeuille d'options de subsistance résilients au climat, le projet contribuera à la création de groupes de subsistance pour les femmes et il offrira une sensibilisation et un soutien technique et financier par le biais d'un renforcement des compétences, d'une formation et d'investissements dans les actifs pour favoriser l'adoption de moyens d'existence résilients.</p> <p>Le gouvernement soutient aussi ces chaînes de valeur et ces activités de développement de marché en entreprenant des investissements qui vont exploiter des économies d'échelle en renforçant le pouvoir de pression dans les négociations collectives, en faisant la promotion des liens depuis la production jusqu'à l'accès au marché et en augmentant l'engagement du secteur privé par le biais de plateformes public-privé pour rapprocher différents acteurs et élargir l'accès au marché. Ces liens soutiennent le partage de connaissances en vue d'améliorer les technologies, les pratiques et la gestion pour une production résiliente et ils contribuent à la mise à l'échelle des initiatives.</p>

Question	Exemple	
Création de partenariats robustes avec un groupe hétérogène de parties prenantes pour développer des chaînes de valeur climato-intelligentes	CLIMADAPT Tadjikistan <sup>49</sup>	Le Tadjikistan a mis au point un mécanisme de financement innovant qui rassemble un groupe hétérogène d'acteurs pour soutenir la résilience au changement climatique dans le secteur agricole hautement vulnérable du pays. Au Tadjikistan, l'agriculture emploie les deux tiers de la population active et compte pour 25 % du PIB mais elle est très vulnérable à la hausse des températures, la variabilité des précipitations et la pénurie d'eau provoquées par la fonte des glaciers. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement s'est associée avec le Programme pilote pour la résilience climatique du Fonds d'investissement climatique pour lancer un mécanisme de financement innovant qui apporte des capitaux aux banques et institutions financières partenaires (Banque Eshkara, Humo MFI, IMON International, Arvand et First Microfinance Bank) au Tadjikistan afin de financer des prêts aux agriculteurs pour qu'ils investissent dans des actifs comme les serres et les technologies à base d'énergie renouvelable et d'irrigation goutte-à-goutte en vue d'améliorer l'utilisation de l'eau et de l'énergie et de promouvoir une gestion durable des terres. Le programme crée des liens entre les agriculteurs, les fournisseurs de technologies, les banques, les entreprises et les compagnies de construction pour développer des solutions innovantes en améliorant l'accès au financement et en soutenant le partage des connaissances et le renforcement des capacités techniques, pour tenter de résoudre les problèmes exacerbés par le climat auxquels sont confrontées les entreprises agricoles du Tadjikistan.

### Encadré 6. Chaînes de valeur sylvicoles démocratiques et contrôlées localement : (mondial) enseignements du Mécanisme Forêts et Paysans<sup>50</sup>

Les ressources forestières sont vitales à de multiples niveaux. Au niveau local, elles peuvent fournir un revenu, de la nourriture, de l'eau potable, de l'énergie d'origine ligneuse, des matériaux de construction, des sols fertiles, des produits médicinaux et cosmétiques et des services récréatifs. Au niveau mondial, elles assurent une atténuation des effets du changement climatique, la conservation de la biodiversité et elles jouent un rôle clé dans la régulation des cycles d'eau et de minéraux.

Il existe environ 1,5 milliard de producteurs sylvicoles et agricoles dans les pays en développement, qui gèrent 500 millions d'exploitations familiales et environ 30 % des terres forestières du Sud. Ces exploitants familiaux, populations autochtones, communautés, petits producteurs et transformateurs représentent 90 % des paysans du globe et fournissent environ 80 % des denrées alimentaires en Asie et en Afrique

subsaharienne. Ils constituent une grosse proportion de la population rurale pauvre et la plupart d'entre eux sont fortement tributaires des forêts adjacentes ou cultivent des arbres et produits associés sur leurs terres.

Le Mécanisme Forêts et Paysans (en anglais *Forest and Farm Facility* – FFF) finance des accords de partenariat et des petites bourses et il procure une assistance technique — telle qu'un appui au plaidoyer, un partage d'information, une formation en analyses et développement de marché, l'incubation et l'appui aux entreprises, l'accès aux services financiers et les programmes sociaux, l'apprentissage et les visites d'échanges ainsi que le renforcement des liens avec les fédérations régionales et internationales — pour faciliter l'organisation de producteurs forestiers et agricoles en collectifs et en organisations de producteurs afin qu'ils puissent s'engager avec les pouvoirs publics aux

niveaux local, national, régional et international. Cette agrégation et cette organisation à grande échelle ont contribué à renforcer les voix et les pouvoirs locaux, permis aux membres de partager leurs connaissances et leurs expériences, favorisé un plus grand engagement dans le plaidoyer politique, sécurisé le régime foncier et les droits d'accès à la forêt, aux terres et aux autres ressources naturelles, amélioré la gestion des forêts et des exploitations et élargi le marché et créé des entreprises.

Ces organisations de producteurs ont pu participer de manière plus efficace à des plateformes politiques multipartites afin de nouer un dialogue avec les pouvoirs publics sur les droits aux ressources des exploitations forestières locales, l'accès au marché et le soutien technique. Cela a permis de relier les voix locales et l'apprentissage aux discours nationaux et mondiaux sur les objectifs de développement, le financement et les échanges grâce à la communication, des processus participatifs sérieux et un partage d'information.

La fédération des organisations a également amélioré le bien-être des producteurs forestiers et agricoles et a favorisé la réalisation des ODD et de l'Accord de Paris. Un résultat clé du processus a été de meilleurs résultats mis en place à l'échelle du territoire en matière d'atténuation, d'adaptation et de résilience face au changement climatique grâce à un savoir technique amélioré, un engagement direct des organisations de producteurs et une intégration dans les approches de subsistance inclusives.

### **Enseignements à l'intention des PMA**

**Les exploitations sylvicoles et agricoles démocratiques et localement contrôlées peuvent durablement fournir des biens à l'échelle locale et mondiale tout en protégeant les moyens d'existence des communautés locales.** Cette approche soutient le développement d'un environnement politique porteur qui aide la population locale à sécuriser un régime forestier commercial. L'approche soutient également la mise à

l'échelle de modèles économiques plus durables, où les producteurs peuvent donner la priorité au bien-être plutôt qu'aux intérêts commerciaux et où le partage des connaissances et le transfert du savoir technique contribuent à une meilleure gestion du territoire, ce qui débouche sur des avantages pour le climat par le biais de techniques agricoles améliorées avec des émissions moindres et une résilience accrue.

### **La démocratisation des entreprises forestières encourage la transparence et des actions localement responsables.**

Investir dans les droits, l'accès au marché, des capacités techniques et de gestion et une organisation sociale permettra de garantir le succès de la foresterie contrôlée localement. Même si elle ne peut pas fournir un rendement financier concret, elle créera les conditions nécessaires pour encourager l'investissement dans une gestion améliorée des forêts, des installations de transformation et une capacité de commercialisation – autant d'attributs qui produiront des recettes financières. Créer des groupes de producteurs et des coopératives encourage les producteurs à s'approprier les chaînes de valeur et à les renforcer.

### **Développer des chaînes de valeur d'organisations de producteurs forestiers et agricoles crée une collaboration horizontale robuste qui soutient d'autres groupes et d'autres acteurs de l'économie locale et des territoires résilients au climat sur la durée.**

Faciliter le partage de connaissances et le soutien technique et financier des producteurs en favorisant le regroupement en collectifs de producteurs a permis de soutenir l'adaptation locale au changement climatique et l'atténuation de ses effets tout en contribuant à protéger la biodiversité et à maintenir la fertilité du sol à long terme sans intrants chimiques coûteux qui risquent de détériorer la ressource. Cela a également permis d'aider à conserver les nappes phréatiques par une meilleure régulation et en évitant les méthodes agricoles qui appauvrissent excessivement la ressource.

# 8. MÉCANISMES POUR PRODUIRE DES TERRITOIRES ET DES ÉCOSYSTÈMES RÉSILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Créer des territoires et des écosystèmes résilients au changement climatique, qui sont gérés de manière durable, moins vulnérables aux chocs et aux stress climatiques, et qui ont recours à des solutions fondées sur la nature.

## 8.1 Gestion du territoire

### Pourquoi se concentrer sur la gestion des écosystèmes et des territoires ?

- Les systèmes naturels fournissent des services écosystémiques qui sont essentiels pour le développement humain.
- La fonction des écosystèmes et les services écosystémiques se dégradent à travers le monde en raison des actions humaines.
- Les approches de gestion intégrée du territoire qui restaurent les écosystèmes et augmentent les services écosystémiques peuvent réduire la pauvreté, accroître la résilience face aux catastrophes et au changement climatique et soutenir les objectifs de l'Accord de Paris, les objectifs d'Aichi pour la biodiversité, le Cadre de Sendai et les ODD.

Les systèmes naturels fournissent des services écosystémiques qui sont essentiels pour le développement humain. Les services écosystémiques sont les avantages que les gens tirent des écosystèmes, notamment :

- Des services d'approvisionnement tels que l'alimentation, l'eau, le bois d'œuvre et les fibres
- Des services de régulation qui affectent le climat, les inondations, la maladie, les déchets et la qualité de l'eau
- Des services culturels qui procurent des avantages récréatifs, esthétiques et spirituels, et

- Des services de soutien tels que la formation du sol, la photosynthèse et le cycle des substances nutritives<sup>51</sup>.

Les humains ont sensiblement modifié la nature dans la plupart des points du globe et la majorité des écosystèmes et des indicateurs de biodiversité affichent un recul rapide<sup>2</sup>. Pour atteindre les ODD, nous devons mettre en œuvre des approches de gestion intégrée des territoires qui restaurent les écosystèmes, augmentent les services écosystémiques et réduisent la pauvreté dans le contexte d'un essor démographique qui atteindra 10 milliards de personnes d'ici à 2050. De telles approches sont des processus multipartites à grande échelle pour gérer durablement les écosystèmes et soutenir le développement économique local, les moyens d'existence et le bien-être. Elles englobent la gestion des bassins versants, la restauration des forêts et des territoires, les approches fondées sur les écosystèmes dans le secteur des pêches et de l'aquaculture, les pratiques agroécologiques et les incitations en faveur des services écosystémiques. Elles sont de nature multisectorielle et à plusieurs échelles, intégrant le savoir de différents secteurs et forgeant des coalitions entre différents groupes d'acteurs<sup>52</sup>.

Le mouvement en faveur d'une agriculture plus durable et d'une protection renforcée des forêts augmentera la prospérité, améliorera le capital naturel et soutiendra l'adaptation au changement climatique. Un virage en faveur d'une agriculture durable et la protection des forêts pourrait générer plus de cinq millions d'emplois et plus de 2 billions de dollars américains par an – la majorité des avantages intervenant dans les pays en développement – tout en restaurant le capital naturel que recèlent les terres agricoles, les forêts et les zones côtières pour aider les gens et les écosystèmes à s'adapter aux extrêmes climatiques futurs<sup>19</sup>.

Les femmes des PMA sont souvent tributaires des systèmes naturels pour leurs moyens d'existence et leur bien-être mais leur manque de droits fonciers et d'accès aux terres fait qu'elles sont aussi plus susceptibles que les hommes de dépendre de ressources communes. Compte

tenu de l'importance des systèmes naturels pour leurs moyens d'existence, il est vital que les femmes participent à la gestion du territoire, afin qu'elles puissent prendre des décisions face aux menaces qu'un changement climatique croissant fait peser sur leur bien-être.

## Enseignements tirés de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR

### Enseignements sur la gestion du territoire

- Les approches territoriales et les initiatives d'adaptation fondée sur les écosystèmes peuvent contribuer à réduire la sensibilité et l'exposition aux chocs climatiques.
- Les avantages de la territorialité se feront sans doute sentir sur une période prolongée.
- Ce genre d'approches travaille à différents niveaux pour produire des effets de grande portée.
- Il existe un niveau élevé d'appropriation locale des approches de gestion du territoire et d'adaptation fondée sur les écosystèmes, car elles œuvrent à renforcer la gouvernance des ressources naturelles aux niveaux national et infranational.
- Les approches territoriales qui facilitent et intègrent une collaboration et des modalités de gouvernance claires et partagées entre les autorités locales au niveau du territoire peuvent soutenir une territorialité qui englobe plusieurs juridictions et plusieurs territoires.

L'examen des données de l'initiative LIFE-AR a analysé 17 initiatives de gestion du territoire et d'adaptation fondée sur les écosystèmes pour comprendre comment nous pourrions accroître la résilience des populations face au changement climatique (voir le tableau 10). Cette section résume les principaux enseignements que nous avons tirés de ces initiatives et se penche en détail sur ceux dégagés du Projet de gestion intégrée des ressources en eau par bassin versant en Ouganda (encadré 7). Le

tableau 11 met en exergue les leçons tirées de plusieurs initiatives comprises dans l'analyse.

**Les approches prônant la territorialité et les initiatives d'adaptation fondée sur les écosystèmes peuvent contribuer à réduire la sensibilité et l'exposition aux chocs climatiques.** Les trois quarts des initiatives de cette catégorie ont aidé les populations à réduire leur sensibilité aux chocs climatiques. La plupart ont amélioré l'accès des populations aux services écosystémiques critiques qui soutiennent leurs moyens d'existence, comme l'eau pour l'irrigation, les pâturages pour que les éleveurs puissent nourrir leur bétail et les ressources forestières pour les populations qui travaillent dans les filières sylvicoles et pour améliorer la composition des sols dans les zones agricoles marginales. Dans certains cas, ces ressources peuvent se raréfier selon les scénarios climatiques futurs – par exemple, l'eau dans les zones en butte à la sécheresse. Dans d'autres, l'accès à ces ressources peut aider les populations à mieux gérer les futurs chocs climatiques – par exemple, la hausse des revenus tirés des filières sylvicoles. Les deux scénarios soulignent le besoin d'approches de gestion des territoires et des écosystèmes sur la durée afin de soutenir la résilience à long terme. Plus de la moitié des initiatives ont aidé les populations à réduire leur exposition aux chocs climatiques, et beaucoup travaillent à restaurer les écosystèmes dégradés de manière qu'ils puissent absorber les impacts des chocs climatiques et limiter l'exposition des populations. Outre le fait que cela soutient les objectifs de résilience de l'Accord de Paris, avoir recours à l'adaptation fondée sur les écosystèmes pour réduire l'exposition des populations aux chocs climatiques peut aussi aider les pays à réaliser les objectifs d'Aichi pour la biodiversité et à atteindre les buts du Cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe.

Les écosystèmes prennent des années pour se régénérer et fournir des services écosystémiques qui sous-tendent la résilience. Par conséquent, **il est probable que les avantages des initiatives de gestion du territoire et d'adaptation fondée sur les écosystèmes se feront sentir sur une période prolongée.** D'après l'initiative LIFE-AR,

Tableau 10. Initiatives pour produire des territoires et des écosystèmes résilients au changement climatique étudiées dans le cadre de l'examen des données LIFE-AR

Type d'initiative	Exemples
Approches par gestion intégrée du territoire pour gérer les ressources en eau	<b>Gestion intégrée des ressources en eau par bassin versant (Ouganda)*</b> Gestion transfrontalière (Bassin du fleuve Niger) Gestion de bassin fluvial (Angola, Mali, Sri Lanka) Gestion de l'eau douce (Maldives)
Gestion des forêts/améliorer la productivité agricole par la gestion forestière à grande échelle et le verdissement	Boisement du littoral (Bangladesh) Restauration de la mangrove (Fidji) Gestion forestière à l'échelle nationale (Bhoutan) Sustainable Land Management Programme [Programme de gestion durable des terres] (Éthiopie) Régénération naturelle gérée par les paysans (Niger) Adaptation fondée sur les écosystèmes dans le bassin du fleuve Gambie (Gambie)
Autres approches territoriales	Décentralisation des fonds climat (Kenya, Mali, Sénégal, Tanzanie) Gestion des pâturages (Afrique du Sud, Éthiopie) Gestion des zones côtières pour sécuriser l'accès à l'eau (Maldives) Gestion des zones humides (Ouganda) Adaptation fondée sur les écosystèmes urbains (Afrique du Sud)

\* Voir l'encadré 7 pour une étude de cas détaillée et les enseignements à l'intention des PMA

des signes convaincants suggèrent que les responsables politiques travaillent à l'obtention d'une résilience à long terme, avec de nombreuses initiatives qui intègrent des approches territoriales dans des processus de planification à long terme. Au Bhoutan, par exemple, un projet du FVC travaille sur 14 ans pour améliorer la gestion et la dotation en ressources des aires protégées. De même, aux Maldives, un projet quinquennal produit un modèle sur 35 ans pour sécuriser les ressources en eau jusqu'en 2050. Au niveau des villes, Durban œuvre avec de nombreuses parties prenantes pour identifier des actions clés afin de renforcer la résilience à long terme dans la planification urbaine.

**Les approches territoriales et les initiatives d'adaptation fondée sur les écosystèmes travaillent à différents niveaux de gouvernance pour soutenir de manière holistique la gestion des territoires et des écosystèmes qui chevauchent un certain nombre de juridictions ou de zones afin de produire des impacts de grande portée.** Leur approche de gestion intégrée des ressources naturelles sur des écosystèmes entiers veille à ce que les avantages des services écosystémiques couvrent de vastes superficies et un grand nombre de gens. Pour produire des impacts de grande portée, la plupart des approches territoriales sont intégrées verticalement dans le processus de planification aux niveaux national et infranational. Ces approches doivent aussi favoriser l'intégration horizontale aux niveaux infranationaux,

en traversant les frontières administratives, ce qui implique des partenariats avec différents ministères et départements sectoriels et la promotion d'une collaboration avec différents groupes d'acteurs, y compris les pouvoirs publics, les communautés, la société civile, le secteur privé et les chercheurs. En se servant d'un territoire ou d'une ressource spécifique comme point d'ancrage pour une planification résiliente, les initiatives que nous avons passées en revue ont pu chevaucher plusieurs juridictions et gérer les ressources à grande échelle. L'initiative de gestion intégrée des ressources en eau par bassin versant en Ouganda (encadré 7) et le programme national de gestion forestière du FVC au Bhoutan (tableau 11) montrent comment certains pays ont géré cette collaboration complexe entre juridictions politiques et administratives dans la pratique.

**Il existe un niveau élevé d'appropriation locale des approches de gestion du territoire et d'adaptation fondée sur les écosystèmes, car elles œuvrent à renforcer la gouvernance des ressources naturelles aux niveaux national et infranational.** Une forte mobilisation des parties prenantes dans la gouvernance à différents niveaux a soutenu l'intégration verticale institutionnalisée et la collaboration horizontale. Presque toutes les

initiatives de cette catégorie ont été conçues ou mises en œuvre par des acteurs infranationaux. Beaucoup de pays ont développé des cadres politiques ou des stratégies au niveau national pour améliorer la gestion d'une ressource donnée – par exemple, la gestion des forêts au Bhoutan, l'eau potable aux Maldives, l'irrigation au Sri Lanka ou les zones humides en Ouganda. Ces programmes ont souvent été cofinancés et soutenus par des bailleurs de fonds bilatéraux ou internationaux comme le FVC, et mis en œuvre par des autorités nationales et infranationales qui travaillent sans se soucier des frontières sectorielles ou administratives pour améliorer la gestion à long terme des ressources naturelles. Plus de la moitié soutenait aussi les autorités locales pour gérer et réguler l'utilisation des ressources naturelles, en renforçant les connaissances et les pratiques locales pour garantir une participation locale à la gouvernance des ressources naturelles. Cela a pris différentes formes en différents lieux. En Afrique du Sud, la ville de Durban rassemble une foule de parties prenantes pour intégrer la résilience dans la planification urbaine. Aux Fidji, le conseil municipal a réalisé un exercice d'analyse coûts-avantages avec consultation d'un grand nombre de parties prenantes afin de prendre des décisions d'urbanisme à long terme.

Tableau 11. Questions à prendre en compte pour obtenir des territoires et des écosystèmes résilients au changement climatique

Question	Exemple	
<p>Décentraliser le financement de l'action climatique pour soutenir des résultats à l'échelle des territoires</p>	<p>Décentralisation des fonds climat (DFC) <b>Kenya, Mali, Sénégal, Tanzanie</b><sup>53</sup></p>	<p>L'approche DFC, telle qu'abordée en détail dans l'encadré 8, établit un mécanisme à l'échelle des pays pour acheminer les fonds climat jusqu'aux collectivités locales. L'approche facilite des investissements localisés et soutient la gestion des territoires et des écosystèmes locaux en comblant le fossé entre les systèmes de planification informels ou coutumiers qui sont en place au niveau des territoires et les systèmes de planification formels dirigés par une foule d'autres priorités. Piloté au Kenya, au Mali, au Sénégal et en Tanzanie, le mécanisme DFC utilise des outils participatifs de planification de la résilience qui permettent aux communautés locales d'articuler des priorités et de choisir des investissements d'adaptation, en abordant la gestion des écosystèmes de manière holistique dans le cadre du processus de planification gouvernemental décentralisé existant. Ainsi, en Tanzanie, cette approche a été dirigée par le Bureau du Président pour l'Administration Régionale et les Collectivités Locales (en anglais PO-RALG), avec le soutien du Département britannique du développement international et elle travaille par le biais d'un consortium d'institutions gouvernementales et non gouvernementales. Entre 2016 et 2018, PO-RALG a établi un fonds d'adaptation au changement climatique dans les districts de Monduli, Longido et Ngorongoro, grâce auquel 35 investissements pour le renforcement de la résilience sont désormais opérationnels. Ces projets sont spécifiques au contexte, axés sur des priorités définies par les communautés, en investissant dans des environnements propices à des moyens d'existence résilients, par le biais, par exemple, d'une amélioration de la santé du bétail et de l'accès à l'eau ; ils créent ainsi une appropriation communautaire sérieuse et propice à l'efficacité et la transparence des interventions climatiques au niveau du territoire.</p>
<p>Utiliser les approches de gestion du territoire et d'adaptation fondée sur les écosystèmes pour réduire la sensibilité aux chocs climatiques</p>	<p>Chaînes de valeur résilientes au changement climatique <b>Gambie</b><sup>54</sup></p>	<p>Le changement climatique exacerbe les effets de la pauvreté en Gambie, où l'adaptation des écosystèmes à grande échelle devient nécessaire pour renforcer la résilience au climat des communautés rurales dont les moyens d'existence sont menacés par les impacts du changement climatique. En réponse à cette menace, la Gambie adopte progressivement une économie durable fondée sur les ressources naturelles, au moyen d'une gestion des ressources naturelles rigoureuse et fondée sur des données probantes. Pour ce faire, elle met en œuvre une adaptation à grande échelle fondée sur les écosystèmes à l'intérieur et à proximité des zones agricoles, des réserves forestières gérées par les communautés et des aires de conservation de la vie sauvage. Cela comprend la restauration des forêts et des territoires agricoles dégradés grâce à des espèces végétales résilientes au climat qui fournissent des biens destinés à la consommation ou à la vente ainsi que l'établissement d'entreprises fondées sur les ressources naturelles gérées par les communautés et commercialement viables. L'utilisation d'approches d'adaptation fondée sur les écosystèmes contribuera à protéger l'environnement et facilitera le développement d'une économie durable fondée sur les ressources naturelles qui renforce la résilience climatique des communautés locales en stimulant les approvisionnements en ressources et en fortifiant les économies locales. Cela réduit la sensibilité des communautés locales aux chocs climatiques futurs. La Gambie intègre l'adaptation fondée sur les écosystèmes dans la planification au niveau du pays, des districts et des villages.</p>

Question	Exemple	
Utiliser les approches de gestion du territoire et d'adaptation fondée sur les écosystèmes pour réduire l'exposition aux chocs climatiques	Restauration des mangroves à Lami <b>Fidji</b> <sup>55</sup>	<p>La ville de Lami, sur l'île Viti Levu des Fidji, a entrepris une analyse coûts-avantages afin d'identifier les options d'adaptation au changement climatique pour réagir aux menaces posées par des tempêtes plus fréquentes et de plus forte intensité. L'équipe chargée de l'analyse – constituée de personnel du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement, de Conservation International et d'ONU-Habitat en étroite consultation avec le conseil municipal de Lami Town – a identifié plusieurs options, y compris une gamme de solutions d'ingénierie et d'adaptation fondée sur les écosystèmes. En se servant d'informations sur les dégâts provoqués par les inondations dans les villes voisines de Ba et Nadi et de données sur la ville de Lami, l'équipe a calculé le coût de l'inaction afin d'établir une référence. Elle a inclus les pertes pour les ménages et les entreprises et le coût des réparations publiques, des approvisionnements de secours, des soins de santé et des dépenses d'éducation dans leurs estimations des dégâts.</p> <p>Après s'être entretenue d'une plus grande liste d'options d'adaptation avec le conseil municipal de Lami, l'équipe a identifié un sous-ensemble d'options d'adaptation et elle a élaboré quatre scénarios d'actions prédéfinies. À partir de ces scénarios, le conseil a choisi de mettre en œuvre deux interventions « sans regret » – « la plantation de mangroves sur les plages de sables » et « le défrichement évité dans les zones à forte érosion » – ce qui a permis de réduire l'exposition aux impacts des inondations.</p>
Utiliser le savoir traditionnel et travailler sur des calendriers prolongés	Régénération naturelle gérée par les paysans <b>Niger</b> <sup>56</sup>	<p>La régénération naturelle gérée par les paysans est une méthode de restauration des environnements dégradés mise en œuvre sur de longues périodes, pour les ramener à la santé et la productivité. Il s'agit d'une pratique de développement compatible avec le climat qui est née d'un partenariat entre les parties prenantes locales (paysans), les experts extérieurs et les supporters. La pratique adapte des méthodes centenaires de gestion des essences d'arbre capables de former rapidement des rejets pour produire des récoltes d'arbres continus afin de s'approvisionner en combustible, matériaux de construction, denrées alimentaires et fourrage – sans avoir besoin de procéder fréquemment à de nouvelles plantations coûteuses. De cette façon, les pratiques et le savoir traditionnels ont soutenu la régénération et l'utilisation des ressources forestières de manière durable, en évitant les pratiques intensives et la surexploitation. Le respect de la sagesse locale est la clé du succès car les paysans jouent un rôle essentiel dans l'expérimentation, l'innovation et la communication des avantages possibles en prônant un changement de comportement.</p> <p>L'approche est avant tout impulsée par la communauté. Les paysans sont les principales parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de la pratique et les groupements de producteurs et associations villageoises jouent un rôle important dans le transfert de connaissances et autres facteurs propices à favoriser l'adoption au sein des paysans. La politique gouvernementale et le soutien de l'investissement public ont aussi été décisifs dans la facilitation de l'adoption généralisée de la régénération naturelle gérée par les paysans.</p> <p>Depuis 1983, la pratique s'est propagée sur cinq millions d'hectares, soit 50 % des terres arables du pays, ce qui représente la plus grande transformation positive de l'environnement en Afrique au cours des cent dernières années. La pratique a donné des résultats spectaculaires au Niger sur le plan de l'accroissement des récoltes. Dans certaines communautés, cela a sensiblement raccourci la période de disette annuelle – lorsque les stocks de denrées alimentaires sont épuisés – qui est passée de six mois ou plus à deux ou trois mois et même à zéro dans certains endroits.</p>

Question	Exemple	
<p>Renforcer les capacités nationales et locales de gestion et de financement dans la conception de projet</p>	<p>Bhoutan for Life <b>Bhoutan</b><sup>57</sup></p>	<p>Le Bhoutan gère 51 % de son territoire dans le cadre de son réseau d'aires protégées. Un projet sur 14 années a été conçu en guise de passerelle de financement qui aidera le pays à accélérer la gestion de ses aires protégées. Le gouvernement augmente progressivement son propre financement et sa propre gestion pour devenir autosuffisant d'ici à la fin du projet.</p> <p>À court terme, le projet permet au Bhoutan de commencer tout de suite à moderniser sa gestion des ressources naturelles sur la moitié de son territoire, en tenant expressément compte des impacts du changement climatique par le biais d'une adaptation fondée sur les écosystèmes pour soutenir des moyens d'existence durables et accroître la résilience des communautés et des écosystèmes tout en maintenant les puits et la séquestration de carbone. À long terme, le projet vise à développer les ressources humaines et budgétaires du Bhoutan pour qu'il puisse gérer durablement son système d'aires protégées sans assistance, en respectant ses objectifs d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et en renforçant la résilience au changement climatique pour le bien des populations et de la nature.</p> <p>Les modalités financières du projet sont fondées sur des modèles économiques utilisés pour organiser et financer de gros projets complexes conçus pour fournir des assurances aux investisseurs comme aux bénéficiaires. Il s'agit d'un modèle financier innovant bâti autour d'un fonds d'amortissement pour soutenir une gestion améliorée des aires protégées du pays tout en donnant au gouvernement le temps et les ressources requises afin d'identifier et de sécuriser les revenus à long terme dont il a besoin pour maintenir ces améliorations de gestion.</p>
<p>Travailler à différents niveaux pour produire des effets de grande portée</p>	<p>Gestion transnationale de l'accès à l'eau dans le bassin du fleuve Niger <b>Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigéria, Tchad</b><sup>58</sup></p>	<p>Les taux élevés d'essor démographique, la dégradation et les pressions d'exploitation des terres, l'évolution des régimes pluviométriques, la plus grande fréquence et l'intensité accrue des sécheresses et les conflits liés aux ressources naturelles ont miné la résilience des communautés du bassin du Niger, perturbant les moyens d'existence et provoquant des famines et des taux de mortalité élevés.</p> <p>Pour promouvoir une croissance résiliente au changement climatique dans le bassin, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, le FEM, le FVC et les gouvernements affectés ont alloué un financement destiné au Programme de développement intégré et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger.</p> <p>Ce programme améliore la résilience des populations et des écosystèmes dans le bassin grâce à une gestion durable des ressources naturelles en réduisant l'envasement du fleuve Niger, en augmentant l'adaptabilité des populations au changement climatique, en améliorant la gestion des ressources naturelles et la gestion intégrée des écosystèmes, en protégeant la biodiversité et en restaurant la fertilité des sols. Il a également mis en place un mécanisme de paiement pour des services environnementaux et un fonds pour l'adaptation.</p> <p>Le programme améliore la gestion et la restauration des habitats naturels et il les protège de la variabilité et du changement climatique ; génère et utilise des informations sur le climat dans la prise de décision ; augmente la capacité adaptative et réduit l'exposition aux risques climatiques ; augmente la prise de conscience des menaces climatiques et des processus de réduction des risques ; et améliore la gestion des terres et des forêts qui contribuent à la réduction des émissions.</p>

Question	Exemple	
Niveaux élevés d'appropriation locale pour renforcer la gouvernance des ressources naturelles aux niveaux national et infranational	Planification de la résilience au niveau municipal à Durban <b>Afrique du Sud</b> <sup>59</sup>	<p>L'initiative des 100 Resilient Cities (100RC) se concentre sur un appui aux villes pour qu'elles deviennent plus résilientes aux difficultés physiques, sociales et économiques auxquelles sont confrontées les communautés urbaines. En 2013, Durban a été parmi les 33 premières villes à participer à l'initiative.</p> <p>100RC aide les villes à adopter et à incorporer la résilience aux chocs (séismes, incendies, inondations, etc.) et aux stress cycliques, comme la pression sur les services.</p> <p>Durant la phase de cadrage en 2014, un exercice participatif a identifié 18 problèmes clés de résilience auxquels était confrontée la ville de Durban, et tous ont été pris en compte dans la phase suivante d'élaboration d'une stratégie. Les difficultés ont été regroupées selon six thématiques : gouvernance ambitieuse et participative ; ville centrée sur la connaissance ; aménagement des espaces innovant ; ville durable et écologique ; économie catalytique et transformationnelle ; et société équitable et inclusive.</p> <p>Tout en élaborant le programme 100RC de la ville, l'équipe de Durban a continué de mobiliser un large éventail de parties prenantes locales, y compris une équipe technique municipale transsectorielle, un leadership municipal et politique, un groupe de penseurs critiques issus de l'intérieur et de l'extérieur de la municipalité et une grande variété de parties prenantes, telles que des institutions tertiaires, des ONG, des entreprises et des membres du public pour veiller à ce que le processus d'élaboration d'une stratégie pour la résilience représente bien les difficultés auxquelles est confrontée Durban.</p>

### Encadré 7. Gestion intégrée des ressources en eau par bassin versant : enseignements d'Ouganda<sup>60</sup>

L'Ouganda a décentralisé sa gestion des ressources en eau afin de maximiser les avantages socioéconomiques tirés du développement et des ressources liées à l'eau et du développement, en déléguant divers mécanismes de coordination et de mise en œuvre du niveau national au niveau des régions, des bassins versants, des districts et des communautés. Il a établi quatre zones de gestion de l'eau, sur la base des bassins versants naturels du pays – Victoria, Albert, Kyoga et Nil supérieur – avec des organisations de gestion des bassins sous leur tutelle. Celles-ci ont différentes structures de gouvernance, y compris des forums de parties prenantes, des comités de gestion de bassin versant et un secrétariat. Parmi les activités qui leur incombent figurent la réalisation d'analyses des parties prenantes et de la situation des ressources en eau et la préparation des plans de gestion des bassins. Toutes les activités sont impulsées par les

parties prenantes, les acteurs compétents étant chargés de la mise en œuvre des plans de gestion des bassins.

Cette restructuration suivait les recommandations d'une étude pour la réforme de la gestion des ressources en eau, qui avait trouvé que la planification et la gestion des ressources en eau étaient plus efficaces lorsqu'elles étaient réalisées à l'échelon le plus bas possible et en fonction des bassins versants plutôt que selon les limites administratives.

Cette approche est essentielle pour le renforcement de la résilience climatique des ressources en eau de l'Ouganda. Les plans de gestion des bassins – préparés au niveau des bassins versants suivant un cadre de 2010 – renferment des investissements prioritaires et des mesures de gestion pour protéger et restaurer

les bassins versants tout en améliorant les moyens d'existence des populations. Les zones de gestion divisent leurs activités en trois grandes thématiques : le suivi opérationnel des ressources en eau au niveau de la zone et la gestion des informations, l'octroi de licences et la réglementation ; la planification intégrée des ressources en eau par bassin versant ; et la mise en œuvre des plans de gestion des ressources en eau fondée sur les bassins versants.

### **Enseignements à l'intention des PMA**

**Le financement public soutient un processus à long terme impulsé par le pays.** Depuis la création et l'opérationnalisation des zones de gestion de l'eau, le gouvernement a alloué des fonds à la gestion intégrée des ressources en eau fondée sur les bassins versants dans le cadre du budget de l'exercice accordé au Ministère de l'Eau et de l'Environnement. Cela a permis aux structures décentralisées au niveau des régions, des bassins, des districts et des communautés de mettre en œuvre des activités tout en veillant à ce que les mécanismes soient intégrés dans les structures nationales et en maintenant le processus à long terme et impulsé par le pays. Un financement supplémentaire est venu des ONG, du secteur privé, de fonds spéciaux d'affectation et des partenaires du développement, y compris la FAO, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), PRONTOS, le Fonds mondial pour la nature (WWF), Rain International, l'Institut international pour

la reconstruction rurale (IIRR), l'Université Makerere, l'Autorité nationale des forêts et le Département pour la gestion des zones humides.

### **Un système décentralisé de gestion intégrée des ressources en eau par bassin donne aux autorités une vue d'ensemble plus robuste des ressources en eau.**

En ancrant le système de gouvernance de l'eau dans les bassins versants naturels du pays, les autorités intégrées verticalement peuvent adopter une vision holistique des ressources en eau et peuvent voir comment les différentes activités exercent un impact sur l'ensemble des ressources. Conjugué à la structure de gouvernance sur plusieurs niveaux, cela permet aux autorités de coordonner les actions selon un système logique.

### **L'approche intégrée fondée sur les bassins versants met en valeur les forums participatifs multipartites, la participation des communautés et des partenariats faisant intervenir toutes les parties prenantes pertinentes dans la gestion de l'eau.**

La mise en œuvre de la gestion des ressources en eau par bassin repose sur une approche en partenariat où le Directeurat de la gestion des ressources en eau du ministère de l'Eau et l'Environnement noue un dialogue avec d'autres organisations pertinentes, des partenaires du développement et des ONG qui soutiennent et facilitent la mise en œuvre des activités des différentes zones de gestion de l'eau. Les organisations de gestion des bassins élaborent les plans de gestion des bassins, qui sont mis en œuvre par toutes les parties prenantes pertinentes.

# 9. MÉCANISMES D'APPUI AUX QUESTIONS TRANSVERSALES POUR ARRIVER À LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU SEIN DES PMA

Créer un environnement favorable qui soutient des populations, des économies, des territoires et des écosystèmes résilients au changement climatique en adoptant une approche concertée en matière de planification, de financement et d'information sur le climat, par une appropriation locale des initiatives et en intégrant l'adaptation au changement climatique dans les systèmes gouvernementaux.

## Pourquoi se concentrer sur la création d'un environnement favorable ?

- Une approche plus concertée de la planification et du financement de l'action climatique et des services d'informations sur le climat créera un environnement favorable propice au renforcement de la résilience.
- Les PMA sont des leaders mondiaux dans l'intégration du changement climatique dans leurs politiques et plans nationaux et peuvent trouver en cela des fondations solides pour mettre en œuvre leur vision.
- Les PMA ont besoin de niveaux supérieurs de financement de l'action climatique pour investir dans leurs institutions et leurs systèmes en vue de la résilience et la réduction de la pauvreté, en particulier au niveau local.
- Le renforcement de l'accessibilité et de l'usage des services d'informations sur le climat est essentiel pour améliorer la prise de décision à tous les niveaux pour que les choix de développement soient robustes pour tous les climats futurs envisagés.

En renforçant l'utilisation efficace des informations sur le climat et les approches pour dissiper la profonde incertitude au niveau des décisions de planification et de financement, les PMA peuvent créer un environnement propice au renforcement de la résilience au changement climatique<sup>61</sup>. Cela peut servir de socle au soutien d'initiatives que l'on pourra s'approprier à l'échelle nationale sous l'égide de LIFE-AR et qui permettront la réalisation de l'Accord de Paris et l'atteinte des ODD.

Les PMA sont des leaders mondiaux dans l'élaboration de politiques et de plans d'adaptation au changement climatique. Au cours des 20 dernières années, nous sommes devenus chefs de file dans l'élaboration de réponses nationales d'adaptation au changement climatique. Nombre d'entre nous ont développé des plans climatiques au niveau national et intégré le changement climatique dans leurs processus nationaux de planification du développement. Comme indiqué dans la section 3, chacun des 47 PMA dispose de programmes d'action nationaux pour l'adaptation ; 42 ont élaboré des CDN et plusieurs sont en passe de rédiger leur PNA. Cette vaste expérience et les capacités techniques pour planifier le changement climatique fournissent le socle idéal pour mettre en œuvre notre vision.

Mais nous avons besoin de niveaux supérieurs de financement de l'action climatique pour investir dans l'adaptation et la résilience. D'ici à 2030, le coût de l'adaptation pourrait atteindre jusqu'à 300 milliards de dollars américains par an ; d'ici à 2050, il pourrait grimper à 500 milliards de dollars<sup>62</sup>. Les niveaux actuels de financement de l'adaptation sont très cruellement inférieurs à ces besoins : en 2016, 22 milliards de dollars seulement ont été investis mondialement dans l'adaptation au changement climatique<sup>63</sup>. Le financement doit aussi atteindre le niveau local pour que les populations vulnérables puissent investir dans des initiatives de

Tableau 12. Initiatives pour renforcer la planification, le financement de l'action climatique et la fourniture d'information sur le climat étudiées dans le cadre de l'examen des données LIFE-AR

Type d'initiative	Initiatives examinées	Exemples
Planification résiliente au changement climatique	60	<p>Au niveau national : planification générale de l'action climatique (Kiribati, Zambie)</p> <p>Au niveau sectoriel : eau (Afghanistan, Maldives, Ouganda) ; santé (Tanzanie) ; foresterie (Bhoutan)</p> <p>Au niveau infranational : résilience des infrastructures urbaines (Vietnam, Afrique du Sud, Philippines, Inde) ; plans d'action locaux pour l'adaptation (Népal)</p> <p>Au niveau du territoire : bassins hydrographiques (Ouganda) ; approche par bassin versant (Mali)</p> <p>Au niveau des entreprises : chaînes de valeur agricoles (Gambie, Népal)</p>
Approches de financement de l'action climatique	27	<p><b>Fonds climat infranationaux : DFC (Kenya, Tanzanie, Mali, Sénégal)*</b></p> <p>Protection sociale (Équateur, Éthiopie, Kenya, Philippines, Ouganda)</p> <p>Assurance : agriculture (Inde) ; élevage (Kenya)</p> <p>Chaînes de valeur résilientes au changement climatique : énergie (Bangladesh, Tadjikistan) ; élevage (Éthiopie)</p>
Fourniture et utilisation d'informations sur le climat	34	<p>Intégration de l'information sur le climat dans les politiques sectorielles à long terme (Vanuatu, Belize)</p> <p>Approches de gestion des risques de catastrophe : financement fondé sur les prévisions climatiques (Bangladesh, Mongolie)</p>

\* Voir l'encadré 8 pour une étude de cas détaillée et les enseignements à l'intention des PMA

résilience au changement climatique qui répondent à leurs propres besoins. Il n'existe guère de données fiables sur la quantité de financement de l'action climatique qui est acheminée aux niveaux infranationaux, mais les estimations initiales suggèrent que moins de 10 % atteignent effectivement le niveau local<sup>6</sup>.

Renforcer l'accessibilité et l'utilisation des services d'informations sur le climat peut aider les PMA à s'attaquer

aux risques de changement climatique et à renforcer la résilience. Des services météorologiques et climatiques opportuns, exploitables et sur mesure sont fondamentaux pour relever les défis que soulève le changement climatique. Beaucoup de parties prenantes – qu'il s'agisse de planificateurs gouvernementaux, de paysans, de travailleurs communautaires, de professionnels de la santé, de secouristes en cas de catastrophe ou de chercheurs – trouveront ce type de services utile<sup>64</sup>.

## 9.1 Enseignements tirés de l'examen des données de l'initiative LIFE-AR

### Enseignements sur les questions transversales

- Le renforcement des institutions des PMA en vue de la planification et du financement de l'action climatique et de la fourniture des services d'informations sur le climat est crucial pour engendrer une résilience à long terme.
- La planification et le financement de l'action climatique ainsi que les services d'informations sur le climat doivent être intégrés dans des systèmes publics de l'échelle nationale jusqu'au niveau local.
- Il est important de travailler sur l'ensemble des secteurs, des administrations publiques et des juridictions pour arriver à la résilience au changement climatique.

Toutes les initiatives que nous avons passées en revue déploient des efforts considérables pour renforcer la planification et le financement de l'action climatique ainsi que la fourniture d'informations sur le climat (voir le tableau 12). Plus de 80 % des initiatives ont adopté au moins l'une de ces trois approches en soutien à l'action climatique à long terme. Cette section résume les principaux enseignements que nous avons tirés de ces initiatives et se penche en détail sur ceux dégagés d'une initiative de décentralisation des fonds climat au Kenya, au Mali, au Sénégal et en Tanzanie (encadré 8), une démarche qui combine chacune des trois approches pour arriver à un investissement localisé. Le tableau 13 met en exergue les enseignements tirés de plusieurs initiatives comprises dans l'analyse.

## 9.2 Renforcement des institutions nationales

Le renforcement des institutions des PMA pour la planification, le financement de l'action climatique et la fourniture de services d'informations sur le climat est crucial pour arriver à une résilience à long terme. Les initiatives que nous avons passées en revue ont mis en évidence trois grandes approches pour le renforcement des institutions nationales afin d'arriver à des initiatives résilientes au changement climatique :

- Améliorer la gouvernance des interventions face au changement climatique en matière de planification, de gestion et de fourniture d'informations sur le climat
- Veiller à ce que les initiatives soient mises en œuvre par des acteurs nationaux, et
- Mobiliser un financement domestique pour financer des initiatives résilientes.

Les trois quarts des 79 initiatives de pays que nous avons passées en revue soutenaient la gouvernance nationale en matière de changement climatique. La plupart le faisaient soit en s'alignant sur les principales politiques, stratégies et plans gouvernementaux à l'échelle nationale ou infranationale, soit en renforçant les systèmes et processus de gouvernance ou encore en renforçant la gouvernance des ressources naturelles.

Les acteurs nationaux assument la direction des initiatives d'adaptation au changement climatique et mettent en œuvre 60 % d'entre elles. Il s'agit principalement des autorités nationales ou infranationales, avec des initiatives qui vont des grandes approches territoriales ou des systèmes de protection sociale, comme le MGNREGS en Inde, jusqu'à des initiatives de moindre envergure de conception d'infrastructures urbaines et de planification à l'échelle de la ville, comme les initiatives mises en œuvre à Dar es-Salaam et Durban. Un nombre significatif d'initiatives ont intégré des services d'informations sur le

climat dans des systèmes gouvernementaux ou sectoriels – par exemple, l’initiative nationale de Vanuatu pour intégrer l’information sur le climat dans les principaux processus de planification sectorielle (voir le tableau 13) et le développement de services météorologiques nationaux au Mozambique ou encore les systèmes d’alerte précoce en Gambie et au Vietnam. Les secteurs privés locaux mettent en œuvre un plus petit groupe d’initiatives, y compris des initiatives nationales d’assurance des risques dans l’agriculture ou l’élevage en Inde et au Kenya, des modèles économiques qui fournissent de l’énergie renouvelable par le biais de partenariats privés ou public-privé au Bangladesh, au Népal, en Tanzanie et au Tadjikistan ou encore des initiatives qui soutiennent le développement d’entreprises de moindre envergure (souvent sur le modèle des coopératives) dans les chaînes de valeur des ressources naturelles.

Les PMA renforcent les systèmes de financement intérieur, même si seule une poignée d’initiatives que nous avons passées en revue fournissaient un financement climat domestique pour renforcer la résilience au changement climatique. La moitié d’entre elles utilisaient des systèmes existants de fourniture de protection sociale pour acheminer le financement jusqu’aux bénéficiaires en cas de chocs climatiques ou de catastrophes naturelles. Par exemple, les Philippines ont utilisé le KC-NCDDP pour canaliser le financement aux communautés affectées par le typhon Haiyan. Dix-sept initiatives ont aussi renforcé les systèmes de gestion des finances publiques en vue d’une amélioration de la fourniture du financement climat – par exemple, à l’aide de codes budgétaires climat afin de surveiller et suivre le financement national de l’action climatique au Bangladesh et au Népal.

Certaines – y compris l’intégration de la résilience au changement climatique dans les secteurs de la gestion de l’eau et des ressources naturelles en Afghanistan, le programme de protection sociale MGNREGA en Inde et la relocalisation des communautés côtières vulnérables aux Fidji – ont utilisé un financement public national pour financer des actions résilientes au changement

climatique. La plupart (y compris le PSNP en Éthiopie et le HSNP au Kenya) ont été en grande partie financées par des bailleurs de fonds internationaux avec de petites contributions du secteur public national, bien que bon nombre d’entre elles, y compris le PSNP et le HSNP, aient tout de même pu bénéficier d’un niveau élevé d’appropriation gouvernementale des approches, malgré l’appui au financement. Dix pour cent des initiatives ont été financées par des partenariats public-privé avec le secteur privé national. Parmi celles-ci, on trouve les régimes d’assurances des risques agricoles et d’élevage en Inde et au Kenya ainsi que les initiatives portant sur les énergies renouvelables et autres technologies résilientes au changement climatique au Bangladesh, au Népal, en Tanzanie et au Tadjikistan.

### 9.3 Intégration verticale de l’échelle nationale au niveau local

L’intégration de la planification, du financement de l’action climatique et des services d’informations sur le climat dans les systèmes gouvernementaux de l’échelle nationale au niveau local est essentielle pour arriver à une résilience à long terme. Près des deux tiers des initiatives que nous avons passées en revue soutenaient l’intégration verticale des actions climatiques dans les systèmes de planification du gouvernement de l’échelle nationale au niveau infranational. Celles-ci comprenaient des interventions et des plans nationaux et sectoriels d’action climat qui intégraient les informations sur le climat à l’échelle nationale et infranationale dans les processus nationaux et sectoriels de planification, les initiatives de gestion du territoire, la planification urbaine et infrastructurelle et la fourniture de services de base.

Un quart des initiatives soutenaient également des approches d’acheminement du financement de l’échelle nationale au niveau local ; elles avaient différents types d’objectifs et différents mécanismes de livraison. Parmi elles figurent :

- Des programmes de protection sociale qui fournissent des transferts monétaires aux ménages qui ont intégré des mécanismes de financement du risque de catastrophe ou de réponse aux chocs climatiques à mettre à l'échelle en périodes d'urgence. Parmi celles-ci figurent l'initiative de protection sociale NUSAF III en Ouganda (voir l'encadré 3) et les initiatives de réponse aux chocs climatiques aux Philippines qui ont utilisé les circuits de financement existants pour apporter un secours humanitaire international aux niveaux infranationaux en réponse au typhon Haiyan (voir le tableau 3).
- Les programmes d'assurances des récoltes et du bétail, comme KLIP, qui transfèrent un financement au niveau local lorsque des seuils climatiques sont dépassés. KLIP met en relation des prestataires d'assurance, les pouvoirs publics et les communautés pastorales au Kenya pour fournir une couverture d'assurance subventionnée à l'intention des éleveurs qui sert d'indemnisation en cas de morts du bétail des suites de graves sécheresses.
- Des systèmes nationaux qui suivent les dépenses budgétaires infranationales liées au climat au Bangladesh et au Népal pour mesurer le pourcentage de financement public national pour l'action climatique dans tous les secteurs de dépenses du gouvernement.
- Des initiatives financées à l'échelle internationale qui fournissent des capitaux de démarrage pour un investissement résilient au climat au niveau local, comme CLIMADAPT au Tadjikistan et le programme de systèmes solaires domestiques d'IDCOL au Bangladesh. Ces initiatives financées par des bailleurs de fonds fournissent des capitaux aux banques et aux institutions de financement du développement qui offrent des technologies climato-intelligentes en utilisant des incitations financières spécialisées qui sont abordables pour les ménages à revenu faible ou intermédiaire.
- Les approches de planification locale comme le mécanisme DFC au Kenya, en Tanzanie, au Mali et au Sénégal où des acteurs infranationaux prennent des décisions sur des investissements localement pertinents résilients au changement climatique (voir l'encadré 8).

## 9.4 Collaboration horizontale entre les différents secteurs, acteurs et organes gouvernementaux

Il est également important de travailler sur l'ensemble des secteurs, des administrations publiques et des juridictions pour arriver à des initiatives résilientes au changement climatique. Plus de la moitié des initiatives que nous avons passées en revue ont favorisé une collaboration horizontale en adoptant une approche plurisectorielle du renforcement de la résilience. Les deux tiers d'entre elles ont travaillé sur l'ensemble des administrations publiques au niveau infranational pour fournir des interventions en matière de résilience, alors qu'un tiers ont travaillé avec les différents ministères au niveau national pour soutenir des interventions d'adaptation au changement climatique.

La nature et la portée de la collaboration entre les administrations publiques varient en fonction du type d'initiative et du contexte. Les initiatives touchant l'agriculture et les chaînes de valeur créent souvent des liens entre les services infranationaux de vulgarisation fournis par le ministère de l'Agriculture et d'autres administrations impliquées dans la promotion de l'irrigation, l'élevage, la gestion forestière, les pêches et l'aquaculture ainsi que les services météorologiques.

Les initiatives de gestion du territoire n'ont pas toutes le même niveau d'intégration horizontale en fonction du type de territoire en question – selon qu'il s'agit de forêts, de bassins versants, de pâturages, etc. Mais les approches territoriales transcendent souvent les juridictions politiques infranationales, par conséquent, elles nécessitent souvent une coordination entre les différents ministères techniques responsables des ressources spécifiques et des modalités de gouvernance partagées entre les unités administratives.

Les initiatives de protection sociale et de services de base sont moins tributaires de la collaboration horizontale au sein du gouvernement. Les initiatives de protection sociale s'intègrent surtout verticalement au sein d'un ministère, en particulier lorsqu'il s'agit de distribuer des transferts monétaires ou des pensions. Les systèmes de garantie d'emploi, en revanche, sont davantage susceptibles

d'impliquer une collaboration interministérielle au niveau infranational pour mettre en œuvre des projets de travaux publics qui nécessitent la coordination des projets infrastructurels avec d'autres ministères de tutelle au niveau local.

Pour arriver à une résilience au changement climatique à long terme, il faut nouer des partenariats avec un groupe hétérogène de parties prenantes. Les deux tiers des initiatives que nous avons passées en revue ont renforcé la résilience par le biais de partenariats avec différents groupes d'acteurs – y compris des autorités nationales et infranationales, le secteur privé, la société civile, les prestataires de services financiers, les agences météorologiques, les organisations de recherche, les communautés et les ménages. La nature exacte de la collaboration entre les groupes d'acteurs dépend du type d'initiative et du contexte local.

Les initiatives qui augmentent la prestation de **services de base** créent des partenariats avec les pouvoirs publics, les bailleurs de fonds, les agences humanitaires, la société civile, les fournisseurs d'infrastructures et de technologies, les communautés et les ménages pour améliorer l'accès à ces services. Cela englobe une planification interdépartementale pour la relocalisation des communautés aux Fidji (voir l'encadré 4), une collaboration avec différents acteurs pour mettre les bâtiments à l'épreuve des typhons au Vietnam (tableau 5) et une collaboration entre les bailleurs de fonds, les prestataires

de services financiers, les compagnies technologiques et les groupes d'épargne communautaires pour fournir des systèmes solaires domestiques au Bangladesh.

Les initiatives portant sur la **filière agricole climato-intelligente** inaugurées par des bailleurs de fonds multilatéraux et des ONG sont souvent conçues pour lier les producteurs, les services financiers, les fournisseurs de technologies et autres intrants, les agents gouvernementaux de vulgarisation, les agences météorologiques ou d'autres fournisseurs d'informations sur le climat, les acheteurs et les distributeurs travaillant le long de la chaîne de valeur pour améliorer la production et promouvoir l'intégration des marchés (voir le tableau 8).

Les initiatives de **gestion du territoire** tendent à créer des liens entre les autorités infranationales, les organisations communautaires et les groupes d'utilisateurs, la société civile, les services publics, les acteurs du secteur privé et les ménages pour régir l'utilisation et la gestion des ressources naturelles. Comme exemples de collaboration horizontale dans les approches territoriales, on peut citer la gestion transfrontière des ressources en eau dans le bassin du Niger, la gestion intégrée des ressources en eau fondée par bassin versant en Ouganda (voir l'encadré 3), les liens entre les acteurs de la chaîne de valeur pour la gestion des forêts en Gambie et la collaboration entre les autorités locales, la société civile et les communautés pour la gestion du territoire au niveau de la ville aux Fidji (voir le tableau 13).

Tableau 13. Questions à prendre en compte pour renforcer la planification, le financement de l'action climatique et la fourniture d'informations sur le climat

Question	Exemple	
<p>Clarifier la gouvernance du risque climatique et renforcer les capacités des institutions en fonction de leurs mandats</p>	<p>Kiribati Adaptation Programme (KAP) <b>Kiribati</b><sup>65</sup></p>	<p>KAP, le programme pour l'adaptation des Kiribati, visait à réduire la vulnérabilité des Kiribati au changement climatique, à la variabilité du climat et à la hausse du niveau de la mer en sensibilisant l'opinion au changement climatique, en évaluant et en protégeant les ressources en eau disponibles et en gérant les inondations.</p> <p>Pour y parvenir, les Kiribati ont entrepris des actions en vue d'améliorer la gestion des approvisionnements en eau ; les mesures de protection du littoral, telles que la replantation des mangroves et la protection des infrastructures publiques ; le renforcement des lois pour réduire l'érosion côtière ; et la planification de l'aménagement des communautés afin de réduire les risques individuels. Le programme a été mis en œuvre en trois phases.</p> <p><b>La Phase 1</b> a commencé le processus d'intégration de l'adaptation dans la planification économique nationale et elle a identifié des investissements pilotes prioritaires pour la Phase 2. Elle a également impliqué un processus exhaustif de consultation nationale et a été étroitement liée à la préparation de la Stratégie nationale de développement et des Plans opérationnels des ministères.</p> <p><b>La Phase 2</b> a mis au point et démontré le diagnostic systématique des problèmes liés au climat ainsi que la conception et la mise en œuvre de mesures d'adaptation au meilleur prix, tout en poursuivant l'intégration de la sensibilisation et la réactivité au risque climatique dans la planification économique et opérationnelle.</p> <p><b>La Phase 3</b> s'est servi des enseignements de la Phase 2 pour éclairer la conception et la préparation d'un programme élargi d'adaptation au changement climatique qui englobe des mesures de réduction des risques de catastrophe, étroitement liées aux initiatives d'adaptation au changement climatique des Kiribati.</p> <p>Une fois que le projet a officiellement pris fin, les pouvoirs publics ont continué leur mobilisation dans deux domaines prioritaires : la gestion des ressources en eau et la résilience du littoral. Leur programme national d'action pour l'adaptation a identifié ces éléments comme les priorités absolues du pays ; ce sont aussi les priorités des programmes pilotes KAPII mis en œuvre en conjonction avec les ministères.</p>

Question	Exemple	
<p>Intégration verticale du changement climatique dans la planification, le financement et les services d'informations sur le climat de l'échelle nationale jusqu'au niveau local</p>	<p>Intégration des informations sur le climat dans les principaux secteurs nationaux de <b>Vanuatu</b><sup>66</sup></p>	<p>Pour remédier à la vulnérabilité de Vanuatu à divers effets du changement climatique, le département des services météorologiques et des aléas géologiques du gouvernement travaille avec le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement pour planifier des politiques à long terme mais aussi informer et préparer l'opinion à gérer l'évolution attendue du climat.</p> <p>L'initiative élargira l'utilisation des services d'informations sur le climat, en s'attaquant aux manques d'information et aux besoins prioritaires aux niveaux national, provincial et communautaire par le biais de cinq secteurs ciblés, à savoir le tourisme, l'agriculture, les infrastructures, la gestion de l'eau et les pêches.</p> <p>Elle va générer, fournir et contextualiser des informations et des connaissances tirées des recherches sur le climat pour faciliter la prise de décision à tous les niveaux de la société. Cela jettera un éclairage sur l'adaptation à la variabilité et au changement climatique et fournira aux populations et aux organisations des connaissances et des informations climatiques opportunes et sur mesure qui pourront être utilisées pour réduire les pertes dues au changement climatique et accroître les avantages en protégeant les vies humaines, des moyens d'existence et des biens.</p> <p>L'initiative y parviendra en renforçant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capacités et les facultés des agents nationaux de développement pour accéder aux services d'informations sur le climat, les comprendre et les utiliser</li> <li>• Les services d'informations sur le climat, les communications, les productions de connaissances, les outils et les ressources pour une application pratique aux processus de développement</li> <li>• La fiabilité, la fonctionnalité, l'utilité et l'actualité des systèmes sous-jacents de fourniture de services d'informations sur le climat et les infrastructures de collecte de données, et</li> <li>• Les données scientifiques, les informations et les connaissances sur les conditions climatiques passées, présentes et futures, pour faciliter un développement innovant et résilient.</li> </ul>

## Encadré 8. Décentralisation des fonds climat : enseignements du Kenya, du Mali, du Sénégal et de la Tanzanie<sup>67</sup>

Le Kenya, la Tanzanie, le Mali et le Sénégal ont développé un mécanisme innovant pour veiller à ce que le financement climat atteigne ceux qui sont les plus vulnérables au changement climatique. Les gouvernements de ces pays utilisent l'architecture de la décentralisation pour établir des fonds infranationaux pour l'adaptation au climat qui investissent le financement de l'action climatique à l'échelle mondiale et nationale, selon les priorités définies par les communautés, dans des biens publics qui renforcent la résilience locale au changement climatique.

L'approche par décentralisation des fonds climat (DFC) établit un mécanisme que les pays se sont appropriés pour acheminer les fonds climat jusqu'aux collectivités locales. Elle met en place des fonds pour l'adaptation au climat (FAC) au niveau local sous la tutelle de l'autorité discrétionnaire des collectivités territoriales élues avec des mécanismes fiduciaires transparents et des degrés élevés de redevabilité envers les communautés locales. En tant que fonds publics, les FAC peuvent être capitalisés à partir de diverses sources, y compris les budgets des collectivités territoriales, les fonds nationaux pour le climat, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et les entités nationales de mise en œuvre accréditées au FVC. Au Kenya, les comités de Wajir et Makueni ont promulgué une législation pour attribuer un minimum annuel de 2 % et 1 % du budget de développement de leur comté respectif à la capitalisation du FAC de leur comté.

Le mécanisme DFC permet aux ménages pauvres et vulnérables de définir des priorités dans les investissements sur la base des besoins locaux qui fourniront des trajectoires résilientes pour sortir de la pauvreté et de la vulnérabilité au changement climatique. Le mécanisme DFC met en avant les approches dirigées par les citoyens et fondées sur les droits en matière de planification et elle définit les priorités du financement public pour le développement durable et la réduction de la pauvreté. Les comités locaux d'adaptation, constitués de représentants

communautaires élus et d'experts techniques des collectivités territoriales, sont mis en place pour définir les investissements prioritaires en vue de la résilience. En Tanzanie et au Mali, les femmes et les hommes sont représentés paritairement au sein de ces comités ; la représentation des femmes est plus faible au Kenya et au Sénégal, de l'ordre de 30 à 35 %.

Grâce au mécanisme DFC, les communautés ont donné la priorité à 240 investissements qui aideront près de 1,5 million de personnes à s'adapter au changement climatique. Quatre-vingt-dix pour cent des FAC financent des investissements pour l'adaptation locale et 10 % sont alloués à l'administration, au suivi et à l'évaluation. Les investissements soutiennent les systèmes de subsistance en réhabilitant et en élargissant les installations hydrauliques pour le bétail et les usages domestiques, en améliorant l'accès aux services sanitaires du bétail et en contribuant au développement de marché. Ils couvrent des investissements dans des stations météorologiques et des installations de stockage et de transformation des produits alimentaires, des exploitations piscicoles et l'énergie solaire. Cette variété de propositions aidera près de 1,5 million d'éleveurs, agriculteurs et leur famille à résister aux pressions d'un climat de plus en plus changeant et imprévisible et à améliorer leur bien-être.

### Enseignements à l'intention des PMA

**Le mécanisme DFC peut aider à faire en sorte que le financement climat mondial atteigne le niveau local, là où il fait le plus défaut.** Le financement de l'action climatique doit toucher les communautés qui en ont le plus besoin de manière qu'elles puissent définir des priorités dans leurs interventions d'adaptation qui soient fondées sur leurs propres besoins. Les communautés disposent déjà d'un socle solide de connaissances locales concernant les risques sous-jacents pour leurs moyens d'existence et les moteurs de la vulnérabilité climatique ; l'exploitation de ce savoir aide à bâtir des interventions plus robustes d'adaptation au changement climatique. En permettant à la population locale de décider des

investissements prioritaires sur la base de ses propres besoins, les mécanismes DFC peuvent contribuer à promouvoir l'inclusion sociale et l'égalité des sexes, surtout s'il existe une participation paritaire aux décisions d'investissement.

**Le mécanisme DFC peut soutenir les investissements à court terme qui s'attaquent à la pauvreté, tout en renforçant les capacités institutionnelles à long terme requises pour gérer les risques climatiques futurs.**

Une leçon importante qui se dégage du premier cycle d'investissements relevant du mécanisme DFC est qu'il est essentiel de traiter les besoins immédiats communs à bon nombre des habitants des zones arides avant d'inciter les communautés locales à investir dans des stratégies d'adaptation qui s'attaquent aux risques à plus long terme. Le fait de répondre à ces besoins immédiats peut aussi produire des gains à long terme. L'édification d'institutions agiles et inclusives qui dialoguent avec les communautés pour définir des priorités qui répondent à la vulnérabilité immédiate crée et institutionnalise des capacités adaptatives de gestion des changements climatiques à plus long terme.

**Développer des institutions nationales et infranationales robustes pour acheminer le financement de l'action climatique au niveau local peut contribuer à fournir des résultats à long terme et de grande portée.** L'approche DFC œuvre au sein des cadres nationaux de décentralisation et de dévolution. Elle a permis de garantir l'appropriation au niveau du pays en travaillant avec les institutions nationales et infranationales pour développer des processus transparents fiduciaires et de gouvernance qui achemineront le financement de l'action climatique jusqu'au niveau local. Cela a débouché sur une intégration verticale robuste de la gouvernance et du financement du changement climatique à l'échelle nationale et infranationale. Si l'on se tourne vers l'avenir, elle peut produire des effets de grande portée à mesure que davantage de collectivités territoriales au Kenya, au Mali, au Sénégal et en Tanzanie cherchent à développer des FAC dans leurs propres juridictions. Au Kenya, où cette approche a été mise en œuvre le plus longtemps, le mécanisme DFC couvrent désormais près de 30 % du pays.

## 10. CONCLUSION

Nous, les PMA, sommes confrontés à des défis uniques et sans précédent pour mettre fin à la pauvreté et atteindre un développement durable dans le contexte d'une escalade des risques climatiques. Notre vision à l'horizon 2050 est résolument tournée sur le long terme et elle guidera notre ambition croissante et des investissements stratégiques plus importants et elle nous aidera à renforcer nos capacités, nos systèmes et nos institutions en vue d'un développement durable. Elle guidera l'élaboration de nos CDN et de nos PNA au cours des décennies à venir et nous aidera à travailler ensemble pour renforcer la résilience au changement climatique et le développement national et à éradiquer la pauvreté, en menant à bien les ODD, l'Accord de Paris et le Cadre Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

L'initiative LIFE-AR nous aidera à traduire la vision fédératrice des PMA selon nos propres contextes nationaux, en définissant nous-mêmes comment nous allons arriver à un avenir résilient au changement climatique. Pour nous aider dans ce processus, les chefs de file et les dirigeants au sein des PMA feront avancer ces travaux dans leur pays et partageront leur apprentissage et les meilleures pratiques à travers tout le Groupe des PMA. L'initiative LIFE-AR aidera les chefs de file à développer leur propre vision nationale à l'horizon 2050 ou notre SLT pour un avenir résilient au climat et nous aidera à bâtir et à renforcer nos structures, systèmes et institutions dans le pays hôte pour créer des mécanismes de mise en œuvre efficaces en vue d'une réponse climatique efficace, transparente et de qualité à long terme. Ces mécanismes bâtiront ou

renforceront les structures existantes dans les pays hôtes pour s'assurer que le soutien atteigne bien ceux qui en ont le plus besoin au niveau local, réussissent à intégrer parfaitement les interventions aux niveaux national et local et soutiennent la collaboration à travers les secteurs pour une riposte intersectorielle efficace. Ces travaux fourniront l'apprentissage initial et les exemples requis qui permettront de guider et de soutenir d'autres PMA au fil des prochaines phases de l'initiative LIFE-AR afin de garantir que nous partageons constamment l'apprentissage entre tous les PMA par le biais des plateformes et des pôles régionaux pour un soutien entre pairs.

Nos jeunes sont les gardiens de notre avenir. La population des PMA a doublé entre 1980 et 2010 et elle devrait encore doubler d'ici à 2050. D'ici à 2030, environ 46 % de notre population sera âgée de moins de 20 ans et seuls 6,5 % de nos citoyens auront plus de 60 ans. D'ici à 2050, un citoyen du monde sur quatre âgé de 15 à 24 ans vivra dans un PMA<sup>68</sup>. Les prochaines générations seront les plus cruellement touchées par les effets du changement climatique. Par conséquent, nos jeunes sont à la fois un groupe vulnérable qui a besoin d'être pris en compte dans la réalisation d'une adaptation efficace et d'interventions résilientes et les personnes qui seront chargées de mettre en œuvre ces interventions dans les années à venir. Les initiatives telles que le LUCCC forment nos jeunes gens et renforcent leurs capacités pour qu'ils puissent prendre la tête de la concrétisation de notre vision à l'horizon 2050 et au-delà.

# NOTES DE FIN

- 1 GIEC (2018) Réchauffement planétaire de 1,5°C. Voir [www.ipcc.ch/sr15/](http://www.ipcc.ch/sr15/)
- 2 IPBES Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (2019) Global assessment report on biodiversity and ecosystem services. Voir [www.ipbes.net/news/ipbes-global-assessment-preview](http://www.ipbes.net/news/ipbes-global-assessment-preview)
- 3 Wright, H, Huq, S, et Reeves, J (2015) Impact of climate change on Least Developed Countries: are the SDGs possible? IIED Briefing Paper. IIED, Londres. Voir <https://pubs.iied.org/pdfs/17298IIED.pdf>
- 4 Rai, N, Soanes, M, Norton, A, Anderson, S, Steele, P, Tenzin, J et MacGregor, J (2015) A fair climate deal in Paris means adequate finance to deliver INDCs in LDCs. Voir <https://pubs.iied.org/pdfs/17333IIED.pdf>
- 5 Oxfam (2018) 2018 : les vrais chiffres des financements climat. Voir [www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file\\_attachments/bp-climate-finance-shadow-report-030518-fr.pdf](http://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/bp-climate-finance-shadow-report-030518-fr.pdf)
- 6 Soanes, M, Rai, N, Steele, P, Shakya, C et MacGregor, J (2017) Delivering real change: getting international climate finance to the local level. Voir <http://pubs.iied.org/10178IIED/>
- 7 Le Groupe des PMA présentera la vision pour 2050 au Sommet du secrétaire général des Nations Unies en septembre 2019. Le document sera disponible en ligne sur [ldc-climate.org](http://ldc-climate.org) après le 23 septembre 2019 et présentera les détails de la vision ainsi que l'offre et la requête du Groupe des PMA.
- 8 Patel, S, Rai, N et Mclvor, S (2019) LDC NDCs: adaptation priorities and gaps to address. IIED Briefing. IIED. Londres. Voir <https://pubs.iied.org/17709IIED/>
- 9 Soanes, M, Shakya, C, Walnycki, A et Greene, S (2019) Money where it matters: designing funds for the frontier. IIED Issue Paper. IIED, Londres. Voir <https://pubs.iied.org/pdfs/10199IIED.pdf>
- 10 Kabeer, N et Waddington, H (2015) Economic impacts of conditional cash transfer programmes: a systematic review and meta-analysis. *Journal of Development Effectiveness*, 7(3), 290-303.
- 11 Thakur, S, Arnold, C et Johnson, T (2009) Gender and social protection. Dans OCDE. *Promoting pro-poor growth: social protection*. Voir <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.569.3456&rep=rep1&type=pdf>
- 12 Cameron, L (2019) Social protection programs for women in developing countries. Voir <https://wol.iza.org/articles/social-protection-programs-for-women-in-developing-countries/long>
- 13 Soanes, M, Kaur, N, Venkataramani, V, Shakya, C et Kaur, D (2019) Financing a climate-resilient MGNREGS. IIED Working Paper. IIED. Londres. Voir <https://pubs.iied.org/pdfs/10201IIED.pdf> ; Agrawal A et al. (2017) Social protection and climate resilience. Rapport soumis à l'IIED, Londres.
- 14 OPM et PAM (2017) Shock-responsive social protection in Latin American and the Caribbean. Oxford Policy Management et Programme alimentaire mondial. Voir <https://tinyurl.com/yxln3a5r>
- 15 Oxford Policy Management (2017) Evaluation of the Kenya Hunger Safety Net Programme Phase 2: Impact evaluation final report.
- 16 Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (2018) Forecast-based financing for vulnerable herders in Mongolia. Voir [www.preventionweb.net/files/62643\\_casestudy16mongoliafbfinal.pdf](http://www.preventionweb.net/files/62643_casestudy16mongoliafbfinal.pdf)
- 17 Steinbach, D, Kaur, N, Manuel, C, Saigal, S, Agrawal, A, Panjiyar, A et Barnwal, A (2017) Building resilience to climate change: MGNREGS, drought and flooding in Odisha. IIED Issue Paper. IIED, Londres. Voir <https://pubs.iied.org/10187IIED> ; ESID (2014) Success and failure in MGNREGA implementation in India, ESID Briefing No.1. Voir [www.effective-states.org/wp-content/uploads/briefing\\_papers/final-pdfs/esid\\_bp\\_1\\_NREGA.pdf](http://www.effective-states.org/wp-content/uploads/briefing_papers/final-pdfs/esid_bp_1_NREGA.pdf) ; Esteves T, Rao K, Sinha B, Roy S, Rai B, Rao I, Sharma N, Rao S, Patil V, Murthy I, Srinivasan J, Chaturvedi R, Sharma J, Jha S, Mishra S, Singh A, Rakhroy H, Rai S, Sharma R, Schwan S, Basu K, Guerten N, Porsché I, Ranjan N, Tripathy, K et Ravindranath, N (2013) Environmental benefits and vulnerability reduction through Mahatma Gandhi NREGS: Synthesis Report. Ministère du Développement rural et GIZ, New Delhi. Voir [www.giz.de/en/downloads/giz2013-en-environmental-benefits-vulnerability-reduction-india.pdf](http://www.giz.de/en/downloads/giz2013-en-environmental-benefits-vulnerability-reduction-india.pdf)
- 18 Banque mondiale (2015) Project information document: concept page. Third Northern Uganda Social Action Fund (NUSAF III 3). Voir <https://tinyurl.com/y429dv77> ; Groupe de la Banque mondiale (2017) Uganda country snapshot: build the resilience of rural households against natural disasters in Northern Uganda. Uganda NUSAF III case study. Voir <http://documents.worldbank.org/curated/en/209591512051473006/pdf/121786-replacement.pdf> ; Groupe de la Banque mondiale (2018) Better data, better resilience: lessons in disaster risk finance from Uganda. Uganda NUSAF III case study. Voir <https://tinyurl.com/y2nu88zg>

- 19 New Climate Economy (2018) Unlocking the inclusive growth story of the 21<sup>st</sup> century: accelerating climate action in urgent times. Voir <https://tinyurl.com/y3cq5ey>
- 20 Nations Unies (2018) Rapport sur les objectifs de développement durable 2018. Voir <https://unstats.un.org/sdgs/files/report/2018/TheSustainableDevelopmentGoalsReport2018-FR.pdf>
- 21 King, R (12 juillet 2017) Confronting the urban housing gap. Institut des ressources mondiales. Voir [www.wri.org/blog/2017/07/confronting-urban-housing-gap](http://www.wri.org/blog/2017/07/confronting-urban-housing-gap)
- 22 ONU-FEMMES (2018) Turning promises into action: gender equality in the 2030 agenda for sustainable development. Voir <https://tinyurl.com/y5uodo63>
- 23 PNUD (2013) Gender and disaster risk reduction. Voir <https://tinyurl.com/y4wrrlh9>
- 24 OMS Organisation mondiale de la Santé (1<sup>er</sup> février 2018). Changement climatique et santé. Voir [www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health](http://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health)
- 25 New Climate Economy (2016) The sustainable infrastructure imperative: financing for better growth and development. Voir <https://tinyurl.com/y5u4ksoq>
- 26 GCF (2015a) Funding proposal: FP007: support of vulnerable communities in Maldives to manage climate change-induced water shortages. Décision B.11/11 du Fonds vert pour le climat.
- 27 Tran, P, Tran, T et Tran, A (2014) Sheltering from a gathering storm: typhoon resilience in Vietnam. Boulder: ISET-International. Voir <https://tinyurl.com/y4s5bpjt> ; Gutierrez, M (17 March 2016) Da Nang — a rising star, menaced by extreme rainfall. CDKN. Voir [https://cdkn.org/2016/03/da-nang-menaced-by-extreme-rainfall/?loclang=en\\_gb](https://cdkn.org/2016/03/da-nang-menaced-by-extreme-rainfall/?loclang=en_gb)
- 28 Huizenga, C, Peet, K, Yiu, A et Wong, S (2015) Expanding efforts on climate change adaptation and resilience in the transport sector. Voir <https://tinyurl.com/y2qmorpr> ; NDF Fonds nordique de développement (17 novembre 2018) Rural roads improvement project II (RRIP II) [NDF C63]. Voir [www.ndf.fi/project/rural-roads-improvement-project-ii-rrip-ii-ndf-c63](http://www.ndf.fi/project/rural-roads-improvement-project-ii-rrip-ii-ndf-c63)
- 29 Amdavad Municipal Corporation (2019) Ahmedabad Heat Action Plan. Voir [www.nrdc.org/sites/default/files/ahmedabad-heat-action-plan-2018.pdf](http://www.nrdc.org/sites/default/files/ahmedabad-heat-action-plan-2018.pdf)
- 30 Hess, J, Sathish, L, Knowlton, K, Saha, S, Dutta, P, Ganguly, P, Tiwari, A, Jaiswal, A, Sheffield, P, Sarkar, J, Bhan, S, Begda, A, Shah, T, Sovlanki, B et Mavalankar, D 2018. Building Resilience to Climate Change: Pilot Evaluation of the Impact of India's First Heat Action Plan on All-Cause Mortality. *Journal of Environmental and Public Health*.
- 31 Tronquet, C (2015) From Vunidogoloa to Kenani: an introduction to successful relocation. Voir <https://tinyurl.com/y3lwl95e> ; Ministère de l'Économie (2018) Planned relocation guidelines: a framework to undertake climate change related relocation. Voir <https://cop23.com.fj/wp-content/uploads/2018/12/CC-PRG-BOOKLET-22-1.pdf>
- 32 CNUCED (2016) Rapport 2015 sur les pays les moins avancés : Transformer l'économie rurale. Voir [https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/ldc2015\\_fr.pdf](https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/ldc2015_fr.pdf)
- 33 FAO (2011) La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-11. Voir [www.fao.org/3/a-i2050f.pdf](http://www.fao.org/3/a-i2050f.pdf) ; Sexsmith, K, Smaller, C et Speller, W (2017) How to improve gender equality in agriculture. IISD Policy Brief #5. IISD. Winnipeg, Canada. Voir [www.iisd.org/sites/default/files/publications/how-to-improve-gender-equality-agriculture.pdf](http://www.iisd.org/sites/default/files/publications/how-to-improve-gender-equality-agriculture.pdf)
- 34 FAO (2016) La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016 : changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire. Voir [www.fao.org/3/a-i6030f.pdf](http://www.fao.org/3/a-i6030f.pdf)
- 35 Gebru, B, Mworozzi, E, Kibaya, P et Kaddu, J (2018) Climate Change Adaptation and ICT: Enhancing Resilience to Water-related Impacts of Climate Change in Uganda's Cattle Corridor (CHAI II), Final Technical Report. FHI 360 et Uganda Chartered HealthNet. Voir <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/57741/57641.pdf>
- 36 iDE (2017) Anukulan: driving small farmer investment in climate-smart technologies. Voir [www.weadapt.org/sites/weadapt.org/files/2017/november/anukulan-overview.pdf](http://www.weadapt.org/sites/weadapt.org/files/2017/november/anukulan-overview.pdf)
- 37 Fonds pour l'environnement mondial (2016) Time to adapt: insights from the Global Environment Facility's experience in adaptation to climate change. Voir : [www.thegef.org/publications/time-adapt-insights-gefs-experience-adaptation-climate-change](http://www.thegef.org/publications/time-adapt-insights-gefs-experience-adaptation-climate-change)

- 38 Fonds pour l'environnement mondial (2017) Our global commons: sustainable land management. Voir [www.thegef.org/news/our-global-commons-sustainable-land-management](http://www.thegef.org/news/our-global-commons-sustainable-land-management) ; Schmidt, E et Tadesse, F (2017) The sustainable land management program in the Ethiopian highlands: an evaluation of its impact on crop production. IFPRI Project paper. Voir <https://tinyurl.com/y5xva8a9> ; GIZ (2017) Sustainable land management. Voir [www.giz.de/en/worldwide/18912.html](http://www.giz.de/en/worldwide/18912.html) ; Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (2015) Inclusive green growth in Ethiopia: Selected case studies. Voir <https://tinyurl.com/y3w3law4>
- 39 Banque mondiale (2010) Two trillion and counting: assessing the credit gap for micro, small, and medium-size enterprises in the developing world. Voir <https://tinyurl.com/y3b7dv8x>
- 40 BIT (2018) Women and men in the informal economy: a statistical picture. Voir <https://tinyurl.com/y6yk9hm6>
- 41 Springfield Centre (2015) The operational guide for the Making Markets Work for the Poor (M4P) approach. Voir <https://cdn.enterprise-development.org/wp-content/uploads/m4pguide2015.pdf>
- 42 Helvetas (2017) Guideline: assessing climate risks and vulnerabilities in market systems. Voir <https://tinyurl.com/y5aszr5c>
- 43 Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (2015) The world's women 2015: trends and statistics. Voir [https://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/WorldsWomen2015\\_report.pdf](https://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/WorldsWomen2015_report.pdf) ; Département des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (2015) Gender equality and women's economic empowerment in agriculture. Voir <https://tinyurl.com/yxbk2y43>
- 44 Centre for Public Impact (20 octobre 2017). The Solar Home Systems initiative in Bangladesh. Case study. Voir [www.centreforpublicimpact.org/case-study/solar-home-systems-bangladesh/](http://www.centreforpublicimpact.org/case-study/solar-home-systems-bangladesh/) ; Rai, N, Iqbal, A, Zareen, A, Mahmood, T, Muzammil, M, Huq, S et Elahi, N (2015) Financing inclusive low-carbon resilient development: Role of Central Bank of Bangladesh and Infrastructure Development Company Limited. IIED Country Report. IIED. Londres. Voir <http://pubs.iied.org/10139IIED>
- 45 Shakya, C et Byrnes, R (2017) Turning up the volume: Financial aggregation for off-grid energy. IIED Issue Paper. IIED. Londres. Voir <https://pubs.iied.org/pdfs/16636IIED.pdf>
- 46 FVC (2018) Funding proposal: FP078: Acumen Resilient Agriculture Fund (ARAF). Décision B.19/12 du Fonds vert pour le climat.
- 47 Said, T, Kaur, N et Imani, M (s. d.) Climate-resilient beekeeping cooperative. Zanzibar Climate Change Alliance, UK Aid et IIED ; Said, T, Kaur, N et Imani, M (s. d.) Green seas climate-smart seaweed cooperative. Zanzibar Climate Change Alliance, UK Aid et IIED.
- 48 FVC (2018) Funding proposal: FP069: Enhancing adaptive capacities of coastal communities, especially women, to cope with climate change induced salinity. Décision B.19/12 du Fonds vert pour le climat.
- 49 Klingel, F (4 février 2016) CLIMADAPT supports Tajikistan's efforts to tackle climate change. Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Voir [www.ebrd.com/news/2016/climadapt-supports-tajikistans-efforts-to-tackle-climate-change.html](http://www.ebrd.com/news/2016/climadapt-supports-tajikistans-efforts-to-tackle-climate-change.html)
- 50 Macqueen, D, Bolin, A, Greijmans, M, Grouwels, S, et Humphries, S (2018) Innovations towards prosperity emerging in locally controlled forest business models and prospects for scaling up. *World Development* ; Foundjem-Tita, D, Degrande, A, Mbosso, C et Lo-Ah, K (2015) From demonstration plot to agribusiness and rural tourism. *European Tropical Forest Research Network (ETFRN) News*: 57: 58-63.
- 51 Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (2005) Ecosystems and human well-being. Voir [www.millenniumassessment.org/documents/document.356.aspx.pdf](http://www.millenniumassessment.org/documents/document.356.aspx.pdf)
- 52 Greene, S (2019) Lessons from Piloting the Decentralised Climate Finance Programme, Tanzania: Decentralised Climate Finance Consortium Working Paper, Tanzanie. Voir <https://pubs.iied.org/pdfs/G04398.pdf>
- 53 FAO (2012) Mainstreaming climate-smart agriculture into a broader landscape approach. Voir [www.fao.org/3/ap402e/ap402e.pdf](http://www.fao.org/3/ap402e/ap402e.pdf) ; FAO (2018) Landscapes for life: approaches to landscape management for sustainable food and agriculture. Voir [www.fao.org/3/i8324en/i8324en.pdf](http://www.fao.org/3/i8324en/i8324en.pdf)
- 54 FVC (2016) Funding proposal: FP011: Large-scale Ecosystem-based Adaptation in the Gambia River Basin: developing a climate resilient, natural resource based economy. Décision B.13/23 du Fonds vert pour le climat
- 55 Rao, N, Carruthers T, Anderson, P, Sivo, L, Saxby, T, Durbin, T, Jungblut, V, Hills, T et Chape, S (2013) An economic analysis of ecosystem-based adaptation and engineering options for climate change adaptation in Lami Town, Republic of the Fiji Islands. Technical Report. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement, Apia, Samoa.

- 56 Francis, R et Weston, P (2015) The social, environmental and economic benefits of farmer managed natural regeneration (FMNR). World Vision ; Cameron, E (2011) From vulnerability to resilience: farmer managed natural regeneration (FMNR) in Niger, CDKN.
- 57 FVC (2017) Funding proposal: FP050: Bhutan for Life. Décision B.18/08 du Fonds vert pour le climat.
- 58 FVC (2017) Funding proposal: FP092: Programme for integrated development and adaptation to climate change in the Niger Basin (PIDACC/NB). Décisions B.21/34 du Fonds vert pour le climat.
- 59 Roberts, D, Douwes, J et Hassan, M (2017) Durban resilience strategy 2017, approved by the eThekweni Municipality Council, 100RC. Voir [www.durban.gov/100RC](http://www.durban.gov/100RC)
- 60 Ministère ougandais de l'Eau et de l'Environnement (2017) Documenting experiences in implementing catchment based integrated water resources management in Uganda. MEE, Directorat de la gestion des ressources en eau.
- 61 Mogelgaard, K, Dinshaw, A, Ginoya, N, Gutiérrez, M, Preethan, P et Waslander, J (2018) From planning to action: mainstreaming climate change adaptation into development. Document de travail de l'Institut des ressources mondiales. Voir <https://tinyurl.com/y4wjlot8>
- 62 PNUE (2016) The adaptation gap report. Voir <https://climateanalytics.org/media/agr2016.pdf>
- 63 Climate Policy Initiative (2018) Global climate finance: an updated view 2018. Voir <https://tinyurl.com/y9cjhx8>
- 64 Organisation météorologique mondiale (2019) WMO for the 21<sup>st</sup> Century. *WMO Bulletin* 68(1). Voir [https://library.wmo.int/doc\\_num.php?explnum\\_id=5843](https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=5843)
- 65 Groupe de la Banque mondiale (2017) Water, water everywhere, but not a drop to drink: adapting to life in climate change-hit Kiribati. Voir [www.worldbank.org/en/news/feature/2017/03/21/adapting-to-life-in-climate-change-hit-kiribati](http://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/03/21/adapting-to-life-in-climate-change-hit-kiribati) ; République de Kiribati (s. d.) Kiribati Adaptation Program (KAP). Voir [www.climate.gov.ki/kiribati-adaptation-program/](http://www.climate.gov.ki/kiribati-adaptation-program/)
- 66 FVC (2016) Funding proposal: FP035: Climate information services for resilient development in Vanuatu. Décision B.15/24 du Fonds vert pour le climat.
- 67 Hesse, C (2015) Fonds d'adaptation aux changements climatiques. Voir <https://pubs.iied.org/17341FIIED/> ; Hesse, C (2017) Devolved climate finance. IIED. Voir <https://pubs.iied.org/17440IIED/> ; IIED (2018) Building agile institutions and resilient communities. Voir <https://pubs.iied.org/17461IIED/>
- 68 CNUCED (2013) The Least Developed Countries Report 2013: growth with employment for inclusive and sustainable development. Chapter 2: Exploring demographic dynamics in the LDCs. Voir [https://unctad.org/en/PublicationChapters/ldcr2013\\_ch2\\_en.pdf](https://unctad.org/en/PublicationChapters/ldcr2013_ch2_en.pdf)



Le Groupe ministériel des PMA et le président du Groupe des PMA ont officiellement annoncé et lancé l'initiative LIFE-AR lors de la COP24. Elle consiste en un processus de délibérations avec l'ensemble des PMA, orientant l'élaboration de cette Vision pour 2050, de cette offre et de cette requête. Sous la direction, l'orientation et l'expertise du Groupe ministériel des PMA, du Groupe consultatif des PMA, du président du Groupe des PMA et du responsable technique de l'initiative LIFE-AR, six ateliers techniques auxquels ont participé près de 200 experts d'Afrique anglophone et francophone, et d'Asie-Pacifique, ainsi que plus de 400 experts réunis lors de la COP, l'ACB et NAP Expo, un appel public à témoignages donnant lieu à 100 dossiers de retour d'expérience et 80 entretiens, ont permis de rassembler de précieux renseignements et expériences des experts et des partenaires de résilience des PMA afin d'élaborer notre Vision pour 2050.

### À propos de l'Initiative LIFE-AR

L'initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme (LIFE-AR) des pays les moins avancés (PMA) est une initiative créée et pilotée par les PMA afin de définir une vision à long terme en vue d'un avenir résilient au changement climatique. L'Initiative LIFE-AR établit les grandes lignes des ambitieux objectifs auxquels nous, les PMA, nous engageons ensemble afin de garantir qu'aucun de nos pays ne soit laissé pour compte.

Site web : [www ldc-climate.org](http://www ldc-climate.org)

Twitter : @LDCchairUNFCCC



PHOTO PRISE EN SIERRA LEONE



**POPULATIONS  
RESILIENTES AU  
CHANGEMENT  
CLIMATIQUE**



**ECONOMIES  
RESILIENTES AU  
CHANGEMENT  
CLIMATIQUE**



**TERRITOIRES  
RESILIENTS AU  
CHANGEMENT  
CLIMATIQUE**